



BANQUE PRIVÉE
EDMOND DE ROTHSCHILD



RAPPORT ANNUEL 2010
ÉDITION REMISE À LA CONFÉRENCE DE PRESSE
LE 31 MARS 2011



BANQUE PRIVÉE
EDMOND DE ROTHSCHILD

Rapport annuel 2010

Albrecht Dürer
(Nuremberg, 1471 – id., 1528)

Lionne (détail), 1521

La collection du Baron Edmond de Rothschild forme incontestablement le joyau des donations par lesquelles notre famille a souhaité honorer les musées nationaux français depuis le XIX^e siècle.

Collectionneur averti et grand mécène, Edmond de Rothschild (1845-1934) composa patiemment un cabinet doté d'œuvres exceptionnelles, du dessin à l'estampe, du manuscrit aux livres rares, dont les plus anciens remontent au XIV^e siècle. Sa passion et sa rigueur permirent à cet ensemble de devenir l'une des plus importantes collections d'art graphique au monde, réunissant les noms des plus grands artistes qui ont forgé l'art occidental.

Les héritiers du Baron Edmond de Rothschild donnèrent la collection en 1935 au Musée du Louvre en mémoire de leurs parents, contribuant ainsi à la conservation d'œuvres parmi les plus grandes léguées par le génie humain. Elle était naturellement destinée à cet établissement, dont l'excellence scientifique et la mission pédagogique continuent de la faire rayonner, notamment par de nombreuses expositions à l'échelle internationale.

Notre attachement au patrimoine et à la création artistiques constitue un engagement constant et indissociable de l'histoire de notre famille. Promouvoir les arts comme vecteur essentiel de la connaissance demeure au cœur de notre engagement philanthropique.

Ariane et Benjamin de Rothschild



Raphaël
Raffaello Sanzio, dit
(Urbino, 1483 – Rome, 1520)

Portrait de jeune homme,
vers 1502-1504

Sommaire

6	Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.	45	Droits de participation des actionnaires
8	Message du Président	46	Prise de contrôle et mesures de défense
11	Rapport du Comité Exécutif : « L'émergence d'un nouvel ordre économique mondial »	47	Organe de révision
13	« Reprise mondiale à trois vitesses ? » : Texte de Michel Lagier	48	Politique d'information
16	Organes de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève	49	Changements importants depuis la date de référence du bilan
20	Gouvernement d'entreprise	50	Rapport de gestion Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild
22	Introduction	102	Rapport de gestion Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève
23	Structure du Groupe et actionnariat		
25	Structure du capital		
27	Conseil d'Administration	128	Adresses
37	Direction générale		
42	Rémunérations, participations et prêts		



Raphaël – Raffaello Sanzio, dit
(Urbino, 1483 – Rome, 1520)

Portrait de jeune homme, vers 1502-1504
Pierre noire, 28.8 x 20.4 cm
Collection Edmond de Rothschild

Ecole d'Altichiero
Fin XIV^e siècle

*Cour intérieure d'un palais gothique
avec un faucon attaquant
un canard et un paon*

Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.

- 8 Message du Président
- 11 Rapport du Comité Exécutif :
« L'émergence d'un nouvel ordre
économique mondial »
- 13 « Reprise mondiale à trois vitesses ? » :
Texte de Michel Lagier
- 16 Organes de la Banque Privée
Edmond de Rothschild S.A., Genève



Ecole d'Altichiero
Fin XIV^e siècle

*Cour intérieure d'un palais gothique
avec un faucon attaquant un canard et un paon
Encre colorée sur parchemin, 30.3 x 21.5 cm
Collection Edmond de Rothschild*

Message du Président

En ce tournant déroutant du XXI^e siècle, beaucoup prophétisent un changement profond du cours de l'Histoire. Il est toujours téméraire de formuler un diagnostic de métamorphose planétaire. Pourtant, aucun responsable politique, économique, religieux ne peut se permettre de sous-estimer la courbure du virage, au risque de sortir de la route. Et il est vrai que les symptômes de bouleversement sont spectaculaires.

Et d'abord ce que tout le monde voit, la dérive des continents. N'oublions pas que jusqu'au début du XIX^e siècle, alors que les banquiers Rothschild avaient déjà soufflé leur centième bougie, les «BRIC» dominaient la production manufacturière mondiale. Puis l'Europe a pris le pas durant un bon siècle, avant que les Etats-Unis ne supplantent leur ancienne mère patrie, l'Angleterre, et ses voisins européens. Désormais, les anciens pays dominés d'Asie, d'Amérique Latine, et bientôt d'Afrique, vont progressivement ravir le centre de gravité à l'Amérique du Nord. C'est d'ailleurs, aujourd'hui comme hier, la finance et la monnaie qui font la différence. Le plan Marshall implicite de la Chine en faveur des Etats-Unis et de la zone euro amènera les mêmes déplacements d'influence et de domination que l'aide des Américains à leurs obligés européens. Cela n'entraîne en aucune façon l'engloutissement des anciens dominants. Comme la vieille Europe a profité de l'émergence des Etats-Unis, les puissances occidentales profiteront de l'éveil des économies émergentes. Il n'empêche: le jeu mondial a changé, et les mauvais joueurs, tentés de nier les nouvelles règles, seront éliminés de la partie. D'ailleurs, personne n'ignore ce chamboulement de l'équilibre mondial, mais beaucoup s'y préparent mal, trop doucement, et de trop mauvaise grâce.

Il est d'ailleurs difficile d'identifier et d'intégrer l'incidence de cette mutation géographique sur l'évolution de nos organisations, Etats ou entreprises, et au total sur nos modèles économiques et sociaux. Les vieux débats sur les mérites respectifs du modèle

capitaliste et du modèle socialiste ne sont que des ergotages empêtrés dans les toiles d'araignées d'un autre temps. Cahin-caha, de nouveaux modèles se profilent.

La mondialisation triomphante a montré les limites de l'articulation traditionnelle du capital et du travail. Les écarts de rémunérations se sont en effet creusés jusqu'à l'inflammable. D'un côté, actionnaires et dirigeants d'entreprise accédaient au capital et profitaient à plein de l'enrichissement résultant de la croissance globale; de l'autre, les salariés se voyaient contraints d'adapter leurs exigences à la nouvelle compétition mondiale où l'armée de réserve des travailleurs émergents dictait le coût du travail à toute la planète. Bien sûr, le travailleur occidental est aussi consommateur: il a donc bénéficié des gains de pouvoir d'achat liés aux importations émergentes. Bien sûr, le capitaliste occidental a subi les hausses de prix du luxe dictées par la marée montante du millionnaire émergent. Mais la classe moyenne ne retiendra qu'une seule conséquence de cette mondialisation: le déclassement de son statut, désormais trop proche des classes populaires.

Désormais, il faudra partager mieux les bénéfices et les contraintes de la globalisation. Demain, les modèles de croissance devront donc associer dans la durée l'ensemble des salariés au profit et à la création de valeur si l'on veut éviter une épidémie d'altermondialisme agressif dans les classes moyennes occidentales. Aujourd'hui, les Etats sont forcés de s'immiscer maladroitement dans les scènes de ménage du couple capital-travail, et leur rôle de conciliateurs s'épuise, voire même jette de l'huile sur le feu.

De ce point de vue, face au défi de la mondialisation, certains en Europe, surtout la France, se préparent de façon désastreuse. Au lieu de populariser le capital, par exemple à travers l'actionnariat salarié ou les retraites par capitalisation, elle le sanctionne par une taxation confiscatoire du patrimoine.

Au passage, elle pulvérise le capitalisme familial si bien accepté du monde du travail, et donc forcément plus efficace dans la durée. La France détient ainsi le record en Europe de la cession des sociétés patrimoniales lors des successions, ce qui la prive de ce tissu d'entreprises familiales de taille intermédiaire qui font la fortune de l'Allemagne, de l'Italie ou des pays scandinaves.

Autre exemple de la persécution du capital, la France, qui a brillamment initié le G20 pour favoriser les réponses globales à la crise globale, ressort, à l'occasion de sa présidence, cette vieille lune impraticable de la taxe Tobin sur les mouvements de capitaux. Il est vrai que le populisme ambiant préfère incriminer les banques qui risquent leur capital pour gérer des capitaux et oublier ceux, financiers, avocats et conseils en tout genre, qui profitent des mouvements du capital sans risquer le leur.

Mais il y a pire, la France subit la double peine. Pour soulager sa conscience, l'Etat français exigeant plus du capital en demande aussi moins au travail. La quantité de travail d'un Français au cours de sa vie, entamée par les trente-cinq heures ou la retraite à 60 ou même 62 ans, a gravement amputé la compétitivité française. Réduisant son capital et son travail, la France cherche donc son équilibre vers le bas. Magnifiquement douée par la nature et porteuse d'un glorieux passé, elle joue le jeu mondial en gâchant ses plus beaux héritages. Comme si Brigitte Bardot se présentait au concours de Miss Univers !

Pourquoi ne pas tenter de gagner au jeu de la mondialisation et de transformer ce redoutable cercle vicieux en cercle vertueux ? Il serait si fructueux pour la France comme pour l'économie mondiale que le couple capital-travail s'entende naturellement sur la croissance harmonieuse de l'entreprise qui est leur maison commune et leur avenir.

D'autant que la croissance démographique du globe et la nouvelle opulence du consommateur émergent vont se cogner à la rareté. Lorsque la population mondiale s'accroît de façon spectaculaire, et que la majorité de ces milliards d'habitants aspirent à consommer à l'occidentale, le souci de préservation de ressources en quantité finie se fait soudain extrême. L'enchérissment de l'énergie et des matières premières, agricoles ou industrielles, menace le rendement des facteurs de production, le couple capital-travail, devenant nécessairement complice dans le souci d'économiser.

Les négociations écologiques onusiennes se concentrent enfin sur le thème du dérèglement climatique, et cherchent à préserver prospérité et bien-être en répartissant équitablement la rareté des droits à polluer. Mais l'ONU commence à peine à s'intéresser au coût économique mondial de l'inaction sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité. Or, tant de raretés devront aussi être administrées par la négociation et compensées par un progrès technique vertueux ! Nos modèles ne prennent pas assez la mesure de l'urgence de l'investissement écologique, et nos investisseurs de la profusion d'opportunités exceptionnelles.

La mutation de nos modèles sous l'empire de la rareté n'est pas simplement un défi économique : c'est aussi un puissant moteur psychologique. Les économistes n'ont jamais pu expliquer la totalité du rythme de croissance des Trente Glorieuses par la combinaison des facteurs capital et travail. Le fameux facteur résiduel, environ un tiers de la croissance française, fut attribué à l'investissement immatériel, tel le progrès technique, mais aussi à l'état d'esprit des masses. Celles-ci voulaient la croissance, l'anticipaient et donc la fabriquaient. Que se passerait-il si cet esprit se faisait sceptique ? Aujourd'hui, si les jeunes générations des pays émergents rêvent encore d'un style de vie à l'occidentale, celles des pays riches semblent désabusées et à la recherche d'un autre modèle. Le risque de défection de nos jeunes touche

le concept même de richesse et de progrès, en tout cas telle qu'est définie et mesurée actuellement notre croissance économique. Sans tomber dans les approximations de comptabilités nationales encore trop créatives, tentant de mesurer le bonheur national brut, on ne peut se désintéresser de la déception de nos enfants à l'égard de la religion de leurs parents, celle du taux de croissance. Croire que la préoccupation écologique, pour autant qu'elle reste sérieuse, menace l'efficacité économique est un contresens fatal. Pour nos jeunes du monde occidental, il n'est pas d'autre invitation à une croissance moins prodigue que le mythe fondateur du développement durable.

On sait depuis longtemps que le XXI^e siècle sera mystique. Il faudra bien que les fidèles de la déesse Raison se convertissent aux nouveaux modèles de production. Le plus vite sera le mieux. Car les rivaux de la religion éclairée du développement équitable et soutenable ne sont autres que les intégrismes religieux, qui s'affrontent dans ce qui ressemble trop à une guerre des civilisations moyenâgeuse. Obéissons au vieux précepte, changeons pour que rien ne change. C'est ce que doit continuer de faire notre groupe qui a toujours su épouser la métamorphose des siècles.



Baron Benjamin de Rothschild

RAPPORT DU COMITÉ EXÉCUTIF

L'émergence d'un nouvel ordre économique mondial

Passé les ravages de la crise bancaire, pendant laquelle les Etats avaient affiché leur puissance financière pour enrayer l'hécatombe des banques dans les pays industrialisés, force est de constater que désormais ce sont les Etats qui se trouvent en première ligne. L'année écoulée aura cristallisé la désormais faiblesse financière des grandes puissances. Partie de Grèce, la révélation de déficits budgétaires disproportionnés et d'accroissements massifs, de dettes souveraines, a successivement touché l'Irlande, le Portugal et l'Espagne. Mais ce sont l'Europe, le Royaume-Uni, le Japon et les Etats-Unis qui ont vu dans ce sillage questionner leur crédibilité financière. Au même moment la Chine et les pays du Sud-Est asiatique, le Brésil et l'Amérique du Sud, ont vu leurs économies continuer à progresser. Révélation emblématique du basculement de la richesse mondiale vers les états émergents au détriment de l'Europe et des Etats-Unis. La Chine est désormais le banquier incontournable de la planète avec 2800 milliards de dollars de réserves.

Pour contrer les risques de désintégration monétaire, les banques centrales, Federal Reserve et BCE, ont entrepris la création de liquidités massives en rachetant dans les marchés financiers les obligations d'état afin d'empêcher la hausse des taux et dans un contexte d'hyperliquidité de créer un effet de richesse susceptible de provoquer une reprise économique d'ampleur seule capable d'éponger les déficits budgétaires et stabiliser les dettes souveraines. Cette politique n'a pas réussi pour le moment, mais a fortement contribué à doper les bulles des marchés des devises, des obligations et des matières premières. Devant cette création monétaire gigantesque, les monnaies n'ont plus de valeur et le cash apeuré se réfugie dans les matières premières et l'immobilier. Les pays émergents, Chine en tête, essayent par tout moyen de freiner l'appréciation

de leur devise en prenant des mesures contre les importations de capitaux étrangers. Les réévaluations des monnaies émergentes deviennent le reflet des dévaluations compétitives des grandes monnaies. Seul Pékin peut nuancer le système en rééquilibrant ses achats de devises étrangères dans ses réserves pour son plus grand bénéfice commercial et industriel. La main tendue des grands argentiers chinois lors de leur tournée des capitales européennes en est la manifestation évidente.

La redistribution des cartes de l'économie mondiale est en cours. Endettement excessif, chômage record et stagnation économique étouffent les possibilités de reprise en Occident tandis que la progression de l'emploi et du pouvoir d'achat, la bonne qualité de l'éducation, de la formation, et l'élévation rapide du niveau de vie dopent les nouveaux acteurs de l'économie mondiale. La Chine, l'Inde, le Brésil, la Turquie, le Mexique et le Sud-Est asiatique sont-ils les nouveaux barbares en train d'envahir et détruire la Rome Impériale ? La question est lancée.

Pour inverser l'ordre mondial, il faudrait de la part des émergents trouver une stabilité sociale et institutionnelle pour pallier la fragilité de leurs systèmes politiques. La Chine des grandes villes s'oppose à la Chine des régions intérieures. Les disparités sont immenses. Les excès d'investissements financés par les banques ou la spéculation immobilière peuvent-ils provoquer un domino bancaire en Asie ? La hausse des denrées agricoles est-elle susceptible de provoquer des émeutes locales ? (Inégalités criantes dans la progression des revenus) toutes questions auxquelles personne n'a réponse, mais qui soulignent la fragilité dans leur développement de ces nouvelles puissances. Il en va de même pour tous les ténors de la nouvelle donne économique mondiale. Expansion rapide mais fragilité systémique.

A l'inverse, les grands pays industrialisés devront, s'ils veulent conserver leur niveau de vie, créer et développer de nouvelles industries et services pour combattre la perte d'emplois dans les industries manufacturières décimées par la compétition émergente. Assouplir des législations contraignantes pour développer la mobilité de l'emploi. Réorienter l'éducation et la formation pour préparer les jeunes aux mutations de l'économie. Réformer la fiscalité. Autant de grands chantiers délicats à réaliser face à des opinions publiques sourdes à l'acuité de cette nouvelle donne et du bouleversement en cours.

La Suisse dans cet environnement a connu une année très contrastée. A peine remise de la grave crise de sa plus grande banque, la Confédération semblait promise à un avenir plus serein. La levée de la réserve sur l'article 26 OCDE, annoncée en 2009, s'est poursuivie par la signature de plus d'une trentaine d'avenants à nos conventions de double imposition. Le respect par la Suisse de la parole donnée n'a cependant en rien diminué la mauvaise foi de nos voisins, agacés qu'ils sont de constater que, en 2010, la place financière helvétique a continué à accroître le total de ses encours. Dans ce contexte, il sera intéressant de suivre les négociations qui sont en cours avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne, visant à instaurer avec ces Etats un prélèvement libératoire à la source sur les revenus du patrimoine. En particulier, l'accueil qui sera réservé à cet accord par d'autres pays permettra enfin de savoir s'ils sont intéressés par l'accroissement (légitime) de leurs recettes fiscales ou bien plutôt par la curiosité (suspecte?) quant à la situation patrimoniale de leurs concitoyens. On peine toutefois à trouver la légitimité de cette curiosité si l'impôt équitable et républicain peut être prélevé anonymement. Le cas échéant, elle ouvre la porte à tous les excès. Ainsi la Suisse reste la Suisse et détient une qualité que

peu de pays possèdent sur la planète: «la stabilité». Cette qualité draine et continuera à drainer tous ceux qui inquiets de l'évolution de leur pays cherchent un refuge sérieux. Image renversée du début de l'année, la crise de l'euro amènera en fin d'année une vague sans précédent d'achats de francs suisses. Celui-ci progressait dans l'année de 17 %, contre l'euro, affirmant sa qualité indiscutable de valeur refuge depuis la disparition du deutsche mark dans l'euro. Une fois de plus, la stabilité des institutions politiques et le calme social du pays ont porté les détenteurs de capitaux à se tourner vers la Confédération Helvétique comme refuge ultime.

Pour l'investisseur, 2010 restera comme une année relativement réjouissante. Les craintes de toutes sortes ne s'étant pas vraiment matérialisées, les placements sont restés fermement orientés en fin d'année. Que ce soit les actions, les obligations, les hedges funds, l'or et les matières premières, les différents véhicules de placement terminaient l'année sur une note assurément positive.

Nous voudrions remercier tout le personnel de la Banque pour sa fidélité et son professionnalisme durant cette année empreinte de nervosités et de crises. Leur dévouement sans faille à la clientèle nous permet d'envisager l'avenir avec sérénité.

Le Comité Exécutif

REPRISE MONDIALE À TROIS VITESSES ?

L'ILLUSION MONÉTAIRE

La forte appréciation de la bourse américaine, qui a débuté en 2009, est de loin la plus spectaculaire de l'après-guerre. Le mouvement du second semestre 2010 se distingue particulièrement de la moyenne historique. Une question vient naturellement à l'esprit : cette envolée est-elle justifiée ? La reprise économique est bien au rendez-vous, grâce à la manne étatique, mais à quel prix ? La Réserve Fédérale a déversé d'immenses quantités de liquidités qui, à terme, vont se traduire par de l'inflation. Parallèlement, la dette publique est partie au plafond. Inévitablement, les créanciers vont demander des rémunérations réelles compensatoires, c'est-à-dire des rendements obligataires plus élevés. En dépit de l'effort considérable des autorités, le chômage refuse pour l'instant de baisser. De plus, le secteur du logement demeure complètement sinistré. Par conséquent, le moral des consommateurs américains ne décolle pas vraiment de ses plus bas historiques. Une reprise économique fabriquée de toutes pièces, par un gouvernement soucieux de sa réélection, peut éventuellement faire illusion à court terme, mais n'est pas crédible dans la durée. Dans ce contexte, rien de surprenant à ce que les ménages soient méfiants, face aux ponctions fiscales à venir et aux incertitudes sur l'emploi. Les investisseurs sont tout aussi circonspects. Echaudés par deux bulles boursières successives, ils se sont précipités sur les obligations publiques, réputées peu risquées. Cet engouement a provoqué une chute exagérée des rendements et prépare la prochaine crise. Le salut est-il alors dans les actions ? Certes les pronostics bénéficiaires sont attrayants : entre +10 % et +15 % en 2011 et en 2012, mais cette prévision optimiste ne se traduira en appréciation boursière, que si la prime de risque reste stable. Cette dernière hypothèse est

incertaine. Premièrement, la croissance économique à long terme inspire toujours beaucoup de méfiance. Deuxièmement, un retour des pressions inflationnistes conduit souvent à une contraction de ces ratios de valorisation.

BELOTE ET REBELOTE

L'évolution graphique de la performance relative des actions américaines contre celle des obligations du Trésor à 10 ans est édifiante. Jusqu'en 1995, la courbe a suivi une pente ascendante de bon aloi, conforme à la théorie financière, qui veut que les actions progressent plus vite que les obligations sur le long terme. A partir du milieu des années 1990, les choses ont commencé à dérapier, en raison de taux d'intérêt trop bas et d'un rêve technologique. Pendant cinq ans, les actions sont montées à la verticale, laissant loin derrière elles les placements à revenu fixe. Cette aberration s'est inévitablement terminée dans la douleur. Toutefois, la leçon n'a pas été tirée correctement et la bourse est repartie dans une envolée débridée à partir de 2003. La justification cette fois-ci a été l'hyper-trophie des profits des banques grâce au boum des crédits douteux. *Belote et rebelote*, les actions s'effondrent pour la seconde fois en compagnie du prix des maisons et les obligations du Trésor partent au plafond. Résultat, la crise du surendettement atteint un pic et le marché doit maintenant absorber une montagne d'obligations publiques. Comme la digestion risque d'être terriblement pénible, la Réserve Fédérale imprime de grandes quantités de billets pour racheter la dette étatique (QE2). L'histoire est loin d'être terminée, malheureusement. L'épilogue n'est pas encore connu. L'économie doit être purgée de toute cette dette excessive et la bulle obligataire doit se

dégonfler. Comment dans ce contexte sans précédent, un *bull market* actions pourrait continuer harmonieusement à se développer ?

APRÈS LE JASMIN, LE LOTUS ?

Un élément de réponse a été apporté par Monsieur Zhu Min, conseiller spécial auprès du Fonds Monétaire International, lors du dernier sommet de Davos. Il a évoqué la possibilité d'une reprise mondiale à trois vitesses : les pays émergents arriveraient en tête avec une croissance supérieure à 6 %, suivis des Etats-Unis qui pourraient maintenir un rythme voisin de 3 % et en lanterne rouge, bien sûr, la zone euro et le Japon. Ce schéma serait la continuité des conditions qui prévalaient avant la crise et risquerait de prolonger les mauvaises habitudes du passé. La vigueur retrouvée de la consommation américaine risque de décourager l'Asie d'abandonner son modèle exportateur de type mercantiliste au profit du développement de sa demande intérieure. Certains observateurs, à l'instar de Monsieur Howard Davies, directeur de la prestigieuse *London School of Economics*, sont pourtant très confiants quant au potentiel des pays émergents. La crise bancaire, qui a durement frappé les Occidentaux, les a largement épargnés. Leur budget est généralement équilibré et leur endettement public n'atteint même pas la moitié de celui des états industrialisés. Par ailleurs, la pyramide des âges y est beaucoup plus favorable. Sur la base de la parité des pouvoirs d'achat (ajustement par le FMI des différences de niveau de prix entre les régions), les pays en voie d'industrialisation pèsent déjà la moitié de l'économie mondiale et d'ici dix ans pourraient bien en représenter les deux tiers. Ce scénario idéal implique, tout de même, que plusieurs défis soient relevés.

Contrairement aux économies avancées, orientées vers les services, celles en plein développement doivent en priorité investir dans l'infrastructure. Par conséquent, elles sont de grandes consommatrices de matières premières. Cet état de fait entraîne simultanément une pollution intensive et un risque grandissant de pénurie. Dès lors, rien de surprenant de voir le prix des ressources exploser. A la sortie de la Seconde Guerre mondiale, l'Occident avait profité d'une longue phase d'expansion, dopée par une énergie extrêmement bon marché. Jusqu'en 1973, le prix du baril de pétrole est resté inférieur à 4 dollars. Actuellement, le même baril dépasse les 100 dollars, soit 25 fois plus. Si rien ne vient inverser cette tendance, l'essor conjoncturel pourrait être pénalisé, ceci même en l'absence d'une remontée des taux d'intérêt. Le pétrole n'est malheureusement pas le seul casse-tête à résoudre. L'enjeu des ressources alimentaires est encore plus préoccupant. Pour des milliards d'individus, les dépenses de nourriture comptent pour plus du tiers du budget familial. Un dérapage des prix, suite par exemple à de mauvaises conditions climatiques, peut dégénérer en troubles sociaux ou raviver des conflits ethniques. Les tensions sont d'autant plus aiguës que le système de sécurité sociale est déficient et que l'immobilier résidentiel devient un luxe réservé à une minorité de nantis. Le risque grossit que des régimes autoritaires ou corrompus basculent. Après la révolution de jasmin, pourquoi pas celle du lotus ? Certes, Tiananmen n'a rien à voir avec la place Tahrir, mais il n'en demeure pas moins que les politiques monétaires laxistes encouragent le gaspillage des ressources. Elles poussent les chefs d'entreprises ou les particuliers au surinvestissement. Le Japon en 1990 et les Etats-Unis en 2007 sont là pour l'attester. Un monde à plusieurs vitesses peut certainement être viable, à condition que les erreurs du passé ne soient pas répétées. Les

déficits budgétaires abyssaux et la planche à billet des banques centrales ne sont en aucun cas des bases saines pour construire l'avenir. Les problèmes doivent être réglés sans délai et ne pas s'en remettre toujours au lendemain. L'interventionnisme gouvernemental doit être modéré et les finances publiques assainies. Comment exiger des citoyens la sobriété, quand les autorités font ribote avec des milliards de dettes ? Les taux d'intérêt réels, c'est-à-dire hors inflation, doivent être suffisamment attrayants pour encourager l'épargne et limiter les profits spéculatifs générés par des leviers excessifs. Cette évolution est indispensable pour clôturer dix longues années de *bear market*, ponctuées de bulles boursières à répétition, et permettre de réunir enfin les conditions d'une véritable prospérité.

« C'est par le bien faire que se crée le bien-être. »
Proverbe chinois

Michel Lagier

ORGANES DE LA BANQUE PRIVÉE EDMOND DE ROTHSCHILD S.A., GENÈVE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

Baron Benjamin de Rothschild

Vice-Président

E. Trevor Salathé

Secrétaire

Manuel Dami

Membres

Baronne Benjamin de Rothschild
John Alexander
Luc Argand
Walter Blum Gentilomo
Michel Cicurel
François Hottinger
Klaus Jenny
Veit D. de Maddalena
Jacques-André Reymond
Daniel Y. Trèves
Guy Wais

COMITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

Baron Benjamin de Rothschild

Vice-Président

E. Trevor Salathé

Secrétaire

Manuel Dami

Membres

John Alexander
Michel Cicurel
Klaus Jenny

COMITÉ D'AUDIT

E. Trevor Salathé
Manuel Dami
Klaus Jenny
Jacques-André Reymond
Guy Wais

AUDIT INTERNE

Directeurs

François Maendly
Maurice Moser

Directeur adjoint

Philippe Rebmann

Sous-directeurs

Serge Cochet
Dan Protti

ORGANE DE RÉVISION

PricewaterhouseCoopers S.A.

DIRECTION GÉNÉRALE

COMITÉ EXÉCUTIF

Président et Directeur général

Claude Messulam

Vice-Président

et Directeur général adjoint
Sylvain Roditi

Membre

et Directeur général adjoint

Jean-Pierre Pieren

Membres et Directeurs

Luc Baatard
Frédéric Binggeli
Alexandre Col
Philippe Currat
Martin Leuthold
Michel Lusa
Bernard Schaub

Directeurs

Victor Akselrod
Christiane Arlettaz
Marc-Henri Balma
Henri Baroffio
Maryse Battaglia Rinolfi
Viktor Benardete
Eric Borner
Pascal Bourqui
Pierre-Yves Brack
Jean-Pierre Bruhin
Claude Charmillot
Yves Cogne
Alessandro Conelli
Evelyne Dousse
André Falletti
Athanasios Gontikas
Jean-Philippe Grob
Alain Heck
Elie Joory
Vincent de Kerchove
François Kern
Michel Lagier
Thierry Loney
Janos Lux
Marcelo Mecchi
Bernhard Meier
Jean-François Michailat
Roland Misrahi
Catherine Motamedi
(entrée janv. 2011)
Florian Nguyen
Barbara Pythoud-McAllister
Vincent Rappo

Jean-Pierre Ribes
Philippe Scherrer
Patrick Schindler
Frank Schmidt
Roland Schneeberger
Frédéric de Selliers de Moranville
Jogishwar Singh
Philippe Vasas
Marc Venti
Didier Wicky
Philippe Wurlod

Directeurs adjoints

Edgar Alves de Carvalho
Eve Amram
Nathalie Bailat
Michèle Barré
Olivier Bernard
Nicolas Berthenet
Lise Binggeli
Antoinette Borgnana Zulian
Valérie Boscat
Willy de Botton
Charles Edgar Brandt
Géry Brodier
Serge Chatelain
Christophe Conigliano
Gérard Conterio
Manuel Curty
Bertrand Dal Pont
Frédéric Darioly
Jean-François Delessert
Evangelos Dounias
Boris Dusseiller

Mouloudia Duval
 David Eliahou
 Björn Forsgren
 David Georges-Picot
 Frédéric Giblino
 Philippe Glasson
 Loreno Gobbi
 Ulrike Gorres
 Emmanuelle Gramolini
 Laurent Gumy
 Charles-Aymeric Hainault
 Frédéric Houdoy
 Bruno Jacquier
 Priska Lance
 Philippe Lederrey
 Arnaud Liguier-Laubhouet
 Benoît Lombard
 Frédéric Lovey
 Rose-Mary Lozano Martinez
 Philippe Marinoni
 Stefano Mastrogiacomio
 Stéphane Mayor
 Christopher Miller
 Hugo Mittempergher
 Christophe Moenne-Loccoz
 Juan Moreno
 Flavio Mossi
 Sylvie Olivier
 Dominique Pamingle
 Patrizia Pardini-Gobet
 Genk Parman
 Alexandre Paul-Reynaud
 Martin Pearmund
 Ana Pegada Guertchakoff

Théo Perotti
 Eric Pfefferlé
 Alexandre Pini
 Stéphane Piot
 Francesco Ranza
 Anying Reynaud-Wang
 Dominique Riccardi
 Angela Rime
 Xavier Roeslé
 Aurélie Rougemont Tolis
 Jaume Sabater Martos
 Alain Saman
 Marc Sbeghen
 Dan Serillon
 Sylvain Stiassny
 Alain Teminian
 Bernard Joseph Tissot
 Guy Van Ussel
 Pascal Vuichard
 Anne Waldburger Berthenet
 Daniel Wasserfallen
 Robert Wortelboer
 Dominique Zinner

Sous-directeurs

Linda Abdelli
 Alexandre Aim
 Carine Alvera
 Soudabeh Amir-Sadri
 Françoise Ayats
 Lorenzo Bacci
 Véronique Barras
 Alexandre Berenguier
 Claude Biasi

Thomas Bise
 Serge Bongard
 Sandra Borgeaud
 Anne-Catherine Bourger
 Michel Bruderer
 Françoise Cambden
 Olivier Candrian
 Philippe Cartier
 Dany Chan Sum Fat
 Zuhail Cimir
 Christophe Clerc
 Jérôme Comment
 Sébastien Cornu
 Clélia Costes
 Alain Cuendet
 Zélia Da Rosa
 Dominique Deidda
 Hans Del Degan
 Marie-José Dubey
 Daniel Elias
 Stéphane Ensini
 Monique Favrat
 Yvette Ferrali
 Jean-Philippe Gachet
 Thierry Galise
 Géraldine Guyon
 Gilbert Hellgouarch
 (entrée janv. 2011)
 Nathalie Hohli
 Hugues Hutmacher
 Olivier Jacaccia
 Mark Kowalski
 Markus Leuenberger
 Paul Maley

Roberto Maltese
 Stéphane Mathys
 Thierry Maurice
 Joana Meireles
 Shireen Meyer de Stadelhofen
 Yves Monnerat
 Jérôme Moser
 Giuseppina Partini
 Christophe Péclard
 Rosella Pellegrini
 Silvio Perillo
 Anne-Catherine Pingeon
 Jean-Claude Pittet
 Gilles Prince
 Jean-Pierre Raccurt
 Bernard Rapin
 Olivier Ravera
 Martin Reinhardt
 Emmanuel Roeder
 Cyrille Reynard
 Christian Rohrbasser
 Laurent Sciboz
 David Soulier
 Lisiane Spicher
 Michael Strauss
 Chantal Tozzini Emmenegger
 Daniel Veuve
 Emmanuel Veuve-Leibenson
 Prudencio Vicente
 Eva Viedma Salvador
 Alexandre Volpicelli
 Rémy Wenger
 Lun Xu

Situation au 31 décembre 2010

SUCCURSALES

FRIBOURG

**Directeur chargé
de la succursale**
 Patrick Zurkinden

Sous-directeur
 Frédéric Bersier

LAUSANNE

**Directeur chargé
de la succursale**
 Roland Humbert

Directeurs
 Paul Ballenegger
 Bernard Fierens
 Hervé Maillard
 Rolf Rempfler

Directeurs adjoints
 Christian Dustour
 Félix Rattin
 Jean-Daniel Renevey

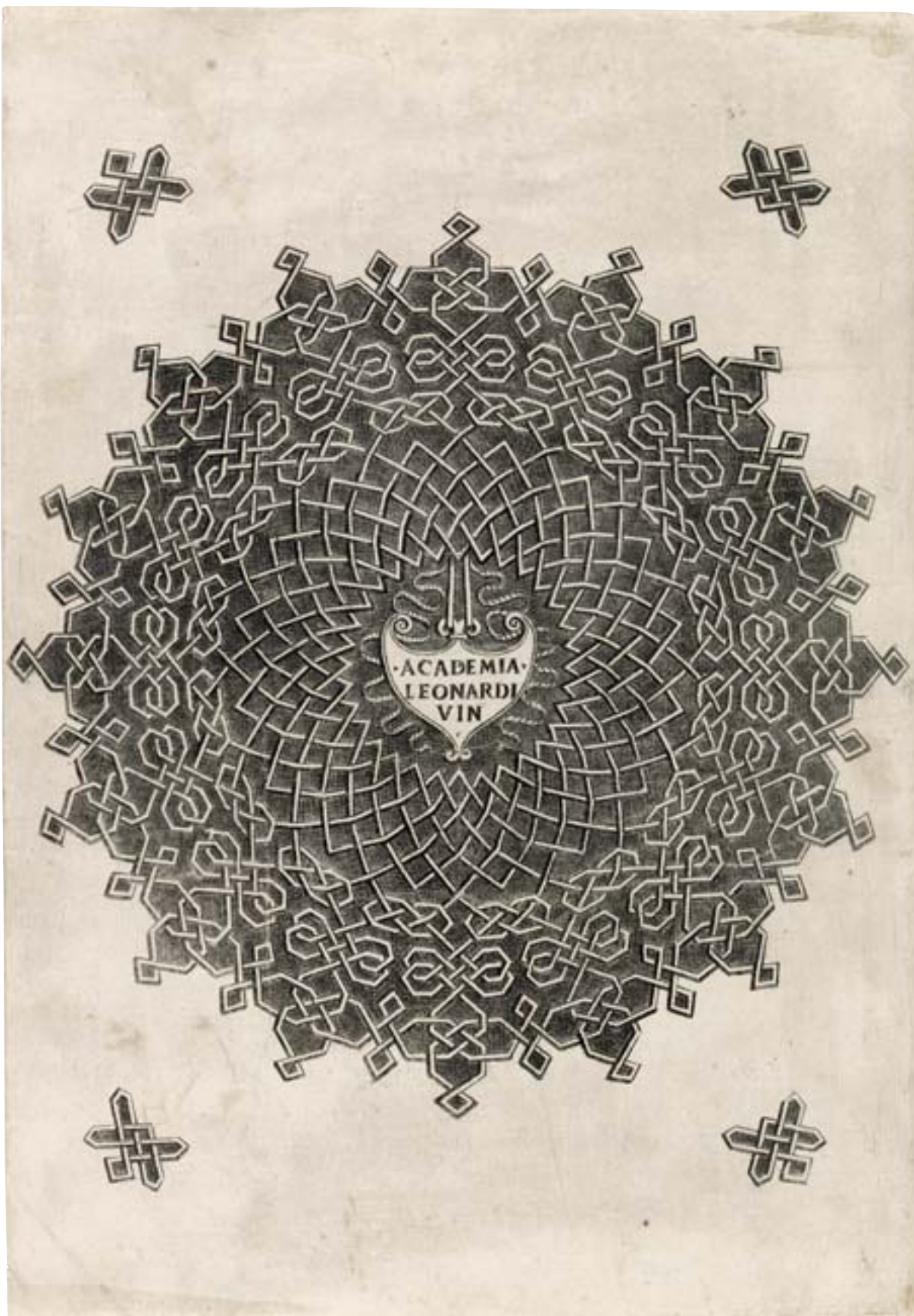
Sous-directeurs
 Steve Fauquex
 Paulo Ferreira
 Patrick Kaufmann

Atelier de Léonard de Vinci
(Vinci, 1452 – Amboise, 1519)

*Entrelacs : nœud avec un écusson
en forme de cœur, vers 1490-1500*

Gouvernement d'entreprise

22	Introduction
23	Structure du Groupe et actionnariat
25	Structure du capital
27	Conseil d'Administration
37	Direction générale
42	Rémunérations, participations et prêts
45	Droits de participation des actionnaires
46	Prise de contrôle et mesures de défense
47	Organe de révision
48	Politique d'information
49	Changements importants depuis la date de référence du bilan



Atelier de Léonard de Vinci
(Vinci, 1452 – Amboise, 1519)

*Entrelacs : nœud avec un écusson
en forme de cœur, vers 1490-1500
Burin, 29.2 x 20.4 cm
Collection Edmond de Rothschild*

LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

INTRODUCTION

La Fédération des entreprises suisses (economiesuisse) a publié en date du 25 mars 2002 le Code suisse de bonne pratique qui contient des standards en matière de gouvernement d'entreprise. Il s'agit de recommandations et non pas de règles juridiques obligatoires et ce code est destiné en premier lieu aux sociétés cotées en Suisse.

La Directive de SIX Swiss Exchange (SIX) sur l'information relative au gouvernement d'entreprise (DCG) est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2002 et a été amendée pour la dernière fois le 29 octobre 2008 avec entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2009. La SIX l'a édictée en se fondant sur l'article 8 de la Loi fédérale sur les Bourses et le commerce de Valeurs Mobilières (LBVM) ainsi que sur les articles 1, 4, 5 et 49 al. 2 du Règlement de Cotation (RC). Elle couvre la communication de sujets concernant le gouvernement d'entreprise. Elle s'applique notamment à tous les émetteurs dont le siège est en Suisse et dont des droits de participation sont cotés à la SIX.

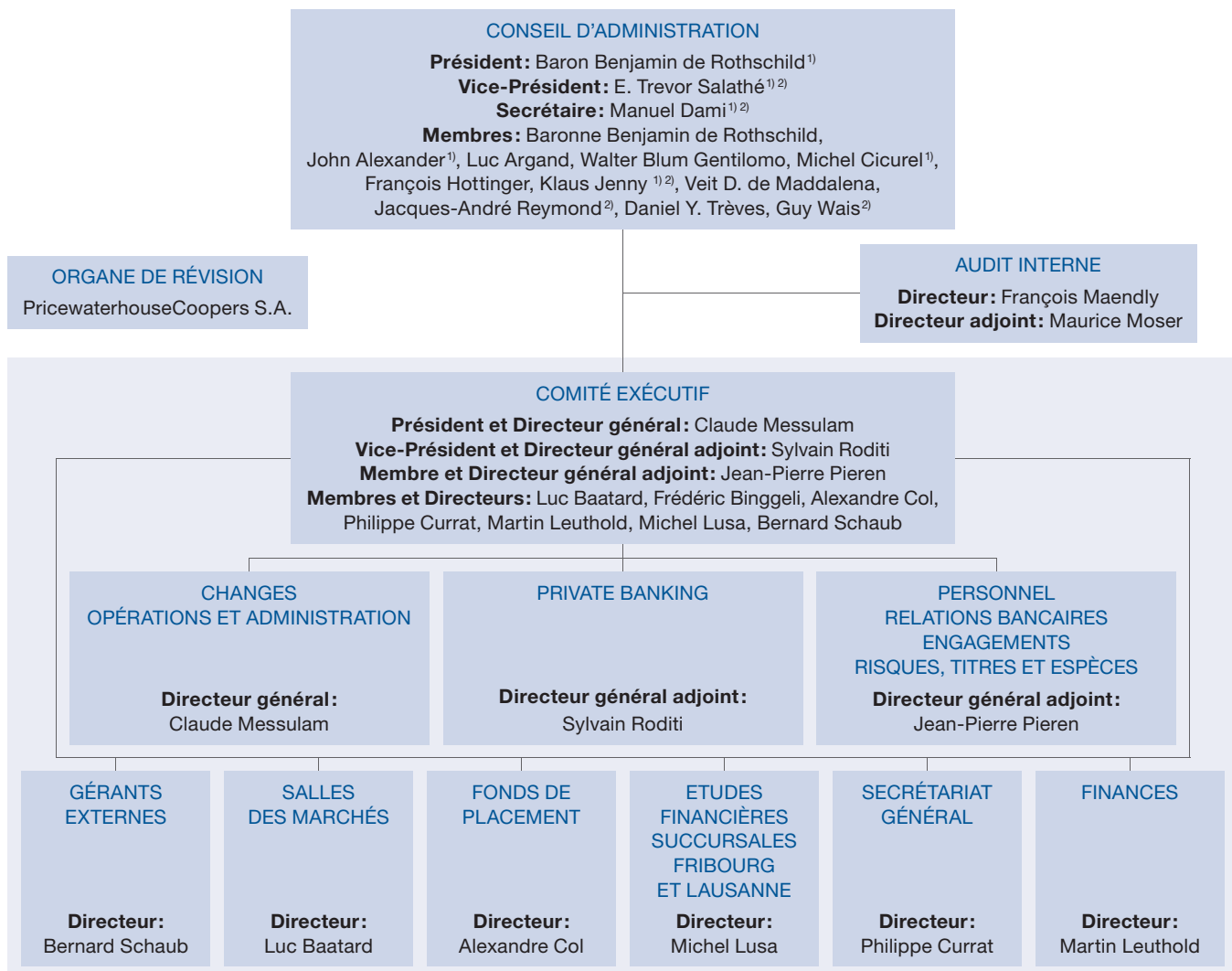
Les principales préoccupations à l'origine de ces «codes de conduite» sont liées à la limitation des risques économiques ainsi qu'à la réputation et à la responsabilité de l'entreprise. Le gouvernement d'entreprise est composé d'un ensemble de principes visant à assurer – dans l'optique de la protection des actionnaires – la transparence, la clarté dans l'information et l'équilibre entre la direction et le contrôle de l'entreprise à l'échelon le plus élevé, tout en respectant le pouvoir décisionnaire et l'efficience.

Les principales informations requises par la directive de SIX entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2002/1^{er} juillet 2009 figurent dans les pages suivantes avec des renvois à d'autres textes disponibles dans le présent rapport ou s'agissant des statuts et du règlement interne de la Banque sur le site www.groupedr.ch

1. STRUCTURE DU GROUPE ET ACTIONNARIAT

1.1. STRUCTURE DU GROUPE

1.1.1. Présentation de la structure opérationnelle du Groupe



¹⁾ = membre du Comité du Conseil d'Administration

²⁾ = membre du Comité d'Audit

1.1.2./1.1.3. Structure juridique du Groupe

Les sociétés du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild consolidées par intégration globale sont indiquées aux pages 62 à 65 du présent rapport.

1.2. ACTIONNAIRES IMPORTANTS (au 31.12.2010)

Actionnaires importants

	Nominal (en milliers de CHF)	Taux de participation au capital (en%)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en%)
Edmond de Rothschild Holding S.A. ⁽¹⁾	36'019.5	80.0	86.4
Rothschild Holding AG, Zurich ⁽²⁾	3'799.0	8.4	9.4

(1) La totalité du capital-actions de Edmond de Rothschild Holding S.A. est contrôlée directement ou indirectement par des membres de la famille de Rothschild. La Baronne Edmond de Rothschild détient 17 % du capital (6.77 % des voix) de cette société, alors que le Baron Benjamin de Rothschild en détient 66.33 % (89.84 % des voix).

(2) Le Groupe constitué des personnes suivantes, toutes représentées par Rothschilds Continuation Holdings AG, Rudolf Tschaeni, Zug : Eric de Rothschild, Paris ; David de Rothschild, Paris ; Alexandre de Rothschild, Paris ; Stéphanie de Rothschild, Paris ; Louise de Rothschild, Paris ; Financière de Tournon Paris ; Financière de Reux, Paris ; Bero, Paris ; Ponthieu Rabelais, Paris ; Integritas Investments B.V., Amsterdam ; Rothschild Trust (Schweiz) AG, Zürich ; détient ensemble 20'000 actions nominatives et 3'598 actions au porteur de la Banque Privée Edmond de Rothschild SA, Genève, représentant au total 8.4 % du capital et 9.4 % des droits de vote.

Les membres du groupe détiennent une majorité de contrôle dans Rothschild Concordia SAS, Paris, laquelle contrôle Concordia Holding SARL Paris. Concordia Holding contrôle Rothschild Concordia AG, Zug, qui à son tour détient une majorité de contrôle dans Rothschilds Continuation Holdings AG, Zug. Rothschilds Continuation Holdings AG contrôle Rothschild Holding AG, Zürich, qui détient une participation directe dans la Banque Privée Edmond de Rothschild SA, Genève.

Il n'y a pas eu de déclaration de participation durant s'exercice sous revue.

1.3. PARTICIPATIONS CROISÉES (au 31.12.2010)

Participations croisées

	Nombre des droits de participation détenus	Taux de participation au capital (en%)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en%)
Rothschild Holding AG, Zurich	10'161	9.5	9.5

2. STRUCTURE DU CAPITAL

2.1. CAPITAL

	Valeur nominale (en milliers de CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (en milliers de CHF)
Capital social			
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.– nominal	20'000	200'000	20'000
Actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.– nominal	25'000	50'000	25'000
Total du capital social	45'000		

2.2. INDICATIONS SPÉCIFIQUES CONCERNANT LE CAPITAL AUTORISÉ ET CONDITIONNEL

La Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. ne possède pas de capital conditionnel ni de capital autorisé.

2.3. MODIFICATION DU CAPITAL

	2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	2008 (en milliers de CHF)	2007 (en milliers de CHF)
Capital social	45'000	45'000	45'000	45'000
200'000 actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.– nominal	20'000	20'000	20'000	20'000
50'000 actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.– nominal	25'000	25'000	25'000	25'000

2.4. ACTIONS ET BONS DE PARTICIPATION

Les 200'000 actions nominatives de CHF 100.– non cotées, et les 50'000 actions au porteur de CHF 500.– cotées (capitalisation boursière au 31.12.2010: CHF 1.350 milliard) auprès de la SIX (Code ISIN CH0001347498 et numéro de valeur 134749TK) ont droit, proportionnellement à leur valeur nominale, aux mêmes droits patrimoniaux, conformément à l'article 7, alinéas 2 et 3 des statuts. Les actions nominatives et au porteur sont entièrement libérées.

Les actions nominatives, liées aux termes de l'article 6, alinéas 5 et 6 des statuts, bénéficient de droits sociaux privilégiés en ce sens qu'à l'Assemblée générale, chaque action donne droit à une voix, quelle qu'en soit la valeur nominale (art. 15, al. 1). Toujours en matière de droits

sociaux, l'article 18 des statuts stipule à son alinéa 3 que chaque groupe d'actionnaires (actions au porteur et nominatives) a le droit d'exiger un représentant au moins de son choix au Conseil d'Administration.

2.5. BONS DE JOUISSANCE

La Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. n'a pas émis de bons de jouissance.

2.6. RESTRICTIONS DE TRANSFERT ET INSCRIPTIONS DES «NOMINEES»

2.6.1. Restrictions de transfert et dispositions régissant l'octroi de dérogations

L'autorisation d'exercer le droit de vote ainsi que les droits y afférents des actionnaires et des usufruitiers des actions nominatives présuppose la reconnaissance de la qualité d'actionnaire par le Conseil d'Administration et l'inscription en tant que telle dans le registre des actions.

Au terme de l'article 6, al. 5, des statuts, le Conseil d'Administration peut refuser le transfert d'actions nominatives ou la constitution d'usufruit sur celles-ci en invoquant un juste motif eu égard au but social ou à l'indépendance économique de la société, notamment le maintien de son caractère familial.

2.6.2. Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Aucune dérogation n'a été octroyée durant l'exercice sous revue, et aucune demande dans ce sens n'a été formulée.

2.6.3. Admissibilité des inscriptions de «nominees»

Il n'existe pas de dispositions dérogeant aux dispositions statutaires mentionnées au point 2.6.1. (art. 5 des statuts) concernant l'inscription de «nominees».

2.6.4. Procédure et conditions auxquelles les restrictions de transfert peuvent être levées

Toute modification des dispositions statutaires relatives aux restrictions de transfert des actions nominatives doit être approuvée au minimum par deux tiers des voix représentées à l'Assemblée générale et par la majorité absolue des valeurs nominales des actions représentées.

2.7. EMPRUNTS CONVERTIBLES ET OPTIONS

La Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. n'a pas émis d'emprunts convertibles ni d'options.

3. CONSEIL D'ADMINISTRATION

3.1. MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration comprend quatorze membres qui n'exercent, conformément à la pratique bancaire, aucune fonction exécutive au sein de l'entreprise, étant précisé que certains exercent ou ont exercé une fonction de direction dans le Groupe :

BARON BENJAMIN DE ROTHSCHILD

Président, Français, 1963

Formation :

1984 Master en Business and Management, Pepperdine University, California (US)

Parcours professionnel :

1985 BP, Londres
1985-1987 Groupe LCF Rothschild, Genève et Paris (devenu Groupe Edmond de Rothschild)
1989 Fondation de la Compagnie Benjamin de Rothschild – *Président*

Fonction actuelle :

Dès 1997 Président, du Groupe Edmond de Rothschild

Mandats d'administrateur :

Edmond de Rothschild Holding S.A. – *Président*
Holding Benjamin et Edmond de Rothschild
Pregny S.A. – *Président*
Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. – Genève – *Président*
Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A. – Lugano – *Président*
La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A. – Genève – *Président*
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe S.A. – Luxembourg – *Président*

Compagnie Financière Saint-Honoré – Paris – *Président du Conseil de Surveillance*
La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque – Paris – *Président du Conseil de Surveillance*
Banque de Gestion Edmond de Rothschild – Monaco – *Administrateur*
Isrop Participations S.A. – Luxembourg – *Administrateur*
The Caesarea Edmond Benjamin de Rothschild Development Corporation Ltd – Caesarea (Israël) – *Président*
Rothschild Continuation Holdings AG – Zurich – *Administrateur*
La Compagnie Vinicole Baron Edmond de Rothschild S.A. – Paris – *Administrateur*
La Compagnie Fermière Benjamin et Edmond de Rothschild S.A. – Paris – *Administrateur*
Société Française des Hôtels de Montagne – Paris – *Vice-Président*
Cogifrance S.A. – Paris – *Administrateur*
Assurances et Conseils Saint-Honoré – Paris – *Président du Conseil de Surveillance*
Les Domaines Barons de Rothschild (Lafite) – *Membre du Conseil de Surveillance*
EBR Ventures – *Administrateur*

E. TREVOR SALATHÉ

Vice-Président, Suisse et Britannique, 1925

Formation :

1946 Licence en droit de l'Université de Genève
1948 Brevet d'avocat au Barreau de Genève
1953 Formation aux métiers de banque, Société Bancaire de Genève

Parcours professionnel, fonctions actuelles et mandats d'administrateur :

1954-1959 Société Bancaire de Genève, attaché de direction
1959-2000 Administrateur délégué de la Banque Privée S.A., (devenue Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.)

<i>Depuis 1972</i>	Vice-président de la Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A.
<i>Depuis 1985</i>	Edmond de Rothschild Holding S.A.
<i>Depuis 1988</i>	Vice-président de la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg
<i>Depuis 1989</i>	Vice-président de la Compagnie Benjamin de Rothschild S.A., Genève
<i>Depuis 1995</i>	Vice-président de Arbinter-Omnivalor S.A., Genève (société absorbée par Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. en 2009)
<i>Depuis 2000</i>	Administrateur, Vice-président du Conseil de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève
<i>Depuis 2000</i>	Administrateur délégué de la Banque de Gestion Edmond de Rothschild, Monaco
<i>Depuis 2008</i>	Administrateur d'Edmond de Rothschild Gestion Monaco – SAM, Monaco

MANUEL DAMI

Secrétaire, Suisse, 1930

Formation:

<i>1952</i>	Licence en droit, Université de Genève
<i>1954</i>	Brevet d'avocat au Barreau de Genève

Parcours professionnel:

<i>1955-1956</i>	Collaborateur dans une étude d'avocat à Genève
<i>1956-1965</i>	Juriste, Secrétaire général à la Banque pour le Commerce Suisse-Israélien à Genève
<i>1965-1996</i>	Directeur adjoint, puis Directeur général adjoint à la Banque Privée S.A. (devenue Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. en 1987). Membre du Comité Exécutif. Détaché à Lugano en 1972 pour y organiser et diriger la Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A. (filiale de la Banque Privée S.A., Genève)

Fonction actuelle:

<i>1997 à ce jour</i>	Administrateur et Secrétaire du Conseil d'Administration de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève et actuellement membre du Comité d'Audit
-----------------------	---

Mandats d'administrateur:

Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A., Lugano
 Memorial Adolphe de Rothschild, Genève Equitas S.A., Genève
 Administration & Gestion S.A., Genève

JOHN ALEXANDER

Membre, Britannique, 1941

Formation:

Diplôme de l'Université d'Oxford BA (HONS.)

Parcours professionnel:

<i>1972-1983</i>	Administrateur de Hill Samuel & Co. Limited
------------------	---

Fonctions actuelles:

<i>Depuis 1984</i>	Président Directeur général d'Edmond de Rothschild Limited, de LCF Edmond de Rothschild Securities Limited et LCF Edmond de Rothschild Asset Management Limited, Londres
--------------------	--

Mandats d'administrateur:

Sterling Insurance Group Limited
 The Bristol Port Company (Trustees) Limited
 First Corporate Shipping Ltd, Grande-Bretagne
 Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève
 Edmond de Rothschild Holding S.A.
 La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, Paris
 Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg
 Compagnie Financière Saint-Honoré, Paris
 Leveraged Capital Holdings NV, Curaçao
 Trading Capital Holdings NV, Curaçao
 European Capital Holdings S.A., Luxembourg
 Asian Capital Holdings Fund, Luxembourg
 LCF Edmond de Rothschild (CI) Limited
 LCF Edmond de Rothschild Holdings (CI) Limited
 Edmond de Rothschild International Funds Ltd.
 C.A. Sperati (The Special Agency) Plc.
 CPRE Oxfordshire Buildings Preservation Trust Limited
 FEDEX Corporation S.A., Panama
 Thatchcastle Limited (Royaume-Uni)
 The Great Haseley Windmill Trust (Royaume-Uni)
 LCF Edmond de Rothschild Fund Management Limited (Royaume-Uni)
 Pacific Alliance Asia Opportunity Fund Limited.

LUC J. ARGAND**Membre, Suisse, 1948****Formation :**

1968	Obtention de la Maturité Classique (Collège Calvin)
1968-1972	Université de Genève
1972	Obtention de la Licence en Droit
1972-1974	Stage d'avocat à l'étude de Me Antoine Hafner, Genève
1974	Obtention du Brevet d'avocat
1976	Obtention du « Master Degree of Business Administration » (INSEAD)

Parcours professionnel**et fonctions actuelles :**

1977-1981	<i>stages :</i> Compagnie Financière Benjamin & Edmond de Rothschild, Goldman Sachs, New York, NMR, Londres
	<i>emploi :</i> Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève
1982 à ce jour	Associé à l'Etude de Pfyffer & Associés, Genève
Depuis 1986	Administrateur de la Banque Morval SA, Genève
1993 à ce jour	Administrateur de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève
1996-1998	Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Genève
1998-2006	Président du Tribunal Arbitral constitué par l'Organisme d'Autorégulation de la Fédération Suisse des Avocats dans le cadre de la loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent
1990 à ce jour	Arbitre au Tribunal Arbitral du Sport à Lausanne
1998-2007	Membre du Conseil Supérieur de la Magistrature à Genève
2004 à ce jour	Président de la Commission de Surveillance des Notaires genevois
Depuis 2005	Président du Salon de l'Automobile de Genève
Depuis 2007	Administrateur de la Banque Syz & Co SA, Genève

WALTER BLUM GENTILOMO**Membre, Suisse, 1941****Formation :**

Etudes en Grande-Bretagne et divers stages dans le domaine financier

Parcours professionnel et fonction actuelle :

1964	Entre à la Banca Solari & Blum à Lugano
------	---

1975	Directeur Général de la Banca Solari & Blum à Lugano
1991	Président du Comité Exécutif de la Banca Solari & Blum à Lugano
1998	La Banca Solari & Blum devient Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A.
Depuis 2002	Membre du Conseil d'Administration et du Comité du Conseil de Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A.

MICHEL CICUREL**Membre, Français, 1947****Formation :**

1969	Diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris
1970	Maîtrise de Sciences Economiques
1973	Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration

Parcours professionnel :

1973-1977	Chef du Bureau Financements et Tutelles à la Direction du Trésor
1977-1979	Sous-Directeur chargé du financement à la Direction de la Construction (Ministère de l'Equipeement et du Logement)
1979-1982	Chargé de mission puis Directeur du Cabinet du Directeur du Trésor
1983	Chargé de mission à la Compagnie Bancaire
1984	Directeur général de la Banque Cortal
1988	Directeur général adjoint de la Compagnie Bancaire
1989-1991	Administrateur Délégué de Galbani (Groupe BSN)
1991-1993 (janv.)	Administrateur Directeur général de CERUS
1992-1996 (janv.)	Président Directeur général de la Banque Duménil-Leblé
1993-1999	Vice-Président Directeur général de CERUS

Fonctions actuelles :

Depuis janv. 1999	Président du Directoire de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, Paris
	Président du Directoire de la Compagnie Financière Saint-Honoré, Paris

Mandats d'administrateur**ou membre du Conseil de surveillance :**

	Bouygues Telecom
	La Société Générale
	Membre du Conseil de surveillance de PUBLICIS

FRANÇOIS HOTTINGER**Membre, Suisse, 1943****Formation :**

1965	Cours de banque de l'AFB à la Sorbonne
1966-1967	Stagiaire à la BNP (ex BNCL), Paris
1967-1968	Banque Hottinguer & Cie Paris, employé au service commercial
1968	Stagiaire à la Banque Baring Bros, Londres

Parcours professionnel :

1969-1992	Associé gérant Banque Hottinger & Cie, Zürich
1975-1990	Associé gérant Banque Hottinguer & Cie, Paris
1992-2008	Associé gérant J.F.E. Hottinger & Co, Zürich

Fonctions actuelles :

Depuis 1970	Administrateur de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève
Depuis 1992	Administrateur de Jean-Philippe Hottinguer & Cie, Corporate Finance S.A., Paris
Depuis 1992	Administrateur de Jean-Philippe Hottinguer & Cie, Gestion Privée S.A., Paris
Depuis 1995	Administrateur de Bolux Sicav, Luxembourg
Depuis 1998	Président du Conseil de surveillance de Banque Jean-Philippe Hottinger & Cie, Paris
Depuis 2009	Associé commendaire J.C.E. Hottinger & Co, Zürich

KLAUS JENNY**Membre, Suisse, 1942****Formation :**

1967	Licence en sciences économiques, mention banque (Université de Saint-Gall)
1973	Doctorat en sciences économiques (Université de Saint-Gall)
1975	Brevet d'avocat, canton de Glaris
1986	Program for Senior Executives (Massachusetts Institute of Technology)

Parcours professionnel :

1972 à 1998	Crédit Suisse / CREDIT SUISSE GROUP à partir de 1987 Membre de la Direction Générale Membre du Comité de la Direction Générale Member Executive Board CREDIT SUISSE GROUP CEO Credit Suisse Private Banking
Dès 1999	Activités indépendantes dans le domaine des finances pour entreprises, institutionnels et privées

Mandats d'administrateur :

Depuis 2003	Bâloise Holding
Depuis 2005	Clariant S.A.
Depuis 2000	Maus Frères S.A.
Depuis 2001	Téléverbier S.A.
Depuis 2009	Edmond de Rothschild Holding S.A.
Depuis 2010	Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.
	(Divers autres mandats d'administrateur de sociétés de moindres importances et mandats au sein de Conseils de fondations à but caritatif)

VEIT D. DE MADDALENA**Membre, Suisse, 1967****Formation :**

1988-1994	Université de Berne <i>licentiatus rerum politicarum – Business Administration</i>
1998-1999	London Business School, Londres Masters en science et en finance

Parcours professionnel :

1994-1995	Crédit Suisse, Chiasso – Assistant du Directeur régional
1996	Crédit Suisse Private Banking, Lugano – Assistant d'un membre de la direction générale, CSPB
1997-1998	Crédit Suisse Private Banking, Londres – Responsable de la gestion clientèle
1999-2002	Crédit Suisse (Monaco) SAM, Monaco – Président-directeur général Membre du Comité de gestion Market Group 2 Crédit Suisse Private Banking
2003-2006	Crédit Suisse Trust Group – Président-directeur général Membre du Comité de gestion de la division Private Banking International
2006-2007	Rothschild Bank AG, Zurich – Président-directeur général

Fonction actuelle :

Depuis 2008	Rothschild Private Banking & Trust Président-directeur général et Membre du Comité de gestion du Groupe
-------------	--

Mandats d'administrateur :

Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.
Charles Rodolphe Brupbacher Foundation
Rothschild Private Trust Holding AG – <i>Président</i>
INSEAD Advisory Council
Fondation du Personnel de Rothschild Bank AG, Zurich
Fondation Rothschild Bank, Zurich

JACQUES-ANDRÉ REYMOND**Membre, Suisse, 1937****Formation:**

1959	Licence en droit (Université de Genève)
1962	Licence en sciences commerciales (Université de Genève)
1963	Diplôme de droit comparé (Institute of Comparative Law New York University)
1966	Brevet d'avocat (Genève)
1973	Doctorat en droit (Université de Genève)

Parcours professionnel:

1964-1965	Stagiaire chez Shearman & Sterling, New York
1965-1966	Stagiaire chez Helg, Picot, Grandjean (Genève)
1966-1968	Collaborateur à l'Etude Lenz
1968-1996	Collaborateur puis associé (1972) à l'Etude Sandoz, Mayor, Moreillon & Reymond
1974-1998	Professeur de droit commercial et fiscal, Faculté de droit de l'Université de Genève. Doyen de 1989 à 1993

Fonctions actuelles:

Avocat, professeur honoraire de l'Université de Genève, membre du Conseil d'Administration de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., membre du Conseil d'Administration d'Edmond de Rothschild Holding S.A., président du Bureau d'Edmond de Rothschild Holding S.A., vice-président du Comité d'Audit de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.

DANIEL YVES TRÈVES**Membre, Français, 1947****Formation:**

1966-1969	Ecole Supérieure de Commerce de Paris
1969-1971	Master of Business Administration, Wharton School (Philadelphie)

Parcours professionnel:

1971-1984	Groupe Nestlé S.A., Vevey Trésorier et Directeur des Services Financiers
1984-1991	Groupe Tradition, Lausanne Directeur du développement

Fonction actuelle:

Depuis 1991	Directeur général de La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A., Genève
-------------	---

Mandats d'administrateur:

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque S.A., Paris
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe S.A., Luxembourg
Prifund Conseil S.A., Luxembourg
Treasury Investments (C.I.) Limited, Channel Islands
Priquam Advisory Limited, Cayman Islands
BeCitizen SAS, Paris
Associated Investors, British Virgin Islands.
Rolex Holding, Genève
Rolex SA, Genève

BARONNE BENJAMIN DE ROTHSCHILD**Membre, Française, 1965****Formation:**

1984	Baccalauréat à Kinshasa (Zaire) - Académie de Nantes
1988	BBA en Finance, Pace University, New York
1990	MBA en Gestion financière, Pace University, New York

Parcours professionnel:

1988-1990	Analyste financier, puis cambiste à la Société Générale, Australie et New York
1990-1995	Cambiste, AIG, New York. Lancement de la filiale de Paris et développement des activités de marché en Europe.

Mandats d'administrateur:

Depuis 2008	Edmond de Rothschild Holding S.A., Genève, – Vice-Présidente (dès novembre 2009)
Depuis 2008	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild Pregny S.A., Pregny
Depuis 2008	La Compagnie Financière Saint-Honoré, Paris
Depuis 2008	La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, Paris
Depuis 2008	Baron et Baronne Associés, Paris
Depuis 2008	BeCitizen SAS, Paris – Présidente
Depuis 2009	Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève
Depuis 2010	SIACI St-Honoré

GUY WAIS**Membre, Suisse, 1942****Formation:**

1968	Diplôme d'ingénieur Chimiste, Institut Fédéral suisse de Technologie, Zurich
1972	MBA, INSEAD Fontainebleau

Parcours professionnel:

1968-1971	Dow Chemical Europe, Zürich
1972-1992	Guyerezeller Bank AG, Zürich
1989	Directeur général et Président du Comité Exécutif
1992-2006	Rothschild Bank AG, Zürich
	Directeur Général, CEO et Président du Comité Exécutif

Fonctions actuelles:

Administrateur de Rothschild Bank AG, Zürich
(depuis 01.07.2006)
Membre du Comité d'Audit de la Banque Privée
Edmond de Rothschild S.A.

Aucun membre du Conseil d'Administration n'a entretenu de relations d'affaires étroites avec l'émetteur ou une société du même groupe.

**3.2. AUTRES ACTIVITÉS
ET GROUPEMENTS D'INTÉRÊT**

Maître Luc Argand est Président de la Commission de Surveillance des Notaires genevois.

3.3. ELECTION ET DURÉE DU MANDAT

La durée des fonctions des administrateurs est de 3 ans, jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de 70 ans dans l'année pendant laquelle leur mandat vient à échéance. Dès cet instant, la durée des fonctions est d'une année. L'âge moyen est actuellement de 65 ans.

La durée du mandat des membres actuels du Conseil d'Administration est la suivante:

Administrateurs	Membres du Conseil d'Administration depuis	Fin du mandat
Baron Benjamin de Rothschild	1985	2012
*M. E. Trevor Salathé	1959	2011
Baronne Benjamin de Rothschild	2009	2012
M. John Alexander	1994	2012
*M. Luc J. Argand	1993	2011
*M. Walter Blum Gentilomo	1994	2012
M. Michel Cicurel	1999	2011
*M. Manuel Dami	1997	2011
*M. François Hottinger	1969	2011
*M. Klaus Jenny	2010	2013
*M. Veit D. de Maddalena	2009	2012
*M. Jacques-André Reymond	1996	2011
M. Daniel Y. Trèves	1993	2011
*M. Guy Wais	1994	2012

*Remplissent les critères d'indépendance de la circulaire – FINMA 08/24 «Surveillance et contrôle interne».

Chaque candidature à la fonction de membre du Conseil d'Administration est soumise individuellement aux suffrages de l'Assemblée générale des actionnaires.

3.4. ORGANISATION INTERNE

Le Conseil d'Administration

Le Règlement interne de la Banque (sur notre site www.edmond-de-rothschild.ch sous rubrique « nous découvrir / relations actionnaires / documents légaux ») prévoit notamment ce qui suit :

1. en préambule, la Banque déclare qu'en plus de son activité principale de banque de gestion de fortune et de négociant en valeur mobilière, elle exerce une activité de maison mère d'un groupe bancaire et financier tel que défini dans la législation et la réglementation bancaire suisse. Il en résulte un élargissement des tâches et des compétences de chaque organe de la Banque ;
2. pour chaque organe, la Banque insère dans son Règlement les exigences générales de compétence, d'expérience, de diligence, de disponibilité, de fidélité et d'indépendance ;
3. la Banque rappelle que les membres de ses organes doivent organiser leurs rapports personnels et professionnels de manière à éviter autant que faire ce peut tout conflit d'intérêts avec la Banque et le Groupe bancaire et financier dont elle est la maison mère ;
4. tant pour elle-même que pour le Groupe bancaire et financier dont elle est maison mère, la Banque élargit les tâches et renforce les compétences du Comité d'Audit, de l'Audit interne, de la fonction compliance et de la fonction contrôle des risques ;

5. la Banque consolide les systèmes de contrôle interne, de gestion de l'information et de reporting ainsi que de gestion des risques ;
6. enfin, dans un document annexé au Règlement, le Conseil d'Administration de la Banque définit de manière très détaillée sa « Politique des risques de crédit, risques de marché, risques de réputation et risques opérationnels ».

Le Conseil d'Administration, qui se compose de 14 membres, est présidé par le Baron Benjamin de Rothschild. Messieurs E. Trevor Salathé et Manuel Dami occupent les fonctions de vice-président, respectivement de secrétaire. Le Conseil d'Administration fonctionne comme organe collégial. Les décisions sont prises à la majorité absolue des administrateurs présents : en cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante. A titre exceptionnel, les décisions du Conseil peuvent également être prises par voie de circulation en la forme prévue par le règlement interne.

Les comités

Conformément aux statuts et au règlement interne de la Banque, le Conseil d'Administration a constitué un Comité du Conseil et un Comité d'Audit.

Les types de compétences essentielles (préparatoires, consultatives et décisionnelles) des comités figurent dans le règlement interne.

Le Comité du Conseil

Le Conseil d'Administration a délégué au Comité du Conseil une part de ses pouvoirs, notamment en matière de crédits et engagements et de contrôle de la gestion de la Banque. Le Comité du Conseil est composé de **six** membres tous issus du Conseil d'Administration. C'est le Baron Benjamin de Rothschild qui en assume la Présidence, Monsieur E. Trevor Salathé la vice-présidence et Monsieur Manuel Dami le

secrétariat. Les trois autres membres de ce Comité sont Messieurs John Alexander, Michel Cicurel et Klaus Jenny. Les décisions du Comité du Conseil sont prises à la majorité absolue des administrateurs présents: en cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante. A titre exceptionnel, les décisions du Comité peuvent être prises par voie de circulation en la forme prévue par le règlement interne.

En 2010, le Conseil d'Administration s'est réuni 6 fois et le Comité du Conseil 4 fois. La durée moyenne des séances du Conseil, comme de son Comité, est d'une demi-journée. Ces deux organes de la Banque opèrent sur la base de dossiers préparés par leurs secrétariats respectifs et le Président du Comité Exécutif (*voir chiffre 3.6 ci-après*). Les séances du Conseil et du Comité font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés par le Président et le secrétaire. Elles se déroulent selon un ordre du jour fixe qui couvre les sujets suivants: approbation du procès-verbal de la séance précédente, rapport du Président du Comité du Conseil (uniquement pour les séances du Conseil); rapport d'activité du Siège, des succursales et des filiales; crédits, engagements et annonces de gros risques; risques juridiques et de réputation (uniquement pour les séances du Conseil); portefeuilles titres et participations permanentes; questions administratives; rapports de l'Audit interne; divers.

Le Comité d'Audit

En vertu du Règlement interne le Conseil d'Administration a délégué au Comité d'Audit, composé au minimum de trois membres tous issus du Conseil, une partie de ses pouvoirs, notamment ceux d'assurer la liaison entre l'organe de révision bancaire externe et le Conseil et de superviser les activités de l'Audit interne, de la fonction compliance et de la fonction contrôle des risques. Le Conseil d'Administration a désigné cinq de ses membres soit Messieurs E. Trevor Salathé en tant

que Président, Manuel Dami, secrétaire, Jacques-André Reymond, Vice-président, Guy Wais ainsi que Klaus Jenny, pour faire partie du Comité d'Audit. Tous les cinq répondent aux exigences d'indépendance, de compétence et d'expérience.

3.5. COMPÉTENCES

Le Conseil d'Administration est l'organe responsable de la Direction supérieure, de la surveillance et du contrôle de la Banque. En vertu de la loi et des statuts (art. 22), il a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales. En s'appuyant sur ses comités, il fixe la stratégie générale de la Banque et du groupe bancaire et financier qui en dépend. Il arrête les principes d'organisation, de management et de contrôle et veille à leur application. Il exerce une surveillance consolidée sur l'ensemble des entités suisses et étrangères qui forment le Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild. Le Conseil d'Administration a délégué au Comité Exécutif la gestion quotidienne des affaires sociales de la Banque (*voir chiffre 4 ci-dessous*).

Il n'existe pas de cahier des charges du Conseil d'Administration. Les compétences du Conseil d'Administration et de ses Comités sont clairement définies dans les statuts et le règlement interne de la Banque (www.edmond-de-rothschild.ch, sous rubrique « nous découvrir / relations actionnaires, sous documents légaux »).

3.6. INSTRUMENTS D'INFORMATION ET DE CONTRÔLE À L'ÉGARD DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Description du reporting du Comité Exécutif et du Management Information System (MIS)

A chacune des séances du Conseil d'Administration et du Comité du Conseil, le Directeur général et/ou les deux Directeurs généraux adjoints rendent compte des principales décisions prises par le Comité Exécutif ainsi que des opérations traitées et présentent celles qui sont de la compétence du Conseil, respectivement du Comité du Conseil. Tous trois n'ont qu'une voix consultative.

Afin de pouvoir assumer leur devoir de surveillance, les membres du Conseil d'Administration reçoivent à chaque séance entre autres documents un rapport d'activité mensuel qui inclut notamment les commentaires du Directeur général, les boucllements mensuels des différentes entités du Groupe avec les comparaisons budgétaires ainsi que la liste des immobilisations financières et des participations.

De même, à chaque séance, il leur est mis aussi à disposition un rapport trimestriel sur le contrôle des risques contenant entre autres l'état des fonds propres, l'annonce des gros risques, les risques de marché, de taux et de défaillance de contrepartie dans le domaine bancaire, l'état des liquidités ainsi que les rapports sur les risques juridiques et de réputation. Le Conseil d'Administration a au surplus mis en place des instruments de surveillance et de contrôle consolidés qui sont décrits aux pages 74 et suivantes du présent rapport annuel.

En dehors des séances du Conseil d'Administration et du Comité du Conseil, le Président et le Vice-président du

Comité Exécutif tiennent régulièrement informé le Président du Conseil des principales décisions.

Le Conseil d'Administration peut inviter à ses séances d'autres membres du Comité Exécutif, de la Direction, des collaborateurs, l'auditeur interne, des conseillers ou des experts externes dont le concours s'avère être nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

Description du système de révision interne

Conformément à la loi, le Conseil d'Administration dispose d'un service d'Audit interne qui lui est hiérarchiquement rattaché. Le responsable de l'Audit interne et son adjoint sont désignés par le Conseil à qui ils rapportent directement. Les droits et obligations de l'Audit interne sont définis dans le règlement interne de la Banque : il a en particulier accès à tous les documents de la Banque et des sociétés filiales consolidées dont il assure la révision.

L'Audit interne comprend 12 personnes.

Il établit sur base annuelle, un programme d'audit qui est discuté et approuvé par le Comité d'Audit. Outre une liste détaillée des missions prévues pour l'année en cours, ce programme contient un planning triennal résumant par domaine d'activité, les interventions qui ont eu lieu les trois dernières années et celles qui sont prévues pour les trois années à venir.

Ce programme est discuté également avec l'organe de révision bancaire externe.

Un rapport distinct est établi pour chaque domaine d'activités audité. Les prises de position de la Direction par rapport à chaque point sont incluses dans le rapport avec mention du délai fixé pour la mise en œuvre des mesures proposées. Lors de ses réunions, le Conseil d'Administration traite les

rapports de l'Audit interne en présence du responsable de l'Audit interne et décide éventuellement de mesures complémentaires. Le responsable de l'Audit interne et son adjoint sont appelés à participer aux séances du Conseil, du Comité du Conseil ou du Comité d'Audit. Le Président du Conseil peut, dans certaines circonstances, lui confier des missions spéciales.

L'organe de révision bancaire externe établit pour sa part un plan d'audit pour chaque exercice qui est soumis au Comité du Conseil d'Administration pour discussion et mise en œuvre. Le plan d'audit 2010 a été présenté au Comité du Conseil d'Administration lors de sa séance du 2 septembre 2010. Le Comité du Conseil d'Administration et depuis 2010, le Comité d'Audit ont des entretiens réguliers avec les représentants de l'organe de révision bancaire externe.

Description du système

de contrôle et de gestion des risques

Se référer aux pages 74 à 77 de l'annexe aux comptes consolidés.

4. DIRECTION GÉNÉRALE

Le Comité Exécutif se compose de 10 membres nommés par le Conseil d'Administration et fonctionne selon le principe de la collégialité. Ses séances sont hebdomadaires. En 2010, il s'est réuni 49 fois. La durée moyenne des séances est d'une demi-journée. Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents représentant le quorum. En cas d'égalité des voix, celle du Président du Comité Exécutif est prépondérante. Les décisions du Comité Exécutif peuvent également être prises par voie de circulation en la forme prévue par le règlement interne. Les séances du Comité Exécutif font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés par le Président et par le vice-Président. Elles se déroulent selon un ordre du jour fixe qui couvre l'ensemble des activités de la Banque.

Chaque département de la Banque est placé sous l'autorité d'un membre du Comité Exécutif (voir p. 23 - *Structure du Groupe et Actionnariat*). Lors des séances hebdomadaires, ce dernier informe ses collègues des événements importants survenus dans son secteur de responsabilité.

Les membres du Comité Exécutif reçoivent hebdomadairement, mensuellement ou trimestriellement un certain nombre de documents et statistiques établis par les départements et services concernés dont plus particulièrement un rapport d'activité incluant les commentaires du Directeur général, diverses statistiques dont notamment les boucllements mensuels avec comparaison budgétaire, les listes mensuelles des titres en portefeuille et la présentation des états financiers des différentes entités du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild, le rapport sur le contrôle des risques comprenant les risques de crédit, de marché, de taux d'intérêt et le tableau des fonds propres, ainsi que les rapports sur les risques juridiques et de réputation (compliance). Le Comité Exécutif dispose

aussi d'outils de contrôle et de surveillance décrits sous chiffre 3.6 ci-dessus qu'il s'emploie à perfectionner après exercice.

Pour l'assister dans sa tâche, le Comité Exécutif a créé les Comités suivants : Comité de gestion ; Comité de gestion traditionnelle (CGT) et Comité de gestion alternative (CGA) ; Comité fonds de placements ; Comité de stratégie ; Comité permanent des opérations ; Comité des crédits ; Comité des risques ; Comité de conformité ; Comité de sécurité et Comité de formation.

Les séances de ces comités font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés, datés et signés dont une copie est remise à chaque membre du Comité Exécutif.

Le Comité Exécutif peut inviter à ses séances d'autres membres de la Direction, des collaborateurs, l'auditeur interne, des conseillers ou des experts externes dont le concours s'avère être nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

4.1. MEMBRES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

CLAUDE MESSULAM

Président, Suisse, 1951

Directeur général

Formation:

1974	Licence es sciences commerciales et industrielles, Université de Genève
1975	Certificat du troisième cycle d'enseignement romand en gestion d'entreprise
1984	Diplôme fédéral d'expert-comptable

Parcours professionnel:

1974-1976	CETECOM S.A.
1976-1987	Deloitte & Touche
1988-1990	Deloitte & Touche – associé responsable de la révision bancaire en Suisse romande

Fonctions actuelles:

	Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. Responsable des secteurs: - Marchés financiers: Bourse, Changes - Opérations et administration: Informatique/bureautique, Comptabilité/contrôle de gestion, Services généraux (voir p. 23)
1991-1993	Directeur, membre du Comité Exécutif
1994-2000	Directeur général, vice-président du Comité Exécutif
Dès 2001	Directeur général, président du Comité Exécutif

Mandats d'administrateur:

La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A., Meyrin – *Vice-Président*
Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A., Lugano
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe S.A., Luxembourg
Banque de Gestion Edmond de Rothschild – Monaco, Monaco
Banque Privée Edmond de Rothschild Ltd, Nassau
LCF Edmond de Rothschild Limited, Londres
LCF Edmond de Rothschild Prifund, Luxembourg – *Président*
La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, Paris
Compagnie Financière Saint-Honoré, Paris
Rothschild Bank AG, Zurich
Rothschild Holding AG, Zurich
Holding Benjamin et Edmond de Rothschild
Pregny S.A., Pregny-Chambésy – *Vice-Président*
LCF Communication S.A., Pregny-Chambésy – *Président*
Edmond de Rothschild International Funds Ltd (E.D.R.I.F.) Hamilton, Bermudes

SYLVAIN RODITI

Vice-Président, Suisse, 1951

Directeur général adjoint

Formation:

1970	Baccalauréat français Institut Florimont, Genève
1973	Licence en sciences économiques, London School of Economics, Londres

Parcours professionnel:

1973-1974	Banque Keyser Ullmann S.A., Genève – Stagiaire
1974-1985	Stock & Commodity Services S.A., Genève – Co-fondateur et Directeur général
1985-1989	Thomson McKinnon Securities Inc., Genève – Directeur
1989-1991	Shearson Lehman brothers, Genève – Directeur
1989-1991	Banque SCS Alliance S.A., Genève – Co-fondateur et administrateur
1991-2000	Republic National Bank of New York (Suisse) S.A., Genève – Directeur général adjoint, responsable du département gestion

Fonctions actuelles:

Depuis 2000	Directeur général adjoint et Vice-Président du Comité Exécutif de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève Responsable des secteurs: Private Banking, Fonds de placement, Produits structurés (voir p. 23)
-------------	---

Mandats d'administrateur:

Depuis 2000	Representacion B.P. Edmond de Rothschild S.A., Montevideo – <i>Président du Conseil d'Administration</i> LCH Investments NV, ACH Management S.A., ECH Holdings – <i>Administrateur</i> Prifund Conseil S.A., Luxembourg – <i>Président du Conseil d'Administration</i>
Depuis 2009	Prifund Conseil (Bahamas S.A.) – <i>Administrateur</i>

JEAN-PIERRE PIEREN

Membre, Suisse, 1943

Directeur général adjoint

Formation:

1967	Diplôme de l'Institut des Hautes Etudes Commerciales, Université de Genève
------	--

Parcours professionnel:

1969-1980	Banque Privée S.A., Genève
1980-1993	Compagnie de Banque et de Crédit S.A., Lausanne (Groupe Tradition) – <i>Directeur</i>
1993-1995	Banque Privée Edmond de Rothschild Lausanne S.A. – <i>Directeur</i>

Fonctions actuelles:

<i>Depuis 1996</i>	Directeur et membre du Comité Exécutif de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève Responsable des secteurs: Personnel, Relations bancaires, Engagements, Risques, Titres et Espèces (voir p. 23)
<i>Depuis 2006</i>	Directeur général adjoint de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève

Mandats d'administrateur:

<i>Depuis 1993</i>	<i>Administrateur</i> d'Interterra Parking S.A., Lausanne
<i>Depuis 1995</i>	<i>Administrateur</i> de la Banque de Gestion Edmond de Rothschild Monaco, Monaco
<i>Depuis 2008</i>	<i>Administrateur</i> d'Edmond de Rothschild Gestion Monaco – SAM, Monaco

LUC BAATARD**Membre, Suisse, 1957****Directeur****Formation:**

<i>1967-1976</i>	Institut Florimont Obtention du Bac B-C.
<i>1977-1978</i>	Stage chez Messel & Co, Londres et Drexel, Londres
<i>1978-1979</i>	Trader en Euro-Obligations, Merrill Lynch, Londres
<i>1979-1981</i>	Université de Genève, Obtention de licence. Science commerciale & Industrielle. Gestion bancaire

Parcours professionnel:

<i>1981-1982</i>	Analyste financier, Merryl Lynch, New York Thomson Mc Kinnon, New York
<i>1983-1984</i>	Détaché par la Banque Privée Edmond de Rothschild en tant que mandataire auprès de Omnivalor, Genève

Fonctions actuelles:

<i>Depuis 1996</i>	Membre du Comité Exécutif de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève
<i>Depuis 2010</i>	Responsable du Marché des Capitaux

Mandats d'administrateur:

<i>Depuis 1989</i>	<i>Administrateur</i> et membre du Conseil de la Compagnie Benjamin de Rothschild, Genève
<i>Depuis 1995</i>	<i>Administrateur</i> de Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A., Lugano
<i>Depuis 1996</i>	<i>Administrateur</i> et membre du Comité du Conseil de Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A., Lugano, de la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg, de la Compagnie Benjamin de Rothschild S.A., Genève

FRÉDÉRIC BINGGELI**Membre, Suisse, 1961****Directeur****Formation :**

<i>1979</i>	Maturité fédérale type 3
<i>1985</i>	Licence en sciences économiques, mention économie politique, Université de Genève (anglais) Master of Science
<i>1993</i>	Séries 7 et 3 National Association of Securities Dealers

Parcours professionnel:

<i>1985-1986</i>	Peat Marwick, Genève, assistant auditeur
<i>1987-1991</i>	Lombard, Odier & Cie, Genève, analyste financier
<i>1991-1993</i>	Sogenal, Genève, analyste financier
<i>1993-1994</i>	Merrill Lynch, Genève, broker
<i>1994-1996</i>	Tetral Investment Management (Family Office du Groupe Tetra Pak), Pully, responsable des investissements en actions
<i>Depuis 1996</i>	Banque Privée Edmond de Rothschild SA

Fonctions actuelles:

Directeur et membre du Comité Exécutif de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.
Responsable d'un Groupe de gestion
Vice-président du Comité de Stratégie
Actif dans divers comités de la Banque
Rédacteur d'une chronique financière

ALEXANDRE COL**Membre, Franco-Suisse, 1963****Directeur****Formation:**

<i>1987</i>	Licence en sciences économiques, mention: gestion de l'entreprise, Ecole des hautes études commerciales, Université de Lausanne
<i>1991</i>	Licence ès sciences politiques, Faculté des sciences sociales et politiques, Université de Lausanne
<i>1991</i>	Licence en sciences économiques, mention: économie politique, Ecole des hautes études commerciales, Université de Lausanne
<i>1993</i>	Maîtrise en sciences politiques, Faculté des sciences sociales et politiques, Université de Lausanne
<i>1993</i>	Diplôme d'études approfondies en économie appliquée, filière relations économiques, Institut d'études politiques de Paris

Parcours professionnel:

<i>Depuis 1994</i>	Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. – Département Fonds de Placement
--------------------	---

Fonctions actuelles:

Depuis 2000 Directeur du département Fonds de Placement de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève

Depuis 2010 Membre du Comité Exécutif de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève
Responsable du secteur Fonds de placement

Mandats d'administrateur:

Asian Capital Holdings Funds Management S.A. – *Président*
Edmond de Rothschild Real Estate SICAV – *Président*
NOVA SICAV – *Président*
Matterhorn Fund – *Président*
Prifund Conseil S.A. – *Vice-Président*
Prifund Conseil (Bahamas) S.A. – *Vice-Président*

PHILIPPE CURRAT**Membre, Suisse, 1948****Directeur****Formation:**

1972 Licence en droit, Université de Fribourg
1976 Brevet d'avocat au Barreau de Fribourg

Parcours professionnel:

1976-1977 Union de Banques Suisses, Fribourg et Zurich (département crédits)
1977-1979 Banque Hentsch & Cie, Genève (service juridique)
1979-1981 Associé Etude Nouveau, de Weck, Nordmann & Bussey, Fribourg
1981-1986 Secrétariat de la Commission fédérale des Banques (adjoint du responsable du service juridique)

Fonctions actuelles:

Depuis 1987 Directeur et membre du Comité Exécutif de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève
Secrétaire général, responsable des secteurs: Juridique, Fiscal, Conseil patrimonial, Compliance Office, Fichier central et Communication / marketing (voir p. 23)

Mandat d'administrateur:

Depuis 1988 *Président* du Conseil d'Administration de Privaco Trust S.A., Genève
Depuis 2010 Edmond de Rothschild Communication S.A., Genève

MARTIN LEUTHOLD**Membre, Suisse, 1952****Directeur****Formation :**

1975 Höhere Wirtschafts- und Verwaltungsschule Zürich, Economiste d'entreprise
1982 Comptable, contrôleur de gestion, Genève

Parcours professionnel :

1975-1978 Procter & Gamble Geneva
Finance & Accounting
1978-1980 Arthur Andersen S.C. – Assistant to the worldwide Controller
1980-1988 Ferrier Lullin & Cie S.A. – Assistant du CFO

Fonctions actuelles :

Depuis 1988 Directeur financier
Depuis 1990 Membre du Conseil de la Fondation de Prévoyance en faveur du personnel de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.
Depuis 2010 Directeur et membre du Comité Exécutif de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.

Mandats d'Administrateur :

Representación B.P. Edmond de Rothschild S.A. Montevideo
Rotomobil S.A. Pregny
Rouiller, Zurkinden & Cie Finance S.A. Fribourg
Copri III S.A. Luxembourg

MICHEL LUSA**Membre, Suisse, 1949****Directeur****Formation:**

1974 Licence en droit, Université Lausanne
1974 Licence en économie, Université Lausanne
1979 Brevet d'avocat au Barreau de Genève

Parcours professionnel:

1979-1987 Union de Banques Suisses, Genève
– gestionnaire de fortune
1987-1992 Union de Banques Suisses, Zurich
– Directeur du département gestion de fortune pour le Moyen Orient
1992-1998 Union de Banques Suisses, Genève
– chef du département gestion de fortune
1998 Managing Director - Regional market Manager Middle East, Israël and Africa

Fonctions actuelles:

Depuis 1999 Directeur et membre du Comité Exécutif de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève
Responsable des secteurs: Etudes financières, Succursales (Lausanne-Fribourg) (voir p. 23)

Mandats d'administrateur:

Membre du Conseil d'Administration de LCF Edmond de Rothschild Prifund, de ECH Investment Ltd et de Rouiller, Zurkinden & Cie Finance S.A., Fribourg

BERNARD SCHAUB**Membre, Suisse, 1955****Directeur****Formation:**

1979 Licence en droit, Université de Genève

Parcours professionnel:

1980-1983 Divers stages en entreprise, en Suisse et aux USA
1983-1995 Ferrier Lullin, Genève
1983 Analyste financier junior
1984 Gestionnaire
1990 Responsable des Tiers Gérants
1992 Membre du Comité Exécutif/co-responsable gestion
Dès 1995 Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève,
Directeur responsable administratif du département gestion

Fonctions actuelles:

Depuis 1999 Membre du Conseil de la Fondation de Prévoyance en faveur du Personnel de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.

Depuis 2000 Directeur et membre du Comité Exécutif, responsable des secteurs: Gérants Externes, Coordination Gestion (voir p. 23)

Mandats d'administrateur:

Depuis 1997 Administrateur de Priasia Ltd
Depuis 2000 Administrateur de LCF Edmond de Rothschild Prifund
Depuis 2005 Président de Priasia Ltd

**4.2. AUTRES ACTIVITÉS
ET GROUPEMENTS D'INTÉRÊT**

Les membres du Comité Exécutif n'exercent pas d'autres activités ou ne font pas partie de groupements d'intérêt au sens de l'article 4.2. de la DCG de la SIX.

4.3. CONTRATS DE MANAGEMENT

De tels contrats n'existent pas à la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.

5. RÉMUNÉRATIONS, PARTICIPATIONS ET PRÊTS

INTRODUCTION

La politique de rémunération s'inscrit dans le cadre de la stratégie, de la culture, de la nature des activités de notre Groupe et des spécificités locales de chaque entité. Elle s'intègre dans le cadre de la politique générale de rémunération du groupe Edmond de Rothschild (EDRH). Elle vise à fidéliser et encourager nos collaborateurs à promouvoir notre succès dans la durée en intégrant l'esprit d'entreprise et la maîtrise du risque.

La politique de rémunération s'appuie sur les principes de la circulaire 2010/1 – Système de rémunération, émise par l'autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) en respectant le cas échéant les règles locales.

COMPÉTENCES

En vertu de l'article 3.1.2 du Règlement interne de la Banque, il appartient au Conseil d'Administration de fixer la politique générale de rémunération ainsi que les rémunérations des membres du Conseil d'administration.

Sur proposition du Comité Exécutif, le Comité du Conseil d'administration approuve annuellement l'enveloppe financière relative aux réajustements de salaires et de la part variable de la rémunération du Comité Exécutif et des collaborateurs.

Une supervision exhaustive des rémunérations individuelles est effectuée par le Conseil d'administration par délégation à l'un de ses membres ou à un comité selon les entités.

RÉMUNÉRATIONS

Principes

La rémunération se compose d'un salaire annuel fixe contractuel et d'une part variable tous deux versés en espèces.

Afin de pérenniser les résultats dans le temps et assurer la maîtrise des risques, certains collaborateurs occupant des fonctions stratégiques sont au bénéfice d'une rémunération variable dont le paiement est en partie différé.

La rémunération est fixée selon la fonction, les compétences, les responsabilités et l'expérience du collaborateur. Elle prend aussi en considération les conditions prévalant dans le marché grâce à la participation aux enquêtes de la profession.

Les collaborateurs occupant des fonctions de responsable d'audit, de compliance et de contrôle ont une part de rémunération fixe prépondérante afin d'éviter tout conflit d'intérêt. Dès 2011, les rémunérations des personnes concernées seront soumises aux comités d'Audit.

La Banque n'effectue aucun paiement à l'engagement à l'exception de certaines compensations de la perte éventuelle de rémunération découlant d'un changement d'emploi.

Conformément au règlement interne, le système de rémunération mis en place et les objectifs fixés aux collaborateurs ne doivent pas inciter ceux-ci à ne pas respecter les mécanismes de contrôle interne et les normes établies en matière de compliance.

Conseil d'administration

Les membres du Conseil d'administration perçoivent une rémunération fixe annuelle payée en espèces et qui varie en fonction de l'appartenance ou non aux divers comités.

Deux membres du Conseil d'administration exercent des fonctions exécutives au sein de filiales de la Banque. Ils ne se représenteront pas à une nouvelle élection au terme de leur mandat.

Comité exécutif et membres de Direction

Les membres du Comité exécutif et les autres membres de la Direction perçoivent un salaire annuel fixe et sont dans la mesure où les résultats de la Banque le permettent, au bénéfice d'une part variable discrétionnaire (bonus).

Ce bonus est basé sur les résultats de la Banque ainsi que sur la performance individuelle qualitative et quantitative de chacun des collaborateurs concernés. Cette part variable est versée dans les 30 jours suivant la séance du Conseil d'administration qui approuve les comptes annuels. Le calcul détaillé n'est pas connu des bénéficiaires à l'exception de six cas.

La cessation des rapports de travail pour faute professionnelle ou le non-respect des valeurs de notre Groupe entraîne la suppression du bonus. Il en va de même en cas de cessation volontaire des rapports de travail à l'initiative du collaborateur.

Un nombre limité de cadres dirigeants du Groupe est au bénéfice de conventions prévoyant des indemnités en cas de résiliation par la Banque du contrat du travail sans juste motif. Ces dernières ne dépassent pas trois années de rémunérations.

Les membres du Comité Exécutif partagent le même plan de prévoyance que le Personnel.

Personnel non membre de la Direction

Pour le personnel non membre de Direction, la rémunération se compose d'un salaire annuel fixe ainsi que d'une gratification discrétionnaire.

Cette dernière est liée à la performance individuelle du collaborateur. Elle est versée en fin d'année civile et est en principe comprise entre un et deux mois de salaire.

PLAN DE PARTICIPATION

Genève

La Banque a entamé une réflexion sur les opportunités et les implications de la mise en place d'un plan de rémunération incluant les notions de stock options et de paiements différés.

Luxembourg

Au niveau de notre filiale de Luxembourg, il a été intégré dans la politique de rémunération une composante variable additionnelle par le biais de deux plans visant à la motivation des bénéficiaires sur le moyen long terme et tenant compte de l'évolution future des affaires.

Le premier plan a pour objectif la fidélisation des cadres clés de la Banque (24 bénéficiaires en 2010) à travers l'attribution gratuite d'options d'une durée de vie de 5 ans exerçables dès la 4^e année. La charge est de 10 % du résultat net consolidé. Le Conseil d'administration décide annuellement les modalités de mise en place d'un plan pour une nouvelle période de 5 années. Cette rémunération variable n'est acquise qu'aux bénéficiaires présents au terme du plan.

Le second plan, dit d'intéressement, a pour but de motiver les cadres dirigeants de la filiale par le biais d'un intéressement à la croissance réelle de la valeur de la Banque. Il a été mis en place pour la période du 1^{er} juin 2006 au 30 juin 2011. Il a consisté en l'octroi d'options irrévocables et définitivement acquises aux bénéficiaires et portant sur 5 % des actions de la filiale. Ce plan (6 bénéficiaires en 2010)

se dénoue systématiquement par le versement d'une compensation financière (cash settlement), permettant ainsi à la maison mère de conserver la maîtrise de l'actionnariat. La valeur réelle de l'action de référence est déterminée annuellement par un tiers indépendant désigné par la Banque et ce, sur la base de la méthode d'évaluation certifiée par PricewaterhouseCoopers S.A.

Le coût de ces plans d'intéressement est provisionné chaque année dans les comptes sociaux de la filiale.

Monaco

Un plan d'intéressement ayant pour objectif la motivation et la fidélisation de cadres dirigeants de la filiale est en place. Ce plan est lié à la croissance réelle de la valeur de la banque. Il consiste en l'octroi d'options, d'une durée de 5 ans, portant sur les actions de la filiale. Le plan, qui a compté 6 bénéficiaires en 2010, se dénoue en cas de levée des options par le versement d'une compensation obligatoirement financière (cash settlement). La valeur réelle de l'action de référence est calculée chaque année par des tiers indépendants désignés par la banque.

Autres entités du Groupe

Aucun plan d'intéressement n'est actuellement en vigueur.

Rémunération, participation et prêts au cours de l'exercice 2010

Les rémunérations et prêts accordés aux membres en exercice des organes dirigeants sont mentionnés, conformément à l'article 663 bis et 663 c al. 3 CO, au chiffre 15 de l'annexe aux comptes annuels de la Banque page 123 et suivantes.

Aucune rémunération n'a été versée en 2010 à d'anciens membres des organes.

Il n'y a pas eu d'honoraires et de rémunérations additionnelles en 2010, au sens de la Directive sur la Corporate governance.

En 2010, la part variable de la rémunération a représenté 37,4 % de la rémunération totale de l'ensemble des collaborateurs. En ce qui concerne le Comité Exécutif, la part variable a représenté 68,4 % du total de sa rémunération.

6. DROITS DE PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES

6.1. LIMITATION ET REPRÉSENTATION DES DROITS DE VOTE

Selon l'article 6, alinéa 4 des statuts, les propriétaires et les usufruitiers d'actions nominatives sont inscrits sur le registre des actions avec indication de leur identité complète et de leur domicile. De plus, seuls les propriétaires et usufruitiers d'actions nominatives, dont l'inscription au registre est confirmée par la signature d'un administrateur, sont légitimés à l'égard de la société à exercer leurs droits découlant d'une action nominative. Les alinéas 5, 6 et 8 mentionnent les motifs de refus de l'autorisation par le Conseil.

Par ailleurs, un actionnaire détenteur d'actions nominatives ne peut se faire représenter à l'Assemblée générale que par un autre propriétaire d'actions nominatives au bénéfice d'un pouvoir écrit (art. 14, al. 2 des statuts), alors que le détenteur d'actions au porteur est légitimé notamment par la simple production des titres ou de toute autre manière prescrite par le Conseil (art. 14, al. 3 des statuts).

6.2. QUORUMS STATUTAIRES

L'Assemblée générale est valablement constituée lorsque plus de la moitié des actions sont représentées. Au cas où ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée peut être convoquée, avec le même ordre du jour (art. 15, al. 2 des statuts). Cette seconde assemblée ne peut toutefois se tenir qu'après un délai minimum de trente jours et est valablement constituée quel que soit le nombre d'actions représentées, ce qui doit être mentionné dans la convocation (art. 15, al. 3 des statuts).

6.3. CONVOCATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les règles relatives à la convocation de l'Assemblée générale sont régies par les articles 11, 12 et 31 des statuts qui reprennent les dispositions du Code des obligations.

6.4. INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR

Les règles relatives à l'ordre du jour ainsi qu'aux délais sont régies par les articles 11 et 12 des statuts qui reprennent les dispositions du Code des obligations :

Article 11

L'assemblée générale est convoquée par le Conseil d'Administration et, au besoin, par les réviseurs, les liquidateurs ou les représentants des obligataires.

Un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble 10 pour cent au moins du capital-actions peuvent aussi requérir la convocation de l'assemblée générale.

Des actionnaires qui représentent des actions totalisant une valeur nominale de 1 million de francs peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.

La convocation et l'inscription d'un objet à l'ordre du jour doivent être requises par écrit en indiquant les objets de discussion et les propositions.

Article 12

L'assemblée générale est convoquée vingt jours au moins avant la date de sa réunion, selon le mode prévu à l'article 31 pour les publications de la société.

Les objets portés à l'ordre du jour sont mentionnés dans la convocation, ainsi que les propositions du Conseil d'Administration et des actionnaires qui ont requis la convocation de l'assemblée ou l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.

6.5. INSCRIPTIONS AU REGISTRE DES ACTIONS

L'échéance pour l'inscription des actions nominatives, non cotées, échoit, selon la pratique de la société, le jour de la publication de l'ordre du jour.

7. PRISE DE CONTRÔLE ET MESURES DE DÉFENSE

7.1.

La Société a inclus à l'article 6, alinéa 3 de ses statuts une clause selon laquelle un offrant n'est pas tenu de présenter une offre publique d'acquisition conformément aux articles 32, 52 et 53 de la Loi fédérale du 24 mars 1995 sur les Bourses et le Commerce de Valeurs Mobilières.

7.2.

Aucun membre de la Direction (Conseil d'Administration, Direction générale et autres cadres dirigeants) n'est au bénéfice d'accords contractuels spéciaux pour le protéger contre une cession de contrôle de l'émetteur.

8. ORGANE DE RÉVISION

8.1. DURÉE DU MANDAT DE RÉVISION ET DURÉE DE LA FONCTION DU RÉVISEUR RESPONSABLE

Depuis 1982, PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, est l'organe de révision bancaire et statutaire de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève. Les comptes du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild sont révisés par PricewaterhouseCoopers S.A. M. Philippe Bochud est le réviseur responsable du mandat de révision depuis 2005.

8.2. HONORAIRES DE RÉVISION

La Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. a versé un montant total CHF 634'000 à PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, au titre d'honoraires de révision au sens de cette disposition de la DCG.

8.3. HONORAIRES SUPPLÉMENTAIRES

La Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. a versé un montant total de CHF 55'000 au titre d'honoraires supplémentaires (conseil fiscal) au sens de cette disposition de la DCG.

8.4. INSTRUMENTS D'INFORMATION SUR LA RÉVISION EXTERNE

PricewaterhouseCoopers S.A. élabore chaque année un plan d'audit et rédige un rapport sur l'audit des comptes annuels et un autre sur l'audit prudentiel. Le réviseur responsable du mandat de révision discute de ces documents avec le

Conseil d'Administration, respectivement le Comité du Conseil d'Administration, lors de trois à quatre séances annuelles. Le plan d'audit a été présenté au Comité du Conseil d'Administration lors de sa séance du 2 septembre 2010. Les résultats de l'audit des comptes annuels sont présentés et discutés avec le Conseil d'Administration lors de sa séance du mois de mars.

Les auditeurs externes ont accès en tout temps au Comité d'Audit, au Comité Exécutif et à l'Audit interne avec qui ils ont des séances de travail régulières.

Le mandat de PricewaterhouseCoopers S.A. est annuel. La qualification des auditeurs externes, leurs performances et le montant des honoraires de révision sont évalués annuellement par le Comité d'Audit, respectivement le Conseil d'Administration.

Tel qu'exigé par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, le rythme de rotation du réviseur responsable du mandat de révision est de 7 ans.

9. POLITIQUE D'INFORMATION

La Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. informe ses actionnaires, les investisseurs potentiels, ses collaborateurs et le public en général de la manière la plus complète et la plus transparente possible, notamment au travers des rapports annuels, de ses conférences de presse sur ses résultats annuels, d'interviews qu'elle accorde à la presse spécialisée et aux analystes financiers lors de l'Assemblée générale de ses actionnaires, et sur son site internet: (www.groupedr.ch, sous rubrique « nous découvrir / investisseurs »).

La politique et la gestion des risques ainsi que le calcul des Fonds propres consolidés sont accessibles sur le site internet sous: (www.groupedr.ch, sous rubrique « nous découvrir / investisseurs »).

ÉVÉNEMENTS ET AGENDA

31 mars 2011:

- Publication de la convocation à l'Assemblée générale des actionnaires et de l'ordre du jour dans: la FOSC (publication intégrale), le Temps, l'AGEFI, la Neue Zürcher Zeitung, Finanz und Wirtschaft (publications résumées)
- Conférence de presse sur les résultats 2010, à Genève
- Publication d'un communiqué de presse (contenant un résumé du rapport de gestion) dans les médias électroniques et dans la presse écrite ainsi qu'aux abonnés internet (mailing list)
- Parution du rapport annuel

28 avril 2011:

- Assemblée générale des actionnaires, à Genève (Château de Pregny)

25 août 2011:

- Publication du rapport intermédiaire dans la FOSC
- Publication d'un communiqué de presse dans les médias électroniques et dans la presse écrite ainsi qu'aux abonnés internet (mailing list)

Contacts

Relations avec les investisseurs:

Monsieur Martin Leuthold
Chief Financial Officer
Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.
18, rue de Hesse, 1204 Genève
Téléphone: 058 818 93 41
Fax: 058 818 91 39
E-mail: mleuthold@bper.ch

Relations avec les médias:

Madame Valérie Boscat
Responsable Communication
Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.
18, rue de Hesse, 1204 Genève
Téléphone: 058 818 94 62
058 818 94 83
Fax: 058 818 91 91
E-mail: vboscat@bper.ch

Internet:

www.groupedr.ch

Mailing list:

www.groupedr.ch

sous rubrique « nous découvrir / relations actionnaires / informations financières »

ou directement

www.edmond-de-rothschild.ch/inscription.aspx

10. CHANGEMENTS IMPORTANTS DEPUIS LA DATE DE RÉFÉRENCE DU BILAN



Il n'y a pas de changement important à signaler depuis le
31 décembre 2010.

Albrecht Dürer
(Nuremberg, 1471 – id., 1528)

Dames de Livonie, 1521

Rapport de gestion

Groupe Banque Privée
Edmond de Rothschild

- 52 Chiffres-clés
- 53 Rapport du Conseil d'Administration
sur les comptes consolidés
- 60 Rapport du Réviseur
des comptes consolidés
- 62 Périmètre de consolidation
- 66 Principes de consolidation
- 68 Principes d'évaluation
- 70 Bilan consolidé
- 72 Compte de résultat consolidé
- 73 Tableau de financement consolidé
- 74 Annexe aux comptes consolidés



Albrecht Dürer
(Nuremberg, 1471 – id., 1528)

Dames de Livonie, 1521
Plume et aquarelle, 18.3 x 19.3 cm
Collection Edmond de Rothschild

CHIFFRES-CLÉS

du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild

	2010	2009	Variations (en CHF)	Variations (en %)
Compte de résultat consolidé (en milliers de CHF)				
Résultat des opérations d'intérêts	54'262	66'532	(12'270)	(18.4)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	534'598	480'594	54'004	11.2
Résultat des opérations de négoce	95'816	97'731	(1'915)	(2.0)
Charges d'exploitation (frais de personnel et frais généraux)	500'020	468'026	31'994	6.8
Bénéfice du Groupe	149'898	136'814	13'084	9.6
Rentabilité				
Rendement des fonds propres (en %)				
bénéfice net / moyenne des fonds propres (2)	12.0	11.5	-	-
Rendement de l'actif (en %)				
bénéfice net / moyenne des actifs	1.2	1.1	-	-
Actions (en CHF)				
Résultat par action au porteur après déduction de la part des intérêts minoritaires	1'548	1'407	141	10.0
Résultat par action nominative après déduction de la part des intérêts minoritaires	310	281	29	10.3
Bilan consolidé (en milliers de CHF)				
Créances sur les banques	8'611'002	7'020'347	1'590'655	22.7
Avances à la clientèle	1'651'949	1'441'037	210'912	14.6
Engagements envers les banques	245'708	352'390	(106'682)	(30.3)
Fonds de la clientèle	10'106'953	10'560'194	(453'241)	(4.3)
Fonds propres (1)	1'325'327	1'314'273	11'054	0.8
Total du bilan	12'300'712	12'739'900	(439'188)	(3.4)
Avoirs de la clientèle (en millions de CHF)				
Total des avoirs de la clientèle (y.c. prises en compte doubles)	92'715	92'204	511	0.6
dont: - prises en compte doubles	10'182	10'078	104	1.0
- apports / retraits nets d'argent frais	6'486	5'633	853	15.1
Effectif du Groupe (nombre de collaborateurs)				
Effectif moyen	1'617	1'598	19	1.2
- en Suisse	654	643	11	1.7
- à l'étranger	963	955	8	0.8
Effectif à fin décembre	1'649	1'614	35	2.2
Effectif du personnel à fin décembre, converti en places de travail à temps complet	1'604	1'570	34	2.2

(1) Y compris le bénéfice net du Groupe avant paiement du dividende de la Maison mère et parts des intérêts minoritaires.

(2) Après répartition du bénéfice de la Maison mère

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

sur les comptes consolidés de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.
à l'Assemblée générale des Actionnaires du 28 avril 2011

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

L'année qui se termine s'est déroulée dans un contexte économique et boursier particulièrement difficile. Elle a été marquée par la poursuite des pressions sur le secret bancaire et par un alourdissement du poids de la réglementation.

Cette brutale modification des conditions-cadres de l'activité du «Private Banking» a forcé nombre d'Etablissements à revoir leur stratégie à long terme afin de s'adapter à ce nouveau paradigme.

Ces profonds bouleversements ont engendré une grande inquiétude de la clientèle et ont nécessité une forte mobilisation de tous les collaborateurs du Groupe. Elles ont surtout fortement impacté le coût des opérations.

La faiblesse du dollar et de l'euro par rapport au franc suisse a lourdement pesé sur nos revenus qui sont majoritairement libellés dans ces devises alors que nos charges sont essentiellement en francs suisses.

Malgré cette équation doublement négative, notre politique de placement prudente et le dynamisme de nos équipes de professionnels nous ont permis de poursuivre notre croissance qui s'est concrétisée par un afflux d'argent frais de CHF 6.5 milliards. En dépit de cet excellent résultat, le total des fonds confiés par la clientèle n'affiche qu'une légère hausse en raison de l'impact négatif de la faiblesse du dollar et de l'euro par rapport au franc suisse. Il s'établit à CHF 92.7 milliards, comparés à CHF 92.2 milliards en 2009.

Cette belle progression de l'afflux d'argent frais nous a permis de compenser les effets du profond bouleversement des conditions-cadres de notre industrie et de l'effet négatif des devises en réalisant un bénéfice brut de CHF 223.7

millions, en progression de 5.6% par rapport à l'exercice précédent (CHF 211.9 millions).

Le bénéfice net consolidé s'établit à CHF 149.9 millions, en progression de 9.6% par rapport à l'exercice 2009 (CHF 136.8 millions).

Notre statut de banque de gestion de patrimoines à l'actionnariat stable et familial nous permet de relever les défis qui se dressent devant nous et de poursuivre notre politique de recherche de l'excellence et d'adaptation constante de notre organisation à l'évolution de notre métier. Aujourd'hui plus que jamais, nos projets de développement stratégiques sont entièrement consacrés à cet objectif.

Ainsi le projet d'établissement d'une succursale bancaire à Hong Kong vise à conquérir une clientèle basée dans une région du monde où la création de richesse est la plus forte. L'obtention de la licence bancaire devrait intervenir au cours des prochaines semaines.

En Suisse, nous concrétisons un projet stratégique dans le domaine de la clientèle domestique et consacrerons notre Bâtiment de la rue Petitot au développement de cette activité.

Notre développement s'étendra également dans la région du Golfe à partir de notre Bureau de représentation à Dubaï dont nous venons d'obtenir la licence.

En Suisse, grâce au professionnalisme de nos équipes du Département Fonds, nous avons lancé la première SICAV immobilière autorisée en Suisse. Il s'agit de «Edmond de Rothschild Real Estate SICAV – Swiss» qui est une formidable vitrine du savoir-faire du Groupe et un merveilleux instrument de promotion des activités de notre Banque en Suisse.

La qualité de notre gestion alternative a été récompensée aux «**InvestHedge Awards 2010**» où nous avons obtenu pour la deuxième fois le prix «Group of the year» pour l'ensemble de nos fonds alternatifs. De plus notre Fonds Edmond de Rothschild Prifund Alpha Traders a reçu le prix du meilleur Fonds de Hedge Funds dans la catégorie Global Macro.

Par ailleurs, le Groupe a poursuivi sa stratégie de croissance dans le domaine de la gestion de patrimoines au travers de son réseau national et international.

RÉSEAU EN SUISSE

Genève

La Banque Privée Edmond de Rothschild SA est spécialisée dans la gestion de patrimoines pour une clientèle essentiellement privée. Elle est dirigée par Monsieur Claude Messulam, qui coordonne également les activités du Groupe depuis le Siège. Dans un contexte économique et boursier particulièrement défavorable et malgré l'impact négatif des devises, nous avons poursuivi notre développement au cours de l'exercice 2010 et enregistré une belle progression de l'afflux d'argent frais confié par la clientèle. Le bénéfice net de l'exercice 2010 s'établit à CHF 98.5 millions, comparés à CHF 118.5 millions en 2009, soit une baisse de 16.9 %.

Fribourg

Sous la direction de Monsieur Patrick Zurkinden, la Banque Privée Edmond de Rothschild SA est présente à Fribourg depuis 1986, afin de développer cette région charnière entre les communautés linguistiques francophone et allemande. Compte tenu du contexte économique très difficile de 2010, le développement de la succursale et de la société Rouiller, Zurkinden & Cie Finance SA se poursuit selon nos prévisions.

Lausanne

La Banque Privée Edmond de Rothschild SA est présente à Lausanne depuis 1993 au travers d'une succursale forte de 24 collaborateurs spécialisés dans la gestion de fortune privée. Lausanne, «capitale olympique», contribue au rayonnement international de notre Banque et de son implantation dans le Pays de Vaud. Installée depuis 2002 dans un immeuble de très belle facture, notre succursale dispose de locaux parfaitement adaptés à nos activités et à l'accueil de notre

clientèle. Sous l'impulsion et la direction de Monsieur Roland Humbert, la succursale de Lausanne poursuit son développement.

Lugano

A Lugano, notre filiale, détenue à hauteur de 99.8 %, la Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano SA a vécu une année de transition, marquée par le « Scudo Fiscale ». Elle a réalisé un bénéfice net de CHF 10.9 millions, comparés à CHF 18.8 millions pour l'exercice précédent, soit une baisse de 42.4 %.

RÉSEAU INTERNATIONAL

Luxembourg

Sous la direction de Monsieur Frédéric Otto, la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe poursuit une stratégie de croissance à long terme. Cette stratégie se fonde avant tout sur la proximité et le dialogue avec nos clients et sur une amélioration constante de la qualité de nos services.

Notre développement continue à se baser solidement sur nos métiers de base que sont la banque privée, l'asset management et l'administration de fonds communs de placement, l'association forte de ces métiers apportant à nos clients la plus-value d'une relation de conseil rapproché qu'ils sont en droit d'attendre de leur banquier privé.

Notre expansion se poursuit à l'international. Les activités de nos succursales (Belgique, Espagne, Italie et Portugal) et de nos bureaux de représentation continuent à se développer positivement. Quant à notre joint-venture à Tokyo, son développement répond bien à nos attentes. Les actifs gérés dans le cadre du partenariat initié depuis plusieurs années avec le groupe Nikko Cordial ont progressé et contribué positivement à nos résultats.

La forte croissance de notre conservation, du volume d'actifs gérés pour compte de nos clients et de notre activité de dépositaire et d'agent administratif de fonds communs de placement témoignent de la confiance de nos clients et de la qualité de notre activité.

Dans le contexte économique et financier particulièrement délicat qui a prévalu en 2010, notre filiale de Luxembourg a dégagé un excellent bénéfice net de CHF 49,5 millions (€ 36,1 millions), en hausse de 8,8 % par rapport à l'exercice précédent (2009: CHF 45,5 millions – € 30,2 millions).

Royaume-Uni

A Londres, la société Edmond de Rothschild Ltd est dirigée par Monsieur John Alexander. Les activités de la société s'articulent autour de quatre axes principaux. La filiale, LCF Edmond de Rothschild Securities Ltd, offre une spécialisation dans le domaine obligataire, ainsi que dans l'intermédiation de fonds d'investissements investis dans les pays émergents. Cette société s'est aussi créé une niche d'expertise dans le financement de «management buy out» et de «M&A». La gestion de fonds pour le compte d'une clientèle institutionnelle est faite par LCF Edmond de Rothschild Asset Management Ltd. Ses équipes spécialisées en matière de commercialisation et de gestion de fonds «multimanagers» et de fonds de «hedge funds» collaborent étroitement avec le Groupe.

La filiale de Londres réalise un bénéfice net de CHF 8.8 millions (£ 5.5 millions), comparés à CHF 10.5 millions l'exercice précédent (£ 6.2 millions), soit une baisse de 16.4 %.

Guernesey

A Guernesey, LCF Edmond de Rothschild (C.I.) Limited offre un service spécialisé d'«Asset Risk Management», tant sur une base de conseil que de mandats de gestion. La société est actionnaire de la Channel Islands Stock Exchange où elle agit en tant qu'introductrice de fonds et de «Notes» sur cette Bourse. La société a également une compétence en gestion obligataire.

Monaco

A Monaco, notre filiale, la Banque de Gestion Edmond de Rothschild – Monaco, est détenue à 54.8 % par le Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild. Elle est dirigée par Monsieur Giampaolo Bernini. Elle réalise un bénéfice

de CHF 8.2 millions (€ 6.0 millions), en hausse de 6.8 % par rapport à l'exercice précédent (2009: CHF 7.7 millions - € 5.1 millions).

Bahamas

Sous la direction de Monsieur Gian Fadri Pinoesch, notre filiale des Bahamas a poursuivi harmonieusement son développement. Elle réalise un excellent résultat et dégage un bénéfice net de CHF 9.2 millions, comparés à CHF 5 millions l'exercice précédent, soit une progression de 83.6 %.

RÉSULTATS

Malgré l'impact négatif sur nos revenus de la faiblesse de l'euro et du dollar US par rapport au franc suisse, le bénéfice net du Groupe progresse de 9.6 % par rapport à l'exercice précédent. Il s'établit à CHF 149.9 millions, comparés à CHF 136.8 millions en 2009.

Evolution des produits

Le résultat des opérations d'intérêts est en diminution de 18.4 % par rapport à l'exercice précédent, en raison de taux d'intérêt très bas sur le marché monétaire ainsi que du placement très prudent de notre liquidité excédentaire. Il s'établit à CHF 54.3 millions, comparés à CHF 66.5 millions en 2009.

Le résultat sur opérations de commissions et des prestations de services augmente de 11.2 % pour s'établir à CHF 534.6 millions, comparés à CHF 480.6 millions en 2009.

Le résultat des opérations de négoce diminue de 2 % par rapport à l'exercice précédent. Il s'établit à CHF 95.8 millions, comparés à CHF 97.7 millions en 2009. Cette diminution est en grande partie imputable aux opérations de négoce sur titres.

Les autres résultats ordinaires s'inscrivent à CHF 39.1 millions en augmentation de 11.5 %. Ce poste enregistre le produit des participations non consolidées.

Evolution des charges

L'effectif moyen du Groupe s'établit à 1'617 personnes contre 1'598 en 2009. Les charges du personnel s'inscrivent à CHF 372.2 millions, comparés à CHF 349.4 millions en 2009.

Les autres charges d'exploitation augmentent de 7.7 %. Elles s'élèvent à CHF 127.8 millions, comparés à CHF 118.7 millions en 2009.

Globalement, les charges d'exploitation s'élèvent à CHF 500.0 millions, en augmentation de 6.8 % par rapport à l'exercice précédent.

Bénéfice brut

Le bénéfice brut du Groupe augmente de 5.6 % par rapport à l'exercice précédent. Il s'établit à CHF 223.7 millions, comparés à CHF 211.9 millions en 2009.

Les amortissements sur l'actif immobilisé totalisent CHF 34.7 millions, en légère baisse par rapport à l'exercice précédent.

Les produits extraordinaires s'élèvent à CHF 40.7 millions, en diminution de 12 % par rapport à l'exercice précédent. Ils sont essentiellement constitués de la dissolution de provisions non nécessaires à l'exploitation.

Les charges extraordinaires s'élèvent à CHF 42.2 millions, comparés à CHF 41.5 millions en 2009, soit une augmentation de 1.7 % par rapport à l'exercice précédent.

Les impôts s'établissent à CHF 27.5 millions, comparés à CHF 32.8 millions en 2009, en baisse de 16.2 % par rapport à l'exercice précédent.

Analyse du bilan

Le total du bilan du Groupe s'élève à CHF 12.3 milliards, en diminution de 3.4 % par rapport à l'exercice précédent.

L'actif circulant, composé des liquidités, des créances résultant des papiers monétaires, des créances sur les banques et la clientèle, des créances hypothécaires ainsi que du portefeuille titres et métaux précieux destiné au négoce, a diminué de 6.1 % par rapport à l'exercice précédent. Il atteint CHF 10.7 milliards.

Le poste «immobilisations financières» totalise CHF 798.7 millions, comparés à CHF 682.4 millions en 2009. L'essentiel de cette augmentation provient du stock de métaux précieux servant à couvrir les comptes métaux de nos clients ainsi que, dans une moindre mesure, d'investissement dans des titres de créances de premier ordre.

Les immobilisations corporelles s'élèvent à CHF 177.2 millions, comparés à CHF 189.2 millions en 2009.

Les comptes de régularisation s'élèvent à CHF 116.6 millions, comparés à CHF 117.5 millions en 2009.

Le poste «autres actifs» s'élève à CHF 358.6 millions. Sa forte augmentation provient essentiellement des valeurs de remplacement positives des opérations fermes à terme qui, à la fin 2010, s'élèvent à CHF 330.6 millions, comparés à CHF 179.2 millions en 2009.

Au passif, les fonds étrangers composés des engagements résultant des papiers monétaires, des engagements envers les banques et la clientèle s'élèvent à CHF 10.4 milliards, comparés à CHF 10.9 milliards en 2009. Ils représentent 84.2% du total du bilan. Cette légère diminution provient essentiellement des créances de nos clients.

Le poste «autres passifs» s'élève à CHF 384.8 millions. Sa forte augmentation provient des valeurs de remplacement négatives des opérations fermes à terme qui, à la fin 2010, s'élèvent à CHF 336.5 millions, comparés à CHF 178.3 millions en 2009.

Le poste «correctifs de valeurs et provisions» s'élève à CHF 61.1 millions, comparés à CHF 91.6 millions en 2009.

Les réserves pour risques bancaires généraux sont en progression de 14.3% par rapport à l'exercice précédent. Elles s'établissent à CHF 295.0 millions, comparés à CHF 258 millions en 2009.

Avant distribution du dividende, les fonds propres du Groupe s'élèvent à CHF 1.3 milliard. Ils représentent 10.8% du total du bilan.

Le rendement des fonds propres s'élève à 12.0%. Les fonds propres requis selon la BRI (Bâle II) s'élèvent à CHF 361.2 millions. Les fonds propres pouvant être pris en compte se montent à CHF 1.1 milliard. Le rapport entre les fonds propres pris en compte et les fonds propres requis selon le droit suisse (ratio BRI) s'élève à 24.9% largement au-dessus du minimum légal.

PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2011

L'exercice 2011 se déroulera dans un cadre légal en profonde mutation. Le poids de la réglementation et les pressions sur le secret bancaire continueront à se renforcer. Cela aura un impact certain sur le coût des opérations et sur la rentabilité du métier du « Private Banking ».

La clé de notre succès sera fonction de notre capacité d'adaptation à ces conditions nouvelles et de notre aptitude à répondre aux défis qui se dressent devant nous et aux attentes de notre clientèle. Nous sommes persuadés que notre stratégie nous permettra d'atteindre ces objectifs.

Nous continuerons d'investir aussi bien dans nos équipes de professionnels que dans des projets immobiliers ou technologiques, afin d'assurer des services de grande qualité pour nos clients et d'améliorer notre compétitivité.

L'année 2011 sera consacrée au développement de notre projet stratégique de clientèle domestique en Suisse et par le démarrage de notre succursale de Hong Kong qui nous donnera accès à la clientèle asiatique que nous estimons être déterminante pour le succès futur de notre Groupe. Notre développement s'étendra également dans la région du Golfe à partir de notre Bureau de représentation de Dubaï. Nous resterons toutefois très prudents face à un environnement géopolitique, économique et boursier très volatil.

Le Japon connaît une tragédie sans précédent maîtrisée avec beaucoup de dignité par son peuple. Notre conseil d'Administration salue le courage de tous les Japonais et s'associe à leur douleur.

Nous ne voudrions pas terminer ce rapport sans réitérer à nos actionnaires et à nos clients notre reconnaissance pour la confiance qu'ils nous témoignent.

Nous remercions également la direction, ainsi que les collaboratrices et collaborateurs pour leur professionnalisme et la qualité de leur engagement.

Le Conseil d'Administration

Rapport de l'organe de révision
à l'Assemblée générale de
Banque Privée Edmond de Rothschild SA
Genève

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Banque Privée Edmond de Rothschild SA, comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau de financement et l'annexe (pages 62 à 101) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2010.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux directives régissant l'établissement des comptes des banques et aux dispositions légales, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. En outre, l'audit comprend une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2010 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats en conformité avec les directives régissant l'établissement des comptes des banques et sont conformes à la loi suisse.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA



Philippe Bochud
Expert-réviseur
Réviseur responsable



Alain Lattafi
Expert-réviseur

Genève, le 17 mars 2011

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

au 31 décembre 2010

Sociétés du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild
consolidées par intégration globale

EN SUISSE

Maison mère

Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.
Genève
CHF 45.000 mio. ²⁾

Banque

Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A.
Lugano
99.8 % ¹⁾ CHF 5.000 mio. ²⁾

Sociétés de services

Privaco Trust S.A.
Genève
100 % ¹⁾ CHF 2.100 mio. ²⁾

Les Conseillers du Léman Associés S.A.
Genève ⁵⁾
100 % ¹⁾ CHF 0.100 mio. ²⁾

SOCIÉTÉS FINANCIÈRES ET DE GESTION DE PORTEFEUILLES

Rouiller, Zurkinden & Cie Finance S.A.
Fribourg
100 % ¹⁾ CHF 0.600 mio. ²⁾

Cefeo Investimenti S.A.
Lugano ³⁾
99.8 % ¹⁾ CHF 0.100 mio. ²⁾

Castinvest S.A.
Genève ¹⁾
100 % ¹⁾ CHF 0.100 mio. ²⁾

Priadvisory Holding S.A.
Genève ⁴⁾
100 % ¹⁾ CHF 3.120 mio. ²⁾

Chiffres:

1) Taux de participation directe et / ou indirecte de la Maison mère

2) Capital-actions

3) Participation détenue à 100 % par la Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A., Lugano

4) Participation détenue à 100 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg

5) Participation détenue à 100 % par Privaco Trust S.A., Genève

A L'ÉTRANGER

Banques

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe Luxembourg	100 % ¹⁾	EUR 31.500 mio. ²⁾
Banque Privée Edmond de Rothschild Ltd, Nassau Bahamas	100 % ¹⁾	CHF 15.000 mio. ²⁾
Banque de Gestion Edmond de Rothschild - Monaco Monaco ³⁾	54.80 % ¹⁾	EUR 12.000 mio. ²⁾

SOCIÉTÉS DE SERVICES
ET SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES

COPRI III S.A. Luxembourg	100 % ¹⁾	EUR 0.747 mio. ²⁾
Immobilière du 3 Joseph II Luxembourg ⁷⁾	100 % ¹⁾	EUR 0.064 mio. ²⁾
Edmond de Rothschild Real Estate - Mediação Imobiliária S.A. Portugal ⁸⁾	100 % ¹⁾	EUR 0.050 mio. ²⁾

SOCIÉTÉS DE GESTION DE PORTEFEUILLES
ET D'ADMINISTRATION DE TRUSTS

LCF Edmond de Rothschild Asset Management Limited U.K. ⁴⁾	80 % ¹⁾	GBP 0.250 mio. ²⁾
LCF Edmond de Rothschild Fund Management Ltd U.K. ⁴⁾	80 % ¹⁾	GBP 0.250 mio. ²⁾
LCF Rothschild Conseil S.A. Luxembourg ⁵⁾	100 % ¹⁾	EUR 0.050 mio. ²⁾
LCF Edmond de Rothschild Asset Management (C.I.) Limited Guernsey ⁶⁾	100 % ¹⁾	GBP 0.100 mio. ²⁾
Privaco Trust Limited New Zealand ⁹⁾	100 % ¹⁾	NZD 0.050 mio. ²⁾

Chiffres:

1) Taux de participation directe et/ou indirecte de la Maison mère

2) Capital-actions

3) Participation détenue à 34 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève, à 18 % par la Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A., Lugano et à 2.80 % par Incentive Management SAM, Monaco

4) Participations détenues à 100 % par Edmond de Rothschild Limited, Londres

5) Participation détenue à 99.74 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg et à 0.26 % par Pri Investment, Luxembourg

6) Participation détenue à 100 % par La Compagnie Privée de Finance (Jersey), Jersey

7) Participation détenue à 100 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg

8) Participation détenue à 99.9 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg et à 0.1 % par LCF Edmond de Rothschild Conseil, Luxembourg

9) Participation détenue à 100 % par Privaco Trust S.A., Genève

A L'ÉTRANGER

SOCIÉTÉS FINANCIÈRES
ET SOCIÉTÉS DE COURTAGE

Edmond de Rothschild Limited Londres	
80 % ¹⁾	GBP 1.000 mio. ²⁾
LCF Edmond de Rothschild Securities Limited U.K. ³⁾	
80 % ¹⁾	GBP 1.000 mio. ²⁾
Edmond de Rothschild International Funds Ltd Bermudes ⁴⁾	
62.28 % ¹⁾	USD 0.400 mio. ²⁾
Edmond de Rothschild Investment Advisors Luxembourg ⁹⁾	
100 % ¹⁾	EUR 0.125 mio. ²⁾
LCF Edmond de Rothschild Holdings (C.I.) Limited Guernsey ⁵⁾	
100 % ¹⁾	GBP 0.040 mio. ²⁾

La Compagnie Privée de Finance (Jersey) Jersey	
100 % ¹⁾	GBP 0.005 mio. ²⁾
LCF Edmond de Rothschild (C.I.) Limited Guernsey ⁵⁾	
100 % ¹⁾	GBP 0.400 mio. ²⁾
Testafid Anstalt Vaduz ⁶⁾	
99.8 % ¹⁾	CHF 0.020 mio. ²⁾
Rhoninvest Establishment Vaduz ¹⁾	
100 % ¹⁾	CHF 0.020 mio. ²⁾
Incentive Management SAM Monaco ⁷⁾	
54.69 % ¹⁾	EUR 0.150 mio. ²⁾
Priglobal Advisory Limited Iles Caïman ⁸⁾	
100 % ¹⁾	EUR 0.001 mio. ²⁾

Chiffres :

1) Taux de participation directe et/ou indirecte de la Maison mère

2) Capital-actions

3) Participation détenue à 100 % par Edmond de Rothschild Limited, Londres

4) Participation détenue à 32.25 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève, à 2.25 % par la Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A., Lugano, à 14.75 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg, à 11.80 % par Edmond de Rothschild Limited, Londres, à 1.23 % par la Banque de Gestion Edmond de Rothschild-Monaco, Monaco

5) Participations détenues à 100 % par La Compagnie Privée de Finance (Jersey), Jersey

6) Participation détenue à 100 % par la Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A., Lugano

7) Participation détenue à 100 % par la Banque de Gestion Edmond de Rothschild-Monaco, Monaco

8) Participation détenue à 100 % par Priadvisory Holding S.A., Genève

9) Participation détenue à 99.92 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg et à 0.08 % par LCF Rothschild Conseil S.A., Luxembourg

Prifund Conseil S.A. Luxembourg ³⁾ 100 % ¹⁾	EUR 0.078 mio. ²⁾
Representación B.P. Edmond de Rothschild S.A. Montevideo 100 % ¹⁾	USD 0.003 mio. ²⁾
Priasia Limited B.V.I. 100 % ¹⁾	USD 0.0003 mio. ²⁾
Edmond de Rothschild Conseil & Courtage d'assurances Monaco ⁸⁾ 54.58 % ¹⁾	EUR 0.150 mio. ²⁾
Iberian Renewable Energies GP, S.à r.l. Luxembourg ⁹⁾ 100 % ¹⁾	EUR 0.013 mio. ²⁾
Prifund Conseil Bahamas S.A. Bahamas 100 % ¹⁾	EUR 0.070 mio. ²⁾
E.C.H. Investments Ltd Iles Caïman ⁴⁾ 45.50 % ¹⁾	EUR 0.251 mio. ²⁾

Privaco (Uruguay) S.A. Montevideo ⁶⁾ 100 % ¹⁾	USD 0.037 mio. ²⁾
Mizen Finance Corp. B.V.I. 100 % ¹⁾	USD 0.0005 mio. ²⁾
Clancey Advisory Corp. B.V.I. 100 % ¹⁾	USD 0.0005 mio. ²⁾
LCF Fund Advisory Ltd Bermudes ⁵⁾ 62.28 % ¹⁾	USD 0.050 mio. ²⁾
Adjutoris Conseil Luxembourg ⁷⁾ 100 % ¹⁾	EUR 0.031 mio. ²⁾
Edmond de Rothschild Gestion Monaco - SAM Monaco ¹⁰⁾ 54.47 % ¹⁾	EUR 0.150 mio. ²⁾

Chiffres :

- 1) Taux de participation directe et/ou indirecte de la Maison mère
- 2) Capital-actions
- 3) Participation détenue à 100 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève
- 4) Participation détenue à 19.92 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève, à 3.98 % par Edmond de Rothschild Limited Londres, à 7.47 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg, à 14.13 % par Edmond de Rothschild International Funds Ltd, Bermudes
- 5) Participation détenue à 100 % par Edmond de Rothschild International Funds Ltd, Bermudes
- 6) Participation détenue à 100 % par Privaco Trust S.A., Genève
- 7) Participation détenue à 99.68 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg, à 0.32 % par Pri Investment, Luxembourg
- 8) Participation détenue à 99.60 % par la Banque de Gestion Edmond de Rothschild-Monaco, Monaco
- 9) Participation détenue à 100 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg
- 10) Participation détenue à 99.40 % par la Banque de Gestion Edmond de Rothschild-Monaco, Monaco

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild ont été établis conformément aux dispositions de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne, de l'Ordonnance d'exécution (OB) et des directives de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA ainsi qu'aux dispositions relatives à l'établissement des comptes du Règlement de cotation de la Bourse suisse. Les comptes de groupe donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats du Groupe.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Sociétés du Groupe

Les comptes consolidés du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild comprennent les états financiers des banques et des principales sociétés exerçant une activité financière ainsi que les sociétés immobilières dans lesquelles la Maison mère détient directement ou indirectement une participation majoritaire (les sociétés concernées figurent aux pages 62 à 65).

Changements apportés au périmètre de consolidation

Sociétés entrées dans le périmètre durant l'exercice :

- Privaco Trust Limited, New Zealand

Société sortie du périmètre durant l'exercice :

- Edmond de Rothschild Servicios Argentina S.A., Argentina
- Multi Alpha Advisory S.A., Luxembourg

Changement de raison sociale :

- Edmond de Rothschild Investment Advisors, Luxembourg, anciennement Pri Investment, Luxembourg

Participations mises en équivalence

Les principales participations de 20 à 50 % sont inscrites au bilan consolidé selon la méthode de mise en équivalence (« equity method »); le montant correspondant à la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et les résultats de ces sociétés est substitué à la valeur des titres détenus sous « Participations ».

Il s'agit de La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A. (34.68 %), A.C.H. Management S.A. (38 %), LCF EdR Nikko Cordial Japon (50 %) et de LCH Investment NV (44 %).

Première mise en équivalence de LCH Investment NV en 2010 avec un retraitement de l'exercice 2009.

L'écart de première mise en équivalence est affecté au poste « Réserves issues du bénéfice ». L'incidence du retraitement des comptes selon les principes retenus pour le Groupe étant négligeable sur les états financiers consolidés, la mise en équivalence est, par conséquent, effectuée à partir des comptes non retraités des participations.

Les participations mises en équivalence figurent sous « Participations non consolidées ».

La quote-part du Groupe dans les résultats des sociétés mises en équivalence est prise en compte sous un poste distinct du compte de résultat consolidé.

Autres participations

Les participations majoritaires de moindre importance ou destinées à être vendues ainsi que les participations minoritaires sont inscrites au bilan sous la position « Participations non consolidées ».

MÉTHODE DE CONSOLIDATION

Intégration globale

Les données des sociétés du Groupe sont consolidées par intégration globale.

Les actifs et les passifs, de même que les charges et produits, sont intégrés dans leur totalité.

Tous les postes du bilan et du compte de résultat qui découlent de relations d'affaires entre les sociétés consolidées du Groupe sont compensés réciproquement.

Les opérations hors bilan sont également saisies en totalité et compensées lorsqu'elles correspondent à des transactions effectuées entre sociétés du Groupe.

L'élimination des dividendes se fait par les réserves. La part des actionnaires tiers (intérêts minoritaires) dans le patrimoine et les résultats sont indiqués séparément.

Consolidation du capital

La consolidation du capital des banques, des sociétés financières, des sociétés de gestion et des sociétés immobilières du Groupe est établie selon la méthode anglo-saxonne (« purchase method »).

Les écarts actif et passif de première consolidation sont affectés respectivement aux postes « Valeurs immatérielles » et « Réserves issues du bénéfice ».

La position de propres titres de participations est portée en déduction des fonds propres sous « Réserves issues du capital », à concurrence des coûts d'acquisition. Les paiements de dividendes et les résultats des aliénations ultérieures sont directement attribués aux « Réserves issues du capital ».

SOCIÉTÉS NOUVELLEMENT ACQUISES

Les sociétés nouvellement acquises sont, en principe, intégrées aux comptes consolidés dans l'année de leur acquisition.

DATE DE CLÔTURE DES COMPTES CONSOLIDÉS

Les sociétés consolidées clôturent leurs comptes au 31 décembre, excepté les sociétés Priadvisory Holding S.A., Prifund Conseil S.A. et Prifund Conseil (Bahamas) S.A. qui clôturent au 30 novembre.

PRINCIPES D'ÉVALUATION

CONVERSION DES COMPTES ANNUELS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes résultant du règlement de ces transactions ainsi que de la conversion, au taux de change en vigueur à la date du bilan, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultat.

Les bilans établis en monnaies étrangères des sociétés consolidées sont convertis en francs suisses aux taux de change pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes, à l'exception des fonds propres convertis aux cours historiques.

Les comptes de résultat des sociétés du Groupe sont convertis à des cours de change annuels moyens.

Concernant les sociétés étrangères mises en équivalence, les cours pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes sont appliqués aux quotes-parts de leurs capitaux propres exprimées en devises et les quotes-parts du Groupe dans leurs résultats sont converties à des taux de change annuels moyens.

Les différences de conversion résultant de la consolidation et de la mise en équivalence figurent dans les fonds propres sous « Réserves issues du bénéfice ».

Les taux de changes utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	2010 Cours de clôture	2010 Cours moyen annuel	2009 Cours de clôture	2009 Cours moyen annuel
Principales monnaies				
USD	0.94	1.04	1.03	1.08
GBP	1.45	1.60	1.67	1.70
EUR	1.25	1.37	1.48	1.51

SAISIE DES OPÉRATIONS ET INSCRIPTION AU BILAN

Le bilan et le compte de résultat depuis le 31.12.2006 sont établis selon le principe de la date de règlement.

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE NÉGOCE SUR DEVISES ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Les positions en devises et métaux précieux sont converties aux cours de change du marché à la fin de l'année.

Les positions à terme sont estimées aux cours du terme restant à courir à la date de clôture des comptes. Les différences de change constatées sont enregistrées au compte de résultat.

Les produits et les charges libellés en monnaies étrangères sont convertis aux cours de change du marché du jour de leur transaction.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations figurent à leur prix d'achat déduction faite des amortissements (voir note 8), à l'exception des titres évalués selon la méthode de la mise en équivalence sous la position « Participations non consolidées ».

plus de douze mois) établis conformément à la Swiss GAAP RPC 26 pour les institutions de prévoyance suisses, et d'éventuels autres calculs.

CHARGES ET PRODUITS

Les charges et les produits dégagés par l'activité des sociétés du Groupe sont comptabilisés dans l'exercice qui les a générés.

Il n'existe aucun bénéfice intermédiaire substantiel réalisé sur des transactions entre sociétés du Groupe.

DIVERS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RÉSULTAT

Les principes d'évaluation sont détaillés dans l'annexe.

ENGAGEMENTS DE PRÉVOYANCE

Les contributions sont présentées comme frais de personnel dans le compte de résultat de l'exercice auquel elles sont liées.

Le Groupe examine chaque année s'il existe, de son point de vue, des avantages économiques ou des engagements économiques vis-à-vis des divers plans de prévoyance en faveur des collaborateurs du Groupe et les portent au bilan conformément à la Swiss GAAP RPC 16. La différence par rapport à la valeur correspondante de la période précédente est enregistrée comme frais de personnel dans le compte de résultat.

L'examen annuel est effectué sur la base des contrats, des comptes annuels (dont la date de clôture ne remonte pas à

BILAN CONSOLIDÉ

au 31 décembre 2010 (en milliers de CHF)

	Notes	2010	2009	Variations (en milliers de CHF)	Variations (en %)
ACTIFS					
Liquidités	18	328'350	2'903'433	(2'575'083)	(88.7)
Créances résultant de papiers monétaires	1, 18	118'006	22'978	95'028	413.6
Créances sur les banques	2, 18	8'611'002	7'020'347	1'590'655	22.7
Créances sur la clientèle	3, 18	1'637'772	1'429'468	208'304	14.6
Créances hypothécaires	3, 18	14'177	11'569	2'608	22.5
Total des avances à la clientèle	4, 20	1'651'949	1'441'037	210'912	14.6
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	5, 18	33'160	54'917	(21'757)	(39.6)
Immobilisations financières	6, 18	798'673	682'427	116'246	17.0
Participations non consolidées	7, 8	90'990	89'669	1'321	1.5
Immobilisations corporelles	8	177'212	189'182	(11'970)	(6.3)
Valeurs immatérielles	8	16'204	20'814	(4'610)	(22.1)
Comptes de régularisation		116'606	117'487	(881)	(0.7)
Autres actifs	9	358'560	197'609	160'951	81.4
Total des actifs	8, 19, 21, 22, 23	12'300'712	12'739'900	(439'188)	(3.4)
Total des créances de rang subordonné		2'498	2'518	(20)	(0.8)
Total des créances sur les participations non consolidées et les participants qualifiés	7, 14	37'638	14'032	23'606	168.2

BILAN CONSOLIDÉ

au 31 décembre 2010 (en milliers de CHF)

	Notes	2010	2009	Variations (en milliers de CHF)	Variations (en %)
PASSIFS					
Engagements résultant de papiers monétaires	18	72	3'045	(2'973)	(97.6)
Engagements envers les banques	18	245'708	352'390	(106'682)	(30.3)
Engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements	18	7'737	7'428	309	4.2
Autres engagements envers la clientèle	11, 18	10'099'216	10'552'766	(453'550)	(4.3)
Total des fonds de la clientèle		10'106'953	10'560'194	(453'241)	(4.3)
Prêts des centrales d'émission gages et emprunts		-	-	-	-
Comptes de régularisation		176'706	182'295	(5'589)	(3.1)
Autres passifs	12	384'798	236'087	148'711	63.0
Correctifs de valeurs et provisions	13	61'148	91'616	(30'468)	(33.3)
Réserves pour risques bancaires généraux	13	294'967	258'048	36'919	14.3
Capital social	14	45'000	45'000	-	-
Réserves issues du capital		93'220	130'779	(37'559)	(28.7)
Réserves issues du bénéfice	15	769'977	748'056	21'921	2.9
Propres titres de participations		(56'300)	(37'929)	(18'371)	48.4
Part des intérêts minoritaires aux capitaux propres	16	28'565	33'505	(4'940)	(14.7)
Bénéfice du Groupe		149'898	136'814	13'084	9.6
dont: - part des intérêts minoritaires au bénéfice		14'123	12'375	1'748	14.1
Total des fonds propres du Groupe	17	1'325'327	1'314'273	11'054	0.8
Total des passifs	19, 21, 23	12'300'712	12'739'900	(439'188)	(3.4)
Total des engagements de rang subordonné		-	-	-	-
Total des engagements envers les participations non consolidées et les participants qualifiés		21'396	29'930	(8'534)	(28.5)

OPÉRATIONS HORS BILAN

Engagements conditionnels	4, 20, 24, 25	308'039	408'974	(100'935)	(24.7)
Engagements irrévocables	4	56'538	79'858	(23'320)	(29.2)
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	4	2'590	-	2'590	-
Crédits par engagement		-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	26				
Valeurs de remplacement positives		327'990	179'249	148'741	83.0
Valeurs de remplacement négatives		336'527	178'286	158'241	88.8
Montants des sous-jacents		22'942'462	18'444'119	4'498'343	24.4
Opérations fiduciaires	27	6'232'861	8'414'002	(2'181'141)	(25.9)

COMPTE DE RÉSULTAT

consolidé de l'exercice au 31 décembre 2010 (en milliers de CHF)

	Notes	2010	2009	Variations (en milliers de CHF)	Variations (en %)
Produit des intérêts et des escomptes	29	54'253	82'198	(27'945)	(34.0)
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce	29	401	758	(357)	(47.1)
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	29	5'070	4'708	362	7.7
Charges d'intérêts	30	5'462	21'132	(15'670)	(74.2)
Résultat des opérations d'intérêts		54'262	66'532	(12'270)	(18.4)
Produit des commissions sur les opérations de crédit		1'630	1'847	(217)	(11.7)
Produit des commissions sur les opérations de négoce de titres et les placements	31	571'652	523'918	47'734	9.1
Produit des commissions sur les autres opérations de prestations de services	32	76'047	72'005	4'042	5.6
Charges de commissions		114'731	117'176	(2'445)	(2.1)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services		534'598	480'594	54'004	11.2
Résultat des opérations de négoce	33	95'816	97'731	(1'915)	(2.0)
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		11	(53)	64	-
Produit total des participations		22'834	19'596	3'238	16.5
dont : - participations prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence		17'364	15'056	2'308	15.3
- autres participations non consolidées		5'470	4'540	930	20.5
Résultat des immeubles		1'206	1'181	25	2.1
Autres produits ordinaires	34	15'479	14'977	502	3.4
Autres charges ordinaires		473	670	(197)	(29.4)
Autres résultats ordinaires		39'057	35'031	4'026	11.5
Total produits d'exploitation		723'733	679'888	43'845	6.4
Charges de personnel	35	372'205	349'376	22'829	6.5
Autres charges d'exploitation	36	127'815	118'650	9'165	7.7
Total charges d'exploitation		500'020	468'026	31'994	6.8
Bénéfice brut		223'713	211'862	11'851	5.6
Amortissements sur l'actif immobilisé	8, 37	34'697	35'154	(457)	(1.3)
Correctifs de valeurs, provisions et pertes	38	10'212	11'917	(1'705)	(14.3)
Résultat intermédiaire		178'804	164'791	14'013	8.5
Produits extraordinaires	39	40'747	46'310	(5'563)	(12.0)
Charges extraordinaires	39	42'184	41'494	690	1.7
Impôts	40	27'469	32'793	(5'324)	(16.2)
Bénéfice du Groupe	41, 42, 43	149'898	136'814	13'084	9.6
dont : - part des intérêts minoritaires au bénéfice		14'123	12'375	1'748	14.1

TABLEAU DE FINANCEMENT

consolidé au 31 décembre 2010 (en milliers de CHF)

	2010 Sources de fonds	2010 Emplois de fonds	2010 Solde	2009 Sources de fonds	2009 Emplois de fonds	2009 Solde
Bénéfice du Groupe	149'898	-		136'814	-	
Amortissements sur l'actif immobilisé	34'697	-		35'154	-	
Comptes de régularisation actifs	881	-		27'472	-	
Comptes de régularisation passifs	-	5'589		-	55'647	
Correctifs de valeurs et provisions	-	30'468		-	23'356	
Réserves pour risques bancaires généraux	36'919	-		35'065	-	
Dividende de l'exercice précédent		81'000			108'000	
Autres variations des réserves et des intérêts minoritaires	-	57'204		-	(404)	
Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne)	222'395	174'261	48'134	234'505	186'599	47'906
Capital						
Réserves issues du capital	-	37'559		-	2'418	
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres	-	37'559		-	2'418	
Participations non consolidées	-	2'791		-	2'546	
Immeubles	-	-		-	2'434	
Autres immobilisations corporelles	-	25'052		-	17'980	
Valeurs immatérielles	-	6'214		-	11'530	
Variation de change	14'619	-		35	-	
Flux de fonds des mutations dans l'actif immobilisé	14'619	34'057	(19'438)	35	34'490	(34'455)
Créances résultant de papiers monétaires	-	95'028		14'541	-	
Engagements résultant de papiers monétaires	-	2'973		2'984	-	
Opérations sur papiers monétaires	-	98'001	(98'001)	17'525	-	17'525
Créances sur les banques	-	1'590'655		-	1'233'205	
Engagements envers les banques	-	106'682		-	87'908	
Immobilisations financières	-	116'246		-	190'152	
Activités bancaire et de négoce	-	1'813'583	(1'813'583)	-	1'511'265	(1'511'265)
Créances sur la clientèle	-	208'304		189'540	-	
Créances hypothécaires	-	2'608		-	2'925	
Fonds d'épargne et de placement	309	-		-	1'060	
Autres engagements envers la clientèle	-	453'550		289'604	-	
Obligations de caisse	-	-		-	-	
Opérations avec la clientèle	309	664'462	(664'153)	479'144	3'985	475'159
Autres actifs	-	160'951		419'306	-	
Autres passifs	148'711	-		-	436'075	
Autres postes du bilan	148'711	160'951	(12'240)	419'306	436'075	(16'769)
Liquidités	2'575'083	-		1'000'663	-	
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	21'757	-		23'653	-	
Etat des liquidités	2'596'840	-	2'596'840	1'024'316	-	1'024'316
Flux de fonds de l'activité bancaire	2'745'860	2'736'997	8'863	1'940'291	1'951'325	(11'034)
Total des sources et emplois de fonds	2'982'874	2'982'874		2'174'831	2'174'831	

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

COMMENTAIRES RELATIFS À L'ACTIVITÉ ET MENTION DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL

La Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. est une banque universelle spécialisée dans la gestion de patrimoines de clients privés et institutionnels. Elle est membre de la Bourse électronique suisse.

L'effectif du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild converti en emploi à temps complet, s'élevait à la fin de l'exercice à 1604 collaborateurs comparés à 1570 collaborateurs pour l'exercice précédent.

Le Groupe, au travers de ses entités en Suisse et à l'étranger exécute pour le compte de sa clientèle l'ensemble des opérations usuellement proposées par les banques de gestion de patrimoines. La gestion de fortune, les opérations relatives aux dépôts fiduciaires, le trafic de paiements ainsi que le négoce de titres, de métaux précieux et de dérivés pour le compte de la clientèle représentent l'essentiel des opérations de commissions et de prestations de service. Le Groupe fournit également des prestations de service dans le domaine de la direction et de l'administration de fonds de placements.

En outre, le Groupe pratique pour son propre compte un négoce actif de titres de créance, de titres de participation, de devises, de métaux précieux ainsi que d'instruments financiers dérivés. Le négoce des matières premières et des marchandises ne fait pas partie de ses activités.

PRINCIPES COMPTABLES ET PRINCIPES D'ÉVALUATION

Les principes généraux de consolidation et d'évaluation sont mentionnés séparément.

Les actifs et passifs ainsi que les affaires hors bilan publiés sous une même rubrique font toujours l'objet d'une évaluation individuelle.

DESCRIPTION DU SYSTÈME DE CONTRÔLE ET DE GESTION DES RISQUES

GESTION DES RISQUES

Politique des risques

La Banque Privée Edmond de Rothschild SA, Genève (ci-après «la Banque»), a la responsabilité de surveiller, d'administrer et de contrôler le Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild (ci-après «le Groupe») dont elle est la maison mère.

Une politique des risques commune établie par la Banque et approuvée par le Conseil d'Administration détermine les principes généraux auxquels les entités du Groupe sont soumises. Dans ce contexte, et dans le cadre des réglementations locales, chaque filiale met en place sa propre structure visant à identifier, limiter et contrôler les risques auxquels elle est exposée.

Fort de sa culture du risque, la Banque maintient un dispositif de gestion des risques doté de ressources suffisantes, en nombre et en qualité, tant du point de vue humain que technique. L'organisation de la gestion des risques se résume comme suit :

- Le Conseil d'Administration décide des éléments constitutifs de la gestion des risques et de la stratégie de prise de risque du Groupe ;
- Le Comité d'Audit surveille et évalue le fonctionnement de la gestion des risques. Il exerce un contrôle périodique sur les risques par l'examen des états préparés à intervalles réguliers ou à la demande par la fonction « Contrôle et Gestion des Risques » ;
- La Direction Générale est responsable de la mise en place de procédures destinées à l'identification, l'évaluation, l'analyse et le contrôle de l'ensemble des risques pris par la Banque et le Groupe. Elle veille, avec l'assistance du Comité des Risques, d'une part, à l'application de la politique des risques arrêtée par le Conseil d'Administration et, d'autre part, à ce que toutes les informations importantes sur la situation de risques de la Banque/Groupe soient collectées, traitées et notifiées à son organe de haute direction et de surveillance ;
- Les Responsables de Départements ont la charge d'anticiper, prévenir et de gérer les principaux événements susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs inhérents à leurs activités et aux processus opérationnels qui les sous-tendent ;
- Le Responsable des Risques assure la transposition des principes et des méthodes de gestion des risques dans les processus décisionnels et opérationnels. Il contrôle l'exposition aux risques et surveille le respect des limites y relatives. Il fait rapport sur la situation de risques de la Banque/Groupe. La fonction « Contrôle et Gestion des Risques » est exercée auprès des différentes entités du Groupe et rend compte régulièrement de ses activités au Responsable des Risques de la Banque, maison mère du Groupe.

Risques de liquidité et de taux d'intérêt

Le **risque de liquidité** correspond au risque que le Groupe ne soit pas en mesure de satisfaire à ses besoins en flux de trésorerie et en sûretés, présents et futurs, attendus et inattendus, sans nuire à ses opérations journalières ou à sa situation financière. Le **risque de taux d'intérêt** réside dans la vulnérabilité de la fortune ou de la marge d'intérêt nette du Groupe à une évolution défavorable des taux d'intérêt du marché.

La Banque et le Groupe n'ont pas pour objectif de tirer profit de leur rôle de transformation d'échéance et de s'exposer au risque de liquidité. Ils adoptent une attitude prudente dans la gestion de leur trésorerie en choisissant des contreparties de 1^{ère} qualité et des échéances de courte durée. Ils privilégient le respect de leurs engagements vis-à-vis de la clientèle, tant en situation normale que de stress, et recherchent la concordance, tant sur la durée que sur l'échéance, de leurs ressources et de leurs emplois.

L'évaluation du risque de liquidité et des positions/échéances de taux d'intérêt s'effectue en fonction de techniques modernes de gestion du bilan et à l'aide d'outils informatiques dédiés. Un Comité opérationnel – ALM (Asset & Liability Management) – définit et veille à la mise en œuvre des règles relatives à la gestion des risques de liquidité, de taux d'intérêt et de change. Il a en outre pour mission d'optimiser la gestion de la trésorerie et d'assurer la gestion structurelle du bilan.

Risque de crédit

Le **risque de crédit** correspond au risque qu'un client ou une contrepartie bancaire soit dans l'impossibilité d'honorer une obligation envers le Groupe.

Contreparties bancaires

Les contreparties bancaires avec lesquelles le Groupe collabore font l'objet d'une analyse financière approfondie et de critères de sélection exigeants. Les expositions sur les contreparties bancaires sont suivies quotidiennement par une structure de contrôle permanente et les limites accordées font l'objet de mises à jour périodiques ou immédiates si la dégradation des conditions financières de certaines d'entre elles l'exige. Afin de minimiser le risque de crédit sur les contreparties bancaires, le Groupe privilégie les opérations de reverse repo et le placement des liquidités auprès des banques centrales. Le système de limites et la surveillance du risque de concentration sur les contreparties bancaires s'étendent à l'ensemble des entités du Groupe.

Clientèle

Les opérations de crédit octroyées à la clientèle concernent essentiellement des avances sur titres à court terme et accessoirement des prêts liés aux activités de la clientèle sous gestion. Ces facilités de crédit font l'objet d'une analyse et d'un taux d'avance en fonction de critères stricts en termes de liquidité, valorisation, diversification couverture géographique et notation. La surveillance et le contrôle quotidiens de l'exposition au risque de crédit sont effectués par un service spécifique qui en assure également l'administration.

Risque de marché

Le **risque de marché** réside dans la vulnérabilité de la situation financière du Groupe à une évolution défavorable des cours du marché, en particulier du prix du sous-jacent et de sa volatilité implicite (devises, titres de participations, métaux précieux et matières premières).

Le Groupe est peu actif en matière de négoce pour propre compte de valeurs mobilières. S'agissant du marché des devises et des métaux précieux, il opère essentiellement pour le compte de sa clientèle et ne prend que de faibles positions pour son compte propre. Les limites accordées aux opérateurs sont modestes et les expositions font l'objet d'un suivi quotidien, à l'aide d'outils informatiques, par une fonction indépendante de gestion des risques et/ou de contrôle interne.

Risque opérationnel

Le **risque opérationnel** correspond à la perte potentielle que le Groupe est susceptible de subir suite à l'inadéquation ou la défaillance de procédures internes, de personnes, de systèmes d'information ou d'événements extérieurs.

Eu égard à leurs activités de gestion de patrimoine, les entités du Groupe ont une politique visant à atténuer et contrôler les principaux risques opérationnels suivants auxquels ils pourraient faire face :

- la fraude interne et externe ;
- la négligence aux normes applicables au devoir de confidentialité et/ou de protection du secret bancaire ;
- les pratiques défaillantes concernant la gestion des actifs de la clientèle et de véhicules de placement collectifs ;
- l'interruption de l'activité induite par des défaillances de systèmes ou d'autres causes extraordinaires.

La fonction « Contrôle et Gestion des Risques » comprend une cellule dédiée aux risques opérationnels. Destinée à mettre en exergue les améliorations possibles du dispositif de gestion des risques et du contrôle interne, elle a notamment pour mission :

- d'élaborer la méthodologie de gestion des risques opérationnels, en fonction notamment des éléments constitutifs de Bâle II, de la soumettre pour validation au Comité des Risques et d'assurer sa mise en place/à jour ;
- de collecter les incidents opérationnels, de les analyser et d'apprécier les mesures visant à éviter leur survenance à l'avenir.

Cette cellule opère avec un service en charge d'apprécier et de garantir la pertinence et l'efficacité du système de Contrôle interne en vigueur. Elle utilise également un outil informatique dédié et déployé dans le Groupe. En outre, elle rend compte périodiquement, ou lorsque les circonstances l'exigent, à la Direction Générale sur la situation des risques opérationnels et les incidents.

En fonction de situations de crises retenues par la Banque susceptibles de créer une rupture, totale ou partielle, des processus opérationnels, un plan et une organisation de continuité des activités ont été définis. Une infrastructure et des moyens techniques/humains ont été déployés afin de permettre aux fonctions critiques de travailler en mode dégradé et de revenir à la normale dans les plus brefs délais. Eu égard aux objectifs de continuité visés par la Banque en cas de sinistre ou d'événement majeur, le développement de ce plan sera poursuivi au cours de l'exercice 2011.

EXTERNALISATION D'ACTIVITÉS (OUTSOURCING)

Le Groupe ne fait pas appel à des prestations relevant de l'outsourcing au sens de la circulaire 2008/7 de la FINMA.

		2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations (en %)	
1	Créances résultant de papiers monétaires	Total	118'006	22'978	413.6
	Rescriptions et bons du trésor		118'006	22'974	413.7
	Autres effets de change et papiers monétaires		-	4	(100.0)
			118'006	22'978	
2	Créances sur les banques	Total	8'611'002	7'020'347	22.7
	Créances sur les banques		2'489'889	1'800'726	38.3
	Reverse repo		6'121'113	5'219'621	17.3
			8'611'002	7'020'347	
3	Avances à la clientèle	Total	1'651'949	1'441'037	14.6
	Comptes courants débiteurs		655'936	643'553	1.9
	Avances et prêts à terme fixe		781'836	777'915	0.5
	Reverse repo		200'000	-	-
	Collectivités de droit public		-	8'000	(100.0)
	Total des créances sur la clientèle		1'637'772	1'429'468	14.6
	Créances hypothécaires		14'177	11'569	22.5
			1'651'949	1'441'037	

Les comptes courants débiteurs, avances et prêts à terme fixe ainsi que les créances hypothécaires figurent à leur valeur nominale, déduction faite des correctifs de valeurs commandés par les circonstances.

	Garanties hypothécaires	Autres garanties	En blanc	Total
4 Nature des couvertures (en milliers de CHF)				
Prêts				
Créances sur la clientèle	12'431	1'495'728	129'612	1'637'772
Créances hypothécaires :				
- immeubles d'habitation	14'177	-	-	14'177
Total 2010	26'608	1'495'728	129'612	1'651'949
2009	11'569	1'079'544	349'924	1'441'037
Opérations hors bilan				
Engagements conditionnels	-	283'450	24'589	308'039
Engagements irrévocables	-	54'658	1'880	56'538
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	-	-	2'590	2'590
Total 2010	-	338'108	29'059	367'167
2009	-	393'785	95'047	488'831

	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Correctifs de valeurs individuels
Prêts compromis : (en milliers de CHF)				
Total 2010	14'233	-	14'233	14'224
2009	14'838	-	14'838	14'838

Les créances compromises, c'est-à-dire les créances pour lesquelles il est peu vraisemblable que le débiteur soit en mesure de faire face à ses engagements futurs sont évaluées individuellement et la dépréciation de valeur est couverte par des correctifs de valeurs individuels. Les opérations hors bilan tels qu'engagements fermes, garanties et instruments financiers dérivés sont également compris dans cette évaluation. Une créance est considérée comme compromise lorsque des indices probants rendent les paiements contractuels futurs dus au titre du capital et/ou des intérêts peu vraisemblables ou, au plus tard, lorsque ces paiements sont en retard depuis plus de 90 jours. Les intérêts échus depuis 90 jours sont dits en souffrance. Le Groupe renonce à comptabiliser au compte de résultat les intérêts en souffrance et les intérêts compromis et les comptabilise directement à la rubrique « Correctifs de valeurs et provisions ».

		2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations (en %)	
5	Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	Total	33'160	54'917	(39.6)
	Titres de créances		7'285	22'751	(68.0)
	dont : - cotés		7'285	22'472	(67.6)
	Titres de participation		25'875	32'166	(19.6)
			33'160	54'917	

Les valeurs négociables sont inscrites à la juste valeur à la date du bilan (valeurs négociées auprès d'une bourse reconnue ou sur un marché représentatif; si ces conditions font défaut, les titres sont alors évalués selon le principe de la valeur la plus basse); les plus ou moins-values sont enregistrées au compte «Résultat des opérations de négoce». Concernant la présentation au bilan des propres titres de participation, voir **note 17**.

		2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations (en %)	
6	Immobilisations financières	Total	798'673	682'427	17.0

	2010 Valeur comptable	2010 Juste valeur	2009 Valeur comptable	2009 Juste valeur
Titres de créances	239'000	241'512	186'737	190'274
<i>dont : - destinés à être conservés jusqu'à l'échéance</i>	160'042	161'281	132'129	134'222
<i>- portés au bilan selon le principe de la valeur la plus basse</i>	78'958	80'231	54'608	56'052
Titres de participation	27'725	35'244	28'299	33'486
<i>dont : - participations qualifiées (au minimum 10 % du capital ou des voix)</i>	-	-	-	-
Métaux précieux	531'948	531'948	467'391	467'391
	798'673	808'704	682'427	691'150
<i>dont : - titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	168'854	-	116'172	-

Les titres productifs d'intérêts destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont évalués selon l'«accrual method». Les agios et disagios correspondants sont délimités sur la durée, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance de l'emprunt. Les titres productifs d'intérêts qui ne sont pas destinés à être conservés jusqu'à l'échéance et les titres de participation sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse. Lorsque la valeur de marché des titres cotés est inférieure à la valeur d'acquisition, respectivement à la valeur de l'actif net des sociétés émettrices de titres non cotés, la différence est comptabilisée sous le compte de charge «Autres charges ordinaires». Les métaux précieux détenus en contrepartie des engagements clients sous forme de métaux sont évalués à la juste valeur. Concernant la présentation au bilan des propres titres de participation, voir **note 17**.

La rubrique titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidité était sous-évaluée de CHF 30.4 millions en 2009 et a été corrigée dans les chiffres comparatifs cette année.

		2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations (en %)
7 Participations non consolidées	Total	90'990	89'669	1.5
Participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence		44'708	41'989	6.5
Autres participations non consolidées		46'282	47'680	(2.9)
		90'990	89'669	
Le poste « Participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence » comprend les participations significatives détenues entre 20 et 50 % par le Groupe.				
Différences de première mise en équivalence :				
- passives, comprises dans les « Réserves issues du bénéfice »		2'365	2'372	
- actives, figurant sous « Valeurs immatérielles »		-	-	
Sociétés inscrites au bilan selon la méthode de la mise en équivalence:				
- La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A., Meyrin, détenue par :				
Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A., Lugano (17.34 %)				
et Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève (17.34 %)				
Total du capital-actions CHF 11'534'000				
- A.C.H. Management S.A., Luxembourg, détenue par :				
Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève (27 %),				
Edmond de Rothschild Limited, Londres (10 %)				
et par Edmond de Rothschild International Funds Ltd, Bermudes (1 %)				
Total du capital-actions USD 87'590				
- LCF EdR Nikko Cordial, Japon, détenue par :				
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg (50 %)				
Total du capital-actions JPY 100'000'000				
- L.C.H. Investment NV, Antilles Néerlandaises, détenue par :				
Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève (43 %)				
Edmond de Rothschild Limited, Londres (0.5 %)				
et par Edmond de Rothschild International Funds Ltd, Bermudes (0.5 %)				
Total du capital-actions USD 2'000				
Créances et engagements envers les participations mises en équivalence :				
Créances sur la clientèle		-	24	
Comptes de régularisation		203	6	
Total des créances		203	30	576.7
Autres engagements envers la clientèle		18'591	27'395	
Comptes de régularisation		119	-	
Total des engagements		18'710	27'395	(31.7)
Les autres participations sont évaluées selon le principe de la valeur d'acquisition, déduction faite d'éventuels amortissements à caractère de « write-off » destinés à prendre en compte des moins-values permanentes; les autres moins-values sont enregistrées au compte de bilan « Correctifs de valeurs et provisions » et au compte de résultat correspondant.				
Créances et engagements envers les participations majoritaires exclues de la consolidation :				
Créances sur les banques		-	-	
Total des créances		-	-	-
Autres engagements envers la clientèle		-	-	
Total des engagements		-	-	-

Valeurs d'acquisition
au 1^{er} janvier 2010

Amortissements cumulés
au 1^{er} janvier 2010

Valeurs du Groupe
au 1^{er} janvier 2010

8 Présentation de l'actif immobilisé (en milliers de CHF)

Participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence	41'989	-	41'989
Autres participations	48'127	(447)	47'680
Participations non consolidées	90'116	(447)	89'669
Immeubles à l'usage de la Banque	167'854	(42'308)	125'546
Autres immeubles	13'200	(3'496)	9'704
Autres immobilisations corporelles	235'166	(181'234)	53'932
Immobilisations corporelles	416'220	(227'038)	189'182
Goodwill	74'977	(67'884)	7'093
Autres valeurs immatérielles	85'949	(72'228)	13'721
Valeurs immatérielles	160'926	(140'112)	20'814

2010
(en milliers de CHF)

2009
(en milliers de CHF)

Valeur d'assurance incendie des immeubles à l'usage de la Banque	172'599	149'763
Valeur d'assurance incendie des autres immeubles	13'207	13'177
Valeur d'assurance incendie des autres immobilisations corporelles	116'740	118'307
Engagement : termes de leasing futurs résultant de leasing d'exploitation	-	-

Immobilisations corporelles

Les augmentations ou diminutions de valeur des participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence figurent sous « Investissements » ou respectivement sous « Désinvestissements ».

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisées durant plus d'une période comptable et qui sont supérieures à la limite inférieure d'activation, sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition. Les investissements dans des immobilisations corporelles existantes sont activés si la valeur de marché ou d'usage est durablement augmentée ou s'ils entraînent une augmentation notable de la durée de vie.

Lors de l'évaluation postérieure, les immobilisations corporelles sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction des amortissements cumulés. Les amortissements sont effectués selon un plan sur toute la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié. Les amortissements effectués selon un plan de même que les amortissements supplémentaires, non planifiés, sont comptabilisés au débit de la rubrique « Amortissements sur l'actif immobilisé » du compte de résultat. Lorsque la raison ayant motivé un amortissement non planifié cesse d'exister, le Groupe procède à une réévaluation.

Les immeubles ainsi que les autres immobilisations corporelles se composant du mobilier, du matériel et de l'équipement (y compris les travaux d'aménagement des immeubles) sont amortis selon leur nature sur la base de leur valeur résiduelle pendant leur durée d'utilisation, selon la législation du pays de domicile de la société.

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la rubrique « Produits extraordinaires », les pertes à la rubrique « Charges extraordinaires ».

Goodwill

Si le coût total d'une acquisition est plus élevé que les actifs nets repris, évalués selon les principes du Groupe, la différence est considérée comme goodwill acquis et activée. Les différences actives de première consolidation et de mise en équivalence des sociétés intégrées font l'objet d'un amortissement linéaire amorti au compte de résultat.

Autres valeurs immatérielles

Les autres valeurs immatérielles acquises sont portées au bilan dès lors qu'il est prévu que ces valeurs procureront des avantages économiques futurs au Groupe pendant plusieurs années. Les autres valeurs immatérielles que le Groupe a lui-même créées ne sont pas portées au bilan. Elles sont évaluées et inscrites au bilan au coût d'acquisition et sont amorties au compte de résultat sur la base de leur valeur résiduelle pendant leur durée d'utilisation. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié.

Variations de change	Changement d'affectation	Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestissements et sorties du périmètre de consolidation	Amortissements, y compris modifications du périmètre	Valeurs du Groupe au 31 décembre 2010
29	-	3'101	(411)	-	44'708
(1'500)	-	124	(22)	-	46'282
(1'471)	-	3'225	(433)	-	90'990
(6'513)	-	-	-	(2'564)	116'469
-	-	-	-	(291)	9'413
(5'166)	(4)	25'222	(166)	(22'487)	51'330
(11'679)	(4)	25'222	(166)	(25'342)	177'212
-	-	-	-	(2'106)	4'987
(1'469)	4	6'210	-	(7'249)	11'217
(1'469)	4	6'210	-	(9'355)	16'204

		2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations (en %)	
9	Autres actifs	Total	358'560	197'609	81.4
	Valeurs de remplacement positives des instruments financiers dérivés		330'647	179'250	84.5
	Autres		27'913	18'359	52.0
			358'560	197'609	

	2010	2010	2009	2009
	Valeur comptable des actifs	Engagements effectifs correspondants	Valeur comptable des actifs	Engagements effectifs correspondants
10 Actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements et actifs faisant l'objet d'une réserve de propriété (en milliers de CHF)				
Titres remis en nantissement auprès de la Chambre de la Bourse et en garantie du trafic des paiements	17'451	-	22'065	-
Cédules hypothécaires mises en gage pour propres immeubles	-	-	-	-
Autres	7'864	-	9'387	-
Actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements	25'315	-	31'452	-
Actifs faisant l'objet d'une réserve de propriété	-	-	-	-
Total des limitations du droit de propriété pour engagements propres	25'315	-	31'452	-

	2010	2009
Opérations de prêt et de pension effectuées avec des titres		
Prétentions découlant de la mise en gage de « cash » lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension	6'321'113	5'219'618
Engagements découlant du « cash » reçu lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension	-	-
Titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opération de mise en pension	-	-
dont : - ceux pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	-	-
Titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	6'453'090	5'254'603
dont : - titres ci-dessus aliénés ou remis à un tiers en garantie	-	-

Les droits reçus ou payés en relation avec les opérations de prêts de titres sont délimités sur la durée des opérations et comptabilisés comme produits ou charges d'intérêts. Les transactions reverse repo sont utilisées en relation avec la gestion de la trésorerie. Elles sont enregistrées comme avances garanties par des titres de premières qualités. Le produit des intérêts des opérations de revente et les charges des intérêts des opérations de rachat sont délimités sur la durée des transactions sous-jacentes.

		2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations (en %)	
11	Engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle	Total	40'627	22'170	83.3

Les engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle (fondations paritaires et patronales) figurent sous le compte « Autres engagements envers la clientèle ».

12	Autres passifs	Total	384'798	236'087	63.0
	Valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés		336'527	178'286	88.8
	Autres		48'271	57'801	(16.5)
			384'798	236'087	

	Etat fin 2009	Utilisations et dissolutions conformes à leur but	Modifications du périmètre de consolidation	Recouvrements, intérêts compromis, différences de change	Nouvelles constitutions à charge du compte de résultat	Dissolutions au profit du compte de résultat	Etat fin 2010
13 Correctifs de valeurs et provisions							
Réserves pour risques bancaires généraux (en milliers de CHF)							
Provisions pour impôts latents	39'378	-	-	(1'759)	933	(1'984)	36'568
Correctifs de valeurs et provisions pour risques de défaillance et autres risques :							
- correctifs de valeurs et provisions pour risques de défaillance (risques de recouvrement et risques-pays)	18'368	(203)	-	(483)	1'010	(963)	17'729
- correctifs de valeurs et provisions pour autres risques d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-
- autres provisions	48'707	(3'869)	-	(2'577)	5'486	(26'673)	21'074
Sous-total	67'075	(4'072)	-	(3'060)	6'496	(27'636)	38'803
Total des correctifs de valeurs et provisions	106'453	(4'072)	-	(4'819)	7'429	(29'620)	75'371
Moins correctifs de valeurs compensés directement à l'actif :	14'837						14'224
<i>dont : - clientèle</i>	<i>14'837</i>						<i>14'224</i>
Total des correctifs de valeurs et provisions selon le bilan	91'616						61'148
Réserves pour risques bancaires généraux	258'048	(3)	-	-	41'163	(4'241)	294'967

En application du principe de prudence, le Groupe constitue des correctifs de valeurs et des provisions individuels pour tous les risques de perte reconnaissables. Les correctifs de valeurs et provisions qui, au cours d'une période comptable, ne sont plus économiquement nécessaires sont dissous et portés au compte de résultat. Les correctifs de valeurs individuels sont directement déduits des rubriques correspondantes de l'actif.

Les impôts différés sont pour la plupart liés à des écarts temporaires affectant les réserves pour risques bancaires généraux. Ils sont déterminés sur la base des taux d'impôt moyen prévisibles au moment de l'établissement du bilan. Les charges et les produits d'impôts différés sont comptabilisés au compte de résultat.

Les réserves pour risques bancaires généraux sont intégrées dans les fonds propres consolidés.

		2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations (en %)
14 Capital social	Total	45'000	45'000	-
200'000 actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.– nominal		20'000	20'000	-
50'000 actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.– nominal		25'000	25'000	-
		45'000	45'000	
Concernant les actions détenues pour compte propre, voir sous note 17 .				
Créances et engagements envers Edmond de Rothschild Holding S.A., seul actionnaire détenant une participation qualifiée dans la Maison mère :				
Créances sur la clientèle		37'435	14'002	
Total des créances		37'435	14'002	167.4
Autres engagements envers la clientèle		2'686	2'535	
Total des engagements		2'686	2'535	6.0
15 Réserves issues du bénéfice	Total	769'977	748'056	2.9
Réserves issues du bénéfice		847'966	767'663	10.5
Différences passives de consolidation et de mise en équivalence		7'225	7'232	(0.1)
Ecart de conversion cumulés		(85'214)	(26'839)	217.5
		769'977	748'056	
16 Part des intérêts minoritaires aux capitaux propres	Total	28'565	33'505	(14.7)
Part des intérêts minoritaires aux réserves issues du bénéfice		39'807	39'063	1.9
Part des intérêts minoritaires aux écarts de conversion cumulés		(11'242)	(5'559)	102.2
		28'565	33'505	

2010 2009
(en milliers de CHF) (en milliers de CHF)

17 Justification des capitaux propres

Capitaux propres au début de l'exercice

Capital social	45'000	45'000
Réserves issues du capital	130'779	133'197
Réserves issues du bénéfice (part des intérêts minoritaires aux capitaux propres compris)	781'561	692'755
dont: - écart de conversion des monnaies étrangères	(32'398)	(29'465)
Réserves pour risques bancaires généraux	258'048	222'983
Bénéfice du Groupe	136'814	201'017
Propres titres de participations	(37'929)	(42'545)
Total des capitaux propres au début de l'exercice	1'314'273	1'252'407
Augmentation / Diminution de capital	-	-
Autres Attributions / Prélèvements sur les réserves pour risques bancaires généraux	36'919	35'065
Attributions / Prélèvements sur les réserves issues du capital	(37'929)	-
Dividende	(81'000)	(108'000)
Autres attributions / Prélèvements sur les réserves issues du bénéfice	25'226	(5'894)
Bénéfice de l'exercice	149'898	136'814
Achats de propres titres de participation (au coût d'acquisition)	(18'819)	(8'926)
Ventes de propres titres de participation (au coût d'acquisition)	448	13'542
Gains ou pertes d'aliénation de propres titres de participation	370	2'198
Différences de conversion des monnaies étrangères	(64'059)	(2'933)
Total des Capitaux propres à la fin de l'exercice	1'325'327	1'314'273
dont: - capital social	45'000	45'000
- réserves issues du capital	93'220	130'779
- réserves issues du bénéfice (part des intérêts minoritaires aux capitaux propres compris)	798'542	781'561
dont: - écart de conversion des monnaies étrangères	(96'456)	(32'398)
- réserves pour risques bancaires généraux	294'967	258'048
- bénéfice du Groupe	149'898	136'814
dont: - part des intérêts minoritaires au bénéfice	14'123	12'375
- propres titres de participations	(56'300)	(37'929)

Les actionnaires minoritaires étant considérés comme des apporteurs de capitaux au Groupe, leur part est, dès lors, comprise dans les fonds propres de l'entité économique «Groupe». Au même titre, la part des tiers minoritaires au bénéfice est englobée dans le bénéfice net des sociétés intégrées dans la consolidation.

(suite annexe 17: page suivante)

(suite annexe 17)

	2010 (en nbre d'actions)	2009 (en nbre d'actions)
Propres titres de participation portés en déduction des fonds propres :		
Portefeuille de titres et de métaux précieux destinés au négoce		
- nombre de propres actions au 1 ^{er} janvier	136	115
- nombre d'actions acquises durant l'exercice	485	380
- nombre d'actions aliénées durant l'exercice	(508)	(359)
- nombre de propres actions au 31 décembre	113	136
Propres titres de participation sous les immobilisations financières		
- nombre de propres actions au 1 ^{er} janvier	1'450	1'750
- nombre d'actions acquises durant l'exercice	741	300
- nombre d'actions aliénées durant l'exercice	-	(600)
- nombre de propres actions au 31 décembre	2'191	1'450

	A vue	Dénonçables	Dans les 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 12 mois et 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
--	-------	-------------	--------------------	-----------------------	------------------------------	---------------------	-------

18 Structure des échéances de l'actif circulant, des immobilisations financières et des fonds étrangers

(en milliers de CHF)

Actif circulant

Liquidités	328'350	-	-	-	-	-	328'350
Créances résultant de papiers monétaires	-	-	118'006	-	-	-	118'006
Créances sur les banques	843'549	331'644	7'400'922	9'880	25'007	-	8'611'002
Créances sur la clientèle	-	1'070'517	138'374	368'765	23'593	36'523	1'637'772
Créances hypothécaires	-	14'177	-	-	-	-	14'177
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	33'160	-	-	-	-	-	33'160
Immobilisations financières	563'070	-	17'522	25'837	165'444	26'800	798'673
Total 2010	1'768'129	1'416'338	7'674'824	404'482	214'044	63'323	11'541'140
2009	4'226'269	1'128'991	6'248'233	194'740	165'690	161'216	12'125'139

Fonds étrangers

Engagements résultant de papiers monétaires	57	15	-	-	-	-	72
Engagements envers les banques	137'807	-	107'901	-	-	-	245'708
Engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements	-	7'737	-	-	-	-	7'737
Autres engagements envers la clientèle	9'292'150	-	756'358	40'295	5	10'408	10'099'216
Total 2010	9'430'014	7'752	864'259	40'295	5	10'408	10'352'733
2009	9'685'825	7'345	1'187'035	25'755	11	9'658	10'915'629

	2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations (en %)
19 Créances et engagements envers les sociétés liées			
Créances sur les banques	54'153	51'267	
Créances sur la clientèle	20	22	
Comptes de régularisation	2'979	2'731	
Autres actifs	15'888	1'120	
Total des créances	73'040	55'140	32.5
Engagements envers les banques	306	412	
Autres engagements envers la clientèle	5'047	7'239	
Comptes de régularisation	560	616	
Autres passifs	18'747	1'987	
Total des engagements	24'660	10'254	140.5

Les sociétés liées sont constituées par les participations majoritaires détenues par Edmond de Rothschild Holding S.A., qui ne font pas partie du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild.

	2010 Crédits	2010 Nombre de membres	2009 Crédits	2009 Nombre de membres
20 Crédits aux organes de la Banque				
Engagements pris pour le compte des organes de la Banque à titre de garantie				
Rémunérations des organes de la Banque				
Crédits accordés aux organes de la Banque : (en milliers de CHF)				
- conseils d'administration	41'209	7	16'401	2
- comités de direction	2'797	9	3'947	8
- services de l'audit interne	-	-	-	-
- organes de révision	-	-	-	-
Total	44'006	16	20'348	10

	Engagements	Nombre de membres	Engagements	Nombre de membres
Engagements pris pour le compte de ces personnes à titre de garantie : (en milliers de CHF)				
- conseils d'administration	307	4	280	3
- comités de direction	969	8	537	8
- services de l'audit interne	30	5	29	6
- organes de révision	-	-	-	-
Total	1'306	17	846	17

	2010 Suisse	2010 Etranger	2010 Total	2009 Suisse	2009 Etranger	2009 Total
21 Répartition du bilan entre la Suisse et l'étranger (en milliers de CHF)						
ACTIFS						
Liquidités	210'434	117'916	328'350	2'292'303	611'130	2'903'433
Créances résultant de papiers monétaires	99'994	18'012	118'006	1'393	21'585	22'978
Créances sur les banques	1'697'426	6'913'576	8'611'002	498'473	6'521'874	7'020'347
Créances sur la clientèle	278'239	1'359'533	1'637'772	90'945	1'338'523	1'429'468
Créances hypothécaires	14'177	-	14'177	11'569	-	11'569
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	308	32'852	33'160	215	54'702	54'917
Immobilisations financières	672'047	126'626	798'673	574'343	108'084	682'427
Participations non consolidées	81'937	9'053	90'990	78'822	10'847	89'669
Immobilisations corporelles	107'639	69'573	177'212	105'005	84'177	189'182
Valeurs immatérielles	8'657	7'547	16'204	10'902	9'912	20'814
Comptes de régularisation	20'268	96'338	116'606	6'655	110'832	117'487
Autres actifs	163'812	194'748	358'560	87'380	110'229	197'609
Total des actifs	3'354'938	8'945'774	12'300'712	3'758'005	8'981'895	12'739'900
PASSIFS						
Engagements résultant de papiers monétaires	72	-	72	3'045	-	3'045
Engagements envers les banques	7'964	237'744	245'708	18'532	333'858	352'390
Engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements	7'071	666	7'737	6'644	784	7'428
Autres engagements envers la clientèle	1'072'897	9'026'319	10'099'216	1'139'787	9'412'979	10'552'766
Comptes de régularisation	73'656	103'050	176'706	70'159	112'136	182'295
Autres passifs	242'241	142'557	384'798	165'648	70'439	236'087
Correctifs de valeurs et provisions	35'798	25'350	61'148	65'154	26'462	91'616
Réserves pour risques bancaires généraux	241'078	53'889	294'967	203'309	54'739	258'048
Capital social	45'000	-	45'000	45'000	-	45'000
Réserves issues du capital	92'289	931	93'220	129'848	931	130'779
Réserves issues du bénéfice	606'986	162'991	769'977	539'747	208'309	748'056
Propres titres de participations	(56'300)	-	(56'300)	(37'929)	-	(37'929)
Part des intérêts minoritaires aux capitaux propres	28	28'537	28'565	28	33'477	33'505
Bénéfice du Groupe	19'095	130'803	149'898	32'440	104'374	136'814
Total des passifs	2'387'875	9'912'837	12'300'712	2'381'412	10'358'488	12'739'900

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue en fonction du domicile du débiteur, du créancier et de l'émetteur de titres, obligations de caisse et emprunts. En ce qui concerne les créances garanties par gage immobilier, les créances hypothécaires et les immeubles, le lieu du gage est pris en considération.

	2010 Valeur	2010 Part en %	2009 Valeur	2009 Part en %
22 Répartition des actifs consolidés par pays / groupes de pays (en milliers de CHF)				
ACTIFS				
Suisse	3'354'938	27.3	3'758'005	29.5
Europe sans la Suisse	8'251'327	67.1	8'320'586	65.3
Amérique du Nord	165'392	1.3	166'461	1.3
Amérique du Sud	50'522	0.4	45'081	0.4
Asie, Australie, Océanie	150'707	1.2	64'359	0.5
Caraïbes	288'485	2.4	338'671	2.6
Afrique, Moyen-Orient	39'341	0.3	46'737	0.4
Total des actifs	12'300'712	100.0	12'739'900	100.0

	CHF	USD	EURO	Autres	Total
--	-----	-----	------	--------	-------

23 Bilan par monnaies (en milliers de CHF)

ACTIFS

Liquidités	209'111	192	118'929	118	328'350
Créances résultant de papiers monétaires	99'994	561	17'451	-	118'006
Créances sur les banques	1'348'490	2'762'083	3'924'461	575'968	8'611'002
Créances sur la clientèle	297'126	304'079	925'647	110'920	1'637'772
Créances hypothécaires	14'177	-	-	-	14'177
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	3'153	7'045	15'574	7'388	33'160
Immobilisations financières	235'661	9'629	21'279	532'104	798'673
Participations non consolidées	82'395	108	8'038	449	90'990
Immobilisations corporelles	113'212	42	61'296	2'662	177'212
Valeurs immatérielles	8'691	-	7'485	28	16'204
Comptes de régularisation	28'594	6'938	80'346	728	116'606
Autres actifs	334'163	348	23'950	99	358'560
Total des positions portées à l'actif	2'774'767	3'091'025	5'204'456	1'230'464	12'300'712
Prétention à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options	2'345'116	8'803'694	8'869'084	2'843'021	22'860'915
Total des actifs 2010	5'119'883	11'894'719	14'073'540	4'073'485	35'161'627
Total des actifs 2009	5'005'578	10'501'865	12'890'232	2'911'707	31'309'382

PASSIFS

Engagements résultant de papiers monétaires	72	-	-	-	72
Engagements envers les banques	11'867	150'423	35'454	47'964	245'708
Engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements	7'737	-	-	-	7'737
Autres engagements envers la clientèle	1'142'065	3'312'307	4'409'409	1'235'435	10'099'216
Comptes de régularisation	73'465	2'793	86'788	13'660	176'706
Autres passifs	358'758	361	25'359	320	384'798
Correctifs de valeurs et provisions	47'094	-	14'054	-	61'148
Réserves pour risques bancaires généraux	214'078	-	53'889	-	294'967
Capital social	45'000	-	-	-	45'000
Réserves issues du capital	92'289	-	931	-	93'220
Réserves issues du bénéfice	632'845	1'604	101'290	34'238	769'977
Propres titres de participations	(56'300)	-	-	-	(56'300)
Part des intérêts minoritaires aux capitaux propres	33	915	20'148	7'469	28'565
Bénéfice du Groupe	23'275	768	119'859	5'996	149'898
Total des positions portées au passif	2'619'278	3'469'171	4'867'181	1'345'082	12'300'712
Engagements de livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options	2'612'737	8'414'799	9'079'149	2'754'230	22'860'915
Total des passifs 2010	5'232'015	11'883'970	13'946'330	4'099'312	35'161'627
Position nette par devise	(112'132)	10'749	127'210	(25'827)	-
Total des passifs 2009	5'105'778	10'468'515	12'815'269	2'919'820	31'309'382

		2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations (en %)
24 Engagements conditionnels	Total	308'039	408'974	(24.7)
Garanties irrévocables émises sous forme d'aval, cautionnements et garanties (y compris les engagements par garantie sous forme d'accréditifs irrévocables), engagements par endossement d'effets réescomptés et garanties de remboursement d'acomptes		249'345	344'391	(27.6)
Garanties de prestations de garantie telles que garanties de soumission, de livraison et d'exécution, « letters of indemnity » et autres prestations de garantie (y compris les prestations de garantie sous forme d'accréditifs irrévocables)		58'694	64'583	(9.1)
		308'039	408'974	
Concernant les engagements pris pour le compte des organes de la Banque à titre de garantie, voir sous note 20 . La présentation de ces éléments dans les opérations hors bilan se fait à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, le Groupe constitue des provisions dans les passifs du bilan.				
25 Obligations de garantie en faveur de tiers	Total	308'039	408'974	(24.7)
Cautionnements		4'784	3'332	(43.6)
Garanties		303'255	405'642	(25.2)
		308'039	408'974	

26 Instruments financiers dérivés ouverts (en milliers de CHF)

	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Montants des sous-jacents	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Montants des sous-jacents
Instruments financiers dérivés ouverts (en milliers de CHF)						
Instruments sur taux d'intérêt						
Contrats à terme y compris FRAs	-	-	-	-	-	-
Swaps	307	-	18'714	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	-	-	-	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Devises / métaux précieux						
Contrats à terme	215'505	303'038	19'457'515	-	-	-
Swaps combinés d'intérêts et de devises	102'511	23'855	3'027'532	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	5'913	5'880	388'080	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Titres de participation / indices						
Contrats à terme	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	3'754	3'754	50'621	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Autres						
Contrats à terme	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	-	-	-	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Total avant impact des contrats de netting:						
2010	327'990	336'527	22'942'462	-	-	-
2009	179'249	178'286	18'444'119	-	-	-
	Valeurs de remplacement positives (cumulées)			Valeurs de remplacement négatives (cumulées)		
Total après impact des contrats de netting:						
2010	327'990			336'527		
2009	179'249			178'286		

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Les valeurs de remplacement positives et négatives correspondent aux avoirs, respectivement aux engagements de la Banque en cas de conclusion avec d'autres contreparties de contrats de remplacement identiques aux contrats de base. Les valeurs de remplacement positives et négatives figurent au bilan sous « Autres actifs », respectivement « Autres passifs » et dans le compte de résultat sous « Résultat des opérations de négoce ». La juste valeur découle soit du prix

résultant d'un marché efficient et liquide, soit du prix offert par les teneurs de marché, soit du prix établi à l'aide de modèles d'évaluation. Les montants des sous-jacents correspondent à la part créancière des achats et des ventes d'instruments dérivés pour compte propre ou pour la clientèle (volume des contrats).

(suite annexe 26 : page suivante)

(suite annexe 26)

	2010 Valeurs de remplacement positives	2010 Valeurs de remplacement négatives	2010 Montants des sous-jacents	2009 Valeurs de remplacement positives	2009 Valeurs de remplacement négatives	2009 Montants des sous-jacents
Instruments financiers dérivés ouverts (en milliers de CHF)						
Banques et bourses de dérivés						
- avec échéance jusqu'à un an	186'657	250'097	14'296'657	91'495	154'295	11'189'030
- avec échéance de plus d'un an	-	-	-	-	-	-
Courtiers	-	-	-	-	-	-
Clients avec couverture	141'333	86'430	8'645'805	87'754	23'991	7'255'089
Clients sans couverture	-	-	-	-	-	-
Total	327'990	336'527	22'942'462	179'249	178'286	18'444'119

		2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations (en %)
27 Opérations fiduciaires	Total	6'232'861	8'414'002	(25.9)
Placements fiduciaires auprès de banques tierces		6'020'434	8'176'727	(26.4)
Prêts fiduciaires		212'427	237'275	(10.5)
		6'232'861	8'414'002	

28 Avoirs de la clientèle			
Avoirs détenus par des fonds sous gestion propre	17'335'933	16'718'499	3.7
Avoirs sous mandat de gestion	19'740'594	20'377'753	(3.1)
Autres avoirs	55'638'121	55'107'884	1.0
Total des avoirs de la clientèle (y.c. prises en compte doubles)	92'714'648	92'204'136	0.6
dont: - prises en compte doubles	10'182'499	10'078'172	1.0
- apports/retraits nets d'argent frais	6'485'659	5'633'280	15.1

Les apports/retraits nets d'argent frais de la clientèle découlent de l'acquisition de nouveaux clients, des départs de clients ainsi que des apports et retraits de clients existants. Les modifications des avoirs dues aux performances (par ex. les modifications de cours, les paiements d'intérêts, les frais de banque et de dividendes) ne représentent pas un apport/retrait.

29	Produits des intérêts et des escomptes	Total	54'253	82'198	(34.0)
	Créances sur les banques		32'515	51'867	(37.3)
	dont: - reverse REPO		20'316	23'677	(14.2)
	Créances résultant de papiers monétaires		107	258	(58.5)
	Avances à la clientèle		21'631	30'073	(28.1)
			54'253	82'198	
	Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce		401	758	(47.1)
	Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		5'070	4'708	7.7

		2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations (en %)
30 Charges d'intérêts	Total	5'462	21'132	(74.2)
Engagements envers les banques		1'657	3'184	(48.0)
Fonds de la clientèle		3'805	17'948	(78.8)
		5'462	21'132	

31 Produit des commissions sur les opérations de négoce de titres et les placements	Total	571'652	523'918	9.1
--	--------------	----------------	----------------	------------

Cette rubrique comprend les courtages, les droits de garde reçus, les commissions résultant des opérations de gestion de fortune, les commissions de conseil et les commissions provenant des opérations de placement (prêts et dépôts fiduciaires, or, options sur devises, futures, fonds de placement, transferts de titres, opérations d'émission de titres).

L'année 2009 contient un reclassement de CHF de 4.5 millions, augmentant les produits des commissions sur les opérations de négoce de titres et placements et diminuant le résultat des opérations de négoce.

32 Produit des commissions sur les autres opérations de prestations de services	Total	76'047	72'005	5.6
--	--------------	---------------	---------------	------------

Les produits des commissions sur les autres prestations de services comprennent les frais d'administration à la charge des clients et d'autres commissions (location de coffres-forts, trafic des paiements, chèques).

33 Résultat des opérations de négoce	Total	95'816	97'731	(2.0)
Résultat sur titres (y compris instruments dérivés sur titres / indices)		30'377	42'197	(28.0)
Devises (y compris instruments dérivés sur devises)		64'769	55'056	17.6
Métaux précieux (y compris instruments dérivés sur métaux précieux)		670	478	40.1
		95'816	97'731	

Les gains et pertes de cours ainsi que le produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce sont comptabilisés dans le résultat des opérations de négoce. Le Groupe ne porte pas les frais de refinancement des portefeuilles au débit du résultat des opérations de négoce. Le résultat des emprunts et des prêts de titres est comptabilisé dans le résultat des opérations d'intérêts.

L'année 2009 contient un reclassement de CHF de 4.5 millions diminuant le résultat sur titres, voir sous **note 31**.

34 Autres produits ordinaires	Total	15'479	14'977	3.4
--------------------------------------	--------------	---------------	---------------	------------

Ce poste comprend notamment les honoraires perçus, les produits des comptes de coupons ainsi que la récupération de la TVA payée.

		2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations (en %)
35 Charges de personnel	Total	372'205	349'376	6.5
Appointements		305'772	282'684	8.2
Prestations sociales:				
- contributions sociales légales		23'203	24'574	(5.6)
- contributions aux institutions de prévoyance du personnel		27'783	26'479	4.9
Autres charges de personnel		15'447	15'639	(1.2)
		372'205	349'376	

Le poste «Appointements» comprend les salaires du personnel fixe et temporaire, les gratifications, les indemnités des administrateurs et les allocations supplémentaires.

Indications relatives aux plans de prévoyance

Les collaborateurs de la Maison mère et certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance en faveur du personnel de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. (Fondation paritaire). La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés. Les cotisations pour la couverture des risques décès et invalidité sont prises en charge par la Fondation patronale tandis que les frais administratifs sont à la charge des employeurs. La solidarité à l'intérieur du cercle des assurés est complète.

Les derniers comptes annuels révisés de la Fondation font apparaître un degré de couverture de 97.23% au 31 décembre 2009 (89.8% au 31 décembre 2008).

La bonne performance de la gestion des avoirs de la Fondation a permis d'atteindre un taux de couverture supérieur à 100% à la fin de l'exercice 2010. Le Conseil de Fondation a décidé pour l'année 2010 de rémunérer les capitaux d'épargne des actifs au taux de 1.5% et de ne pas adapter les rentes servies. Le Conseil d'Administration considère que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assurés et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour les sociétés adhérentes.

Les entités dont le personnel est assuré par la Fondation paritaire participent également à la Fondation patronale de prévoyance en faveur du personnel de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. et des sociétés connexes (Fondation patronale). La Fondation a pour but d'effectuer des versements bénévoles à la Fondation de prévoyance en faveur du personnel de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. Son financement est assuré au moyen des attributions volontaires des sociétés adhérentes. La solidarité à l'intérieur du cercle des assurés est complète.

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations).

Au 31 décembre 2010, il n'y a pas de réserve de contribution de l'employeur.

	2009 Excédent de couverture / découvert	2009 Part économique de l'entité	2008 Part économique de l'entité	Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations ajustées à la période	2009 Charges de prévoyance dans frais de personnel	2008 Charges de prévoyance dans frais de personnel
Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance (en milliers de CHF)							
Fonds patronaux / institutions de prévoyance patronales	14'156	-	-	-	5'117	5'117	4'582
Institutions de prévoyance avec excédent de couverture	(8'831)	-	-	-	21'362	21'362	16'543
Institutions de prévoyance sans actifs propres	-	-	-	-	-	-	4'613
Total					26'479	26'479	25'738

(suite annexe 35: page suivante)

(suite annexe 35)

	2010	2010	2010	2010	2009	2009	2009	2009
	En Suisse	Dans l'UE	Autres pays	Total	En Suisse	Dans l'UE	Autres pays	Total
Effectif du Groupe (nombre de collaborateurs)								
Effectif moyen	654	922	41	1'617	643	911	44	1'598
Effectif à fin décembre	670	940	39	1'649	657	910	47	1'614
Effectif du personnel à fin décembre, converti en places de travail à temps complet	647	918	39	1'604	633	892	45	1'570

		2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations (en %)
36 Autres charges d'exploitation	Total	127'815	118'650	7.7
Coût des locaux		19'753	20'844	(5.2)
Coût des installations :				
- informatique		26'983	21'763	24.0
- machines		499	454	9.9
- mobilier		841	1'114	(24.5)
- véhicules		500	542	(7.7)
Autres charges d'exploitation :				
- frais de bureau		8'704	8'784	(0.9)
- frais de communication		20'309	20'459	(0.7)
- honoraires et divers		50'226	44'690	12.4
		127'815	118'650	
37 Amortissements sur l'actif immobilisé	Total	34'697	35'154	(1.3)
Immobilisations corporelles :				
- immeubles		2'855	2'981	(4.2)
- mobilier, matériel, équipement		22'487	22'396	0.4
Valeurs immatérielles		9'355	9'777	(4.3)
		34'697	35'154	

Concernant les participations non consolidées figurant au coût d'acquisition, seules les moins-values permanentes font l'objet d'amortissements reportés sous cette rubrique, voir **note 7**.

Les mouvements des amortissements sur l'actif immobilisé sont détaillés sous **note 8**.

		2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations (en %)	
38	Correctifs de valeurs, provisions et pertes	Total	10'212	11'917	(14.3)
	Correctifs de valeurs et provisions		6'496	9'069	(28.4)
	Pertes		3'716	2'848	30.5
			10'212	11'917	

Le détail des dotations aux correctifs de valeurs et provisions figure sous **note 13**.

39	Produits et charges extraordinaires				
	Produits extraordinaires		40'747	46'310	(12.0)
	Charges extraordinaires		42'184	41'494	1.7

La rubrique produits extraordinaires contient principalement la dissolution d'autres provisions devenues non nécessaires à l'exploitation dont une dissolution d'impôts latents de CHF 14.8 millions en 2009.

La rubrique charges extraordinaires contient essentiellement la constitution de réserves pour risques bancaires généraux de CHF 41.2 millions en 2010 et de CHF 41 millions en 2009.

40	Impôts	Total	27'469	32'793	(16.2)
	Impôts courants		28'520	31'919	(10.6)
	Impôts différés		(1'051)	874	(220.3)
			27'469	32'793	

Les impôts sur le revenu sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés.

Concernant la dotation à la provision pour impôts, voir sous **note 13**.

41	Bénéfice du Groupe	Total	149'898	136'814	9.6
-----------	---------------------------	--------------	----------------	----------------	------------

La part des intérêts minoritaires au bénéfice est intégrée dans le résultat consolidé en accord avec le principe de l'unité du Groupe exposé sous **note 17**.

		2010	2009
42	Résultat par action		
	Résultat du Groupe après déduction de la part des intérêts minoritaires (en milliers de CHF)	135'775	124'439
	Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation		
	Actions au porteur (valeur nominale de CHF 500.–)	50'000	50'000
	Actions nominatives (valeur nominale de CHF 100.–)	200'000	200'000
	Moyenne pondérée du nombre d'actions pour le calcul du résultat par action (à la valeur nominale de CHF 500.–) après déduction de la détention des propres titres	87'696	88'414
	Résultat par action au porteur CHF	1'548.25	1'407.46
	Résultat par action nominative CHF	309.65	281.49

	2010 Suisse	2010 Etranger	2010 Total	2009 Suisse	2009 Etranger	2009 Total
43 Répartition du compte de résultat entre la Suisse et l'Etranger (en milliers de CHF)						
Produit des intérêts et des escomptes	22'451	31'802	54'253	23'102	59'096	82'198
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce	38	363	401	44	714	758
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	4'817	253	5'070	4'114	594	4'708
Charges d'intérêts	1'153	4'309	5'462	1'666	19'466	21'132
Résultat des opérations d'intérêts	26'153	28'109	54'262	25'594	40'938	66'532
Produit des commissions sur les opérations de crédit	933	697	1'630	1'125	722	1'847
Produit des commissions sur les opérations de négoce de titres et les placements	230'742	340'910	571'652	239'660	284'258	523'918
Produit des commissions sur les autres opérations de prestations de services	28'907	47'140	76'047	29'300	42'705	72'005
Charges de commissions	44'613	70'118	114'731	57'815	59'361	117'176
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	215'969	318'629	534'598	212'270	268'324	480'594
Résultat des opérations de négoce	42'944	52'872	95'816	39'083	58'648	97'731
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	(833)	844	11	(109)	56	(53)
Produit total des participations	18'549	4'285	22'834	16'740	2'856	19'596
Résultat des immeubles	792	414	1'206	780	401	1'181
Autres produits ordinaires	10'173	5'306	15'479	9'719	5'258	14'977
Autres charges ordinaires	451	22	473	42	628	670
Autres résultats ordinaires	28'230	10'827	39'057	27'088	7'943	35'031
Charges de personnel	187'772	184'433	372'205	171'330	178'046	349'376
Autres charges d'exploitation	59'690	68'125	127'815	52'995	65'655	118'650
Charges d'exploitation	247'462	252'558	500'020	224'325	243'701	468'026
Bénéfice brut	65'834	157'879	223'713	79'710	132'152	211'862
Amortissements sur l'actif immobilisé	21'796	12'901	34'697	19'014	16'140	35'154
Correctifs de valeurs, provisions et pertes	2'802	7'410	10'212	6'803	5'114	11'917
Résultat intermédiaire	41'236	137'568	178'804	53'893	110'898	164'791
Produits extraordinaires	28'181	12'566	40'747	22'976	23'334	46'310
Charges extraordinaires	38'251	3'933	42'184	29'576	11'918	41'494
Impôts	12'071	15'398	27'469	14'854	17'939	32'793
Bénéfice du Groupe	19'095	130'803	149'898	32'439	104'375	136'814

La répartition entre la Suisse et l'Etranger s'effectue selon le principe du domicile de l'exploitation.

Léonard de Vinci
(Vinci, 1452 – Amboise, 1519)

*Joute de cavaliers contre un dragon,
trois chevaux allant au pas
et étude de cavalier*

Rapport de gestion

Banque Privée Edmond
de Rothschild S.A., Genève

- 104 Chiffres-clés
- 105 Rapport du Conseil d'Administration
- 110 Rapport de l'Organe de Révision
- 112 Bilan avant répartition du bénéfice
- 114 Compte de résultat
- 115 Annexe aux comptes annuels



Léonard de Vinci
(Vinci, 1452 – Amboise, 1519)

Joute de cavaliers contre un dragon, trois chevaux allant au pas et étude de cavalier
Plume et encre brune, lavis brun, 19.4 x 12.3 cm
Collection Edmond de Rothschild

CHIFFRES-CLÉS

de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève

	2010	2009	Variations (en CHF)	Variations en %
Bilan (en milliers de CHF)				
Créances sur les banques	3'551'089	2'531'441	1'019'648	40.3
Avances à la clientèle	761'045	487'284	273'761	56.2
Engagements envers les banques	458'252	387'202	71'050	18.3
Fonds de la clientèle	4'142'153	4'696'906	(554'753)	(11.8)
Fonds propres après répartition	657'366	625'575	31'791	5.1
Total du bilan	5'878'105	6'197'568	(319'463)	(5.2)
Compte de résultat (en milliers de CHF)				
Résultat des opérations d'intérêts	22'957	22'401	556	2.5
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	185'406	176'207	9'199	5.2
Résultat des opérations de négoce	40'988	35'197	5'791	16.5
Charges d'exploitation (frais de personnel et frais généraux)	225'539	202'888	22'651	11.2
Bénéfice de l'exercice	98'464	118'500	(20'036)	(16.9)
Effectif				
Effectif en fin d'année (en places de travail à temps complet)	565	549	16	2.9
Rentabilité				
Rendement des fonds propres (en %) bénéfice net/ moyenne des fonds propres après répartition	15.3	19.5	-	-
Rendement de l'actif (en %) bénéfice net/ moyenne des actifs	1.6	2.3	-	-
Actions				
Dividende (en milliers de CHF)	69'750	81'000	(11'250)	(13.9)
Dividende (en % du capital-actions)	155	180	(25)	(13.9)
Capitalisation boursière (en milliers de CHF)	2'214'000	2'109'450	104'550	5.0
Données par action au porteur :				
- Bénéfice net par action	1'094	1'317	(223)	(16.9)
- Dividende	775	900	(125)	(13.9)
- Cours au 31.12	27'000	25'725	1'275	5.0
- Rendement brut (en %)	2.9	3.5	-	-

Au 31 décembre, les actions nominatives ont été prises en compte avec une décote de 20 %

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

sur les comptes statutaires de la Banque Privée Edmond de Rothschild SA
à l'Assemblée générale ordinaire des Actionnaires du 28 avril 2011

ANALYSE DU BILAN

Au 31 décembre 2010, le total du bilan s'élève à CHF 5.9 milliards, en diminution de CHF 319 millions par rapport à l'exercice précédent.

Cette baisse provient essentiellement de la baisse de l'euro et du dollar US par rapport au franc suisse. Comme les années précédentes, nos clients continuent à maintenir une part très élevée de liquidité dans leur portefeuille. Afin d'assurer le maximum de sécurité à cette liquidité, la Banque a placé ces dépôts, d'une part, auprès de contreparties avec lesquelles elle a signé des conventions de «reverse repo» et, d'autre part, directement auprès de la Banque Nationale Suisse.

A l'actif, les liquidités et créances résultant de papiers monétaires s'élèvent à CHF 272.3 millions, en forte diminution de CHF 1.9 milliard par rapport au 31 décembre 2009.

Les créances sur les banques augmentent de CHF 1 milliard pour atteindre CHF 3.6 milliards, dont CHF 3.0 milliards auprès de correspondants avec lesquels nous avons conclu des conventions de «reverse repo».

Les liquidités et les créances résultant de papiers monétaires et les créances sur les banques s'élèvent à CHF 3.8 milliards. Ce poste représente 65 % du total du bilan.

Les avances à la clientèle s'élèvent à CHF 761 millions, en forte augmentation de 56.2 % par rapport à 2009. Elles représentent 12.9 % du total du bilan.

Les portefeuilles de titres et métaux précieux destinés au négoce s'élèvent à CHF 18 millions, en légère diminution par rapport à l'exercice précédent.

Les investissements financiers s'élèvent à CHF 660.1 millions, en augmentation de CHF 108.1 millions par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation provient essentiellement du stock des métaux précieux servant à couvrir les comptes métaux de nos clients.

Les participations s'élèvent à CHF 222.4 millions, comparés à CHF 222.7 en 2009.

Les immobilisations corporelles s'élèvent à CHF 92.3 millions comparés à CHF 90.3 millions en 2009.

Les autres actifs s'élèvent à CHF 281.9 millions, en forte augmentation par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation provient de l'évolution des valeurs de remplacement positives des opérations sur devises. Elle trouve sa correspondance dans l'augmentation des valeurs de remplacement négatives contenues dans le poste «autres passifs».

Au passif, les engagements envers les banques augmentent de CHF 71 millions pour atteindre CHF 458.3 millions. Cette hausse s'inscrit dans le cadre de la gestion de la liquidité du Groupe.

A la fin de l'exercice 2010, le total des avoirs de la clientèle s'élève à CHF 4.1 milliards comparés à CHF 4.7 milliards en 2009. Il représente 70.5 % du total du bilan.

Les autres passifs s'élèvent à CHF 305.8 millions. Leur augmentation provient de l'évolution de la valeur de remplacement des opérations sur devises en cours à la fin de l'année.

Le poste correctifs de valeurs et provisions augmente de CHF 8.7 millions pour s'établir à CHF 174.3 millions. Cette augmentation résulte de l'accroissement du poste «autres provisions».

Après la distribution proposée du bénéfice, les fonds propres s'élèvent à CHF 657.4 millions, soit 11.2 % du total du bilan. La rentabilité des fonds propres est de 15.3 % en 2010. En appliquant les règles de la BRI (Bâle II), les fonds propres requis s'élèvent à CHF 115.5 millions, tandis que les fonds propres pouvant être pris en compte s'élèvent à CHF 477.8 millions. Le ratio BRI s'établit à 33.1 %.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Le bénéfice net de l'année 2010 s'élève à CHF 98.5 millions, en baisse de 16.9 % par rapport à l'année précédente. Cette baisse est principalement due à la fermeté du franc suisse par rapport à l'euro et au dollar en 2010 qui a lourdement impacté les revenus dénommés dans ces devises alors que les charges d'exploitation sont en francs suisses.

Evolution des produits

Le résultat des opérations d'intérêts s'établit à CHF 23 millions, en légère augmentation par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat des opérations de commissions et de prestations de services est en hausse de 5.2 % pour s'établir à CHF 185.4 millions comparés à CHF 176.2 millions en 2009.

Le résultat des opérations de négoce s'élève à CHF 41 millions, en augmentation de CHF 5.8 millions. Par rapport à l'exercice précédent, cette augmentation de 16.5 % est essentiellement due au résultat du négoce de devises.

Les autres résultats ordinaires diminuent de 11.3 % pour atteindre CHF 117.5 millions. Cette baisse provient essentiellement de la diminution des dividendes reçus de nos

participations et, dans une moindre mesure, des aliénations d'immobilisations financières.

Evolution des charges

Les charges d'exploitation s'élèvent à CHF 225.5 millions, en augmentation de 11.2 % par rapport à l'exercice 2009. Les charges du personnel augmentent de 11.2 % et les autres charges d'exploitation progressent de 11 %.

Le bénéfice brut diminue de 13.5 %. Il s'établit à CHF 141.3 millions comparés à CHF 163.3 millions en 2009.

Les amortissements sur l'actif immobilisé augmentent de CHF 1.6 million par rapport à l'exercice précédent pour atteindre CHF 20.7 millions.

Le poste de correctifs de valeurs, provisions et pertes s'élève à CHF 13.7 millions, en diminution de CHF 5.6 millions par rapport à l'exercice précédent.

La charge fiscale de l'exercice 2010 est estimée à CHF 8.9 millions, en diminution de CHF 1.2 million par rapport à l'exercice précédent.

APPROBATION DES COMPTES ET PROPOSITION DE RÉPARTITION

Nous soumettons à votre approbation les comptes de l'exercice 2010, ainsi que notre proposition d'affectation du solde disponible.

PROPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION RELATIVE À L'AFFECTATION DU SOLDE BÉNÉFICIAIRE

Le bénéfice net de l'exercice 2010 s'élève à	CHF	98'464'096.–
auquel s'ajoute le report de l'exercice précédent	CHF	11'190'672.–
soit un solde disponible de	CHF	109'654'768.–
que nous vous proposons d'utiliser de la façon suivante :		
Distribution d'un dividende ordinaire de 155 %		
200'000 actions nominatives de CHF 100.– nominal		
CHF 20'000'000.– à 155 %	CHF	31'000'000.–
50'000 actions au porteur de CHF 500.– nominal		
CHF 25'000'000.– à 155 %	CHF	38'750'000.–
Total du dividende ordinaire	CHF	69'750'000.–
Attribution à la réserve légale générale		Néant
Attribution à la réserve spéciale	CHF	28'623'680.–
Report à nouveau	CHF	11'281'088.–
Total	CHF	109'654'768.–

Si vous acceptez nos propositions, le dividende sera mis en paiement au moyen du coupon No 24 à tous les guichets en Suisse de l'UBS, du Credit Suisse et de Rothschild Bank AG, ainsi que de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., à partir du 5 mai 2011, à raison de CHF 155.– par action nominative de CHF 100.– nominal et de CHF 775.– par

action au porteur de CHF 500.– nominal, sous déduction de l'impôt anticipé de 35 %.

Après attribution de CHF 28'623'680.– à la réserve spéciale, les fonds propres s'élèveront à CHF 657'366'089.–, représentant 11.2% du total du bilan.

NOMINATIONS STATUTAIRES

Les mandats de Messieurs E. Trévor Salathé, Luc Argand, Michel Cicurel, Manuel Dami, François Hottinger et Jacques André Reymond expirent à la date de la présente assemblée. Conformément aux dispositions de l'article 19 des Statuts de notre société, nous vous proposons le renouvellement de leur mandat pour leur période statutaire respective.

Nous vous proposons l'élection d'un nouvel administrateur en la personne de Monsieur Jean Laurent-Bellue, secrétaire général du Groupe Edmond de Rothschild, pour une période de trois ans.

Monsieur Daniel Trèves, Directeur Général de notre filiale La Compagnie Benjamin de Rothschild SA, ne se représentera pas à une nouvelle réélection afin de se conformer aux règles de séparation des fonctions voulues par la Loi bancaire. Nous tenons à remercier Monsieur Trèves pour la pertinence de sa contribution aux travaux du Conseil d'Administration au cours des 18 dernières années.

Nous proposons également de renouveler pour l'exercice 2011 les mandats de PricewaterhouseCoopers SA en qualité d'organe de révision de votre Banque et de réviseurs des comptes du Groupe.

PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2011

L'exercice 2011 se déroulera dans un cadre légal en profonde mutation. Le poids de la réglementation et les pressions sur le secret bancaire continueront à se renforcer. Cela aura un impact certain sur le coût des opérations et sur la rentabilité du métier du « Private Banking ».

La clé de notre succès sera fonction de notre capacité d'adaptation à ces conditions nouvelles et de notre aptitude à répondre aux défis qui se dressent devant nous et aux attentes de notre clientèle. Nous sommes persuadés que notre stratégie nous permettra d'atteindre ces objectifs. Nous continuerons d'investir aussi bien dans nos équipes de professionnels que dans des projets immobiliers ou technologiques, afin d'assurer des services de grande qualité pour nos clients et d'améliorer notre compétitivité.

L'année 2011 sera consacrée au développement de notre projet stratégique de clientèle domestique en Suisse et par le démarrage de notre succursale de Hong Kong qui nous donnera accès à la clientèle asiatique que nous estimons être déterminante pour le succès futur de notre Groupe. Notre développement s'étendra également dans la région du Golfe à partir de notre Bureau de représentation de Dubaï. Nous resterons toutefois très prudents face à un environnement géopolitique, économique et boursier très volatil.

Le Japon connaît une tragédie sans précédent maîtrisée avec beaucoup de dignité par son peuple. Notre conseil d'Administration salue le courage de tous les Japonais et s'associe à leur douleur.

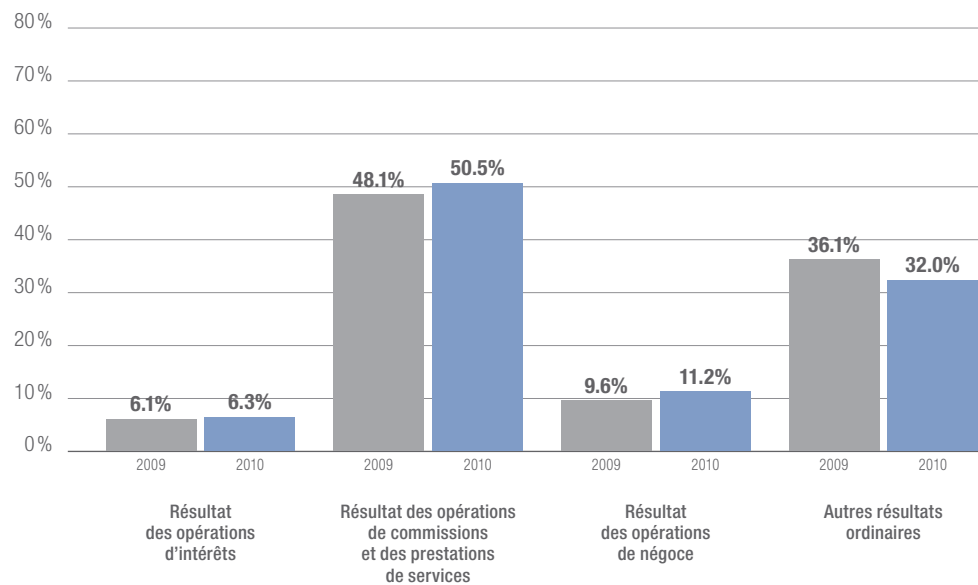
Nous ne voudrions pas terminer ce rapport sans réitérer à nos actionnaires et à nos clients notre reconnaissance pour la confiance qu'ils nous témoignent.

Nous remercions également la direction, ainsi que les collaboratrices et collaborateurs pour leur professionnalisme et la qualité de leur engagement.

Le Conseil d'Administration

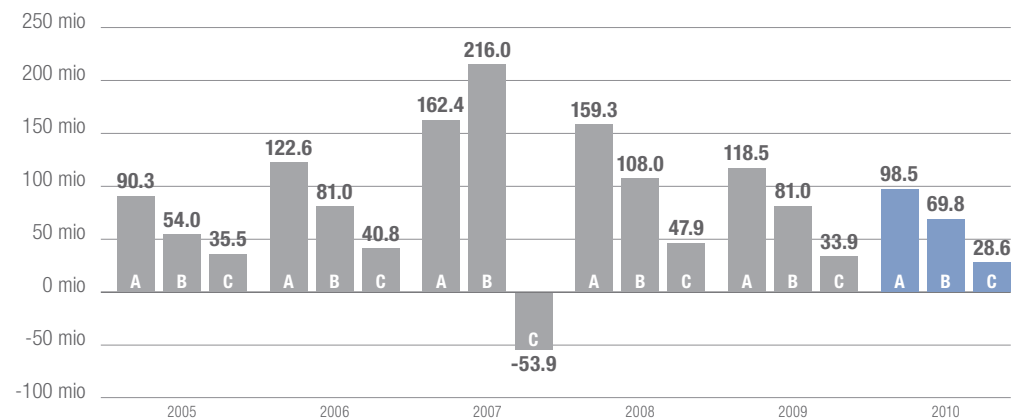
Répartition des produits

(en % du total)



Répartition du bénéfice

(en millions)



A Bénéfice de l'exercice
B Dividendes
C Attributions aux réserves

Rapport de l'organe de révision
à l'Assemblée générale de
Banque Privée Edmond de Rothschild SA
Genève

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Banque Privée Edmond de Rothschild SA, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe (pages 112 à 127) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2010.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2010 sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan est conforme à la loi suisse et aux statuts et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA



Philippe Bochud
Expert-réviseur
Réviseur responsable



Alain Lattafi
Expert-réviseur

Genève, le 17 mars 2011

BILAN

avant répartition du bénéfice au 31 décembre 2010 (en milliers de CHF)

	Notes	2010	2009	Variations (en milliers CHF)	Variations (en %)
ACTIFS					
Liquidités		154'847	2'102'495	(1'947'648)	(92.6)
Créances résultant de papiers monétaires		117'445	22'065	95'380	432.3
Créances sur les banques	1	3'551'089	2'531'441	1'019'648	40.3
Créances sur la clientèle		747'608	476'719	270'889	56.8
Créances hypothécaires		13'437	10'565	2'872	27.2
Total des avances à la clientèle		761'045	487'284	273'761	56.2
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	2	18'044	18'993	(949)	(5.0)
Immobilisations financières	3	660'082	551'971	108'111	19.6
Participations	4	222'426	222'698	(272)	(0.1)
Immobilisations corporelles	5	92'295	90'278	2'017	2.2
Comptes de régularisation		18'939	17'536	1'403	8.0
Autres actifs	6	281'893	152'807	129'086	84.5
Total des actifs	7, 14	5'878'105	6'197'568	(319'463)	(5.2)
Total des créances de rang subordonné		-	-	-	-
Total des créances sur les sociétés du Groupe et les participants qualifiés	4, 11	381'250	369'276	11'974	3.2
PASSIFS					
Engagements résultant de papiers monétaires		57	3'030	(2'973)	(98.1)
Engagements envers les banques		458'252	387'202	71'050	18.3
Autres engagements envers la clientèle	8	4'142'153	4'696'906	(554'753)	(11.8)
Total des fonds de la clientèle		4'142'153	4'696'906	(554'753)	(11.8)
Comptes de régularisation		70'423	63'225	7'198	11.4
Autres passifs	9	305'755	174'954	130'801	74.8
Correctifs de valeurs et provisions	10	174'349	165'676	8'673	5.2
Réserves pour risques bancaires généraux	10	50'000	50'000	-	-
Capital social	11	45'000	45'000	-	-
Réserve légale générale		119'385	119'385	-	-
Autres réserves		403'076	366'143	36'933	10.1
dont: - réserve propres titres de participations		53'249	34'430	18'819	54.7
Bénéfice reporté		11'191	7'547	3'644	48.3
Bénéfice de l'exercice		98'464	118'500	(20'036)	(16.9)
Total des fonds propres avant répartition	11,12,13	727'116	706'575	20'541	2.9
Total des passifs	14	5'878'105	6'197'568	(319'463)	(5.2)
Total des engagements de rang subordonné		-	-	-	-
Total des engagements envers les sociétés du Groupe et les participants qualifiés	4, 11	468'544	383'036	85'508	22.3

BILAN

au 31 décembre 2010 (en milliers de CHF)

	Notes	2010	2009	Variations (en milliers CHF)	Variations (en %)
OPÉRATIONS HORS BILAN					
Engagements conditionnels	16	181'730	207'301	(25'571)	(12.3)
Engagements irrévocables		13'180	10'352	2'828	27.3
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires		2'590	-	2'590	-
Instruments financiers dérivés :					
- valeurs de remplacement positives		279'485	152'090	127'395	83.8
- valeurs de remplacement négatives		285'565	153'738	131'827	85.7
- montants des sous-jacents		17'993'764	16'408'016	1'585'748	9.7
Opérations fiduciaires	17	3'137'241	3'640'626	(503'385)	(13.8)

COMPTE DE RÉSULTAT

de l'exercice au 31 décembre 2010 (en milliers de CHF)

	Notes	2010	2009	Variations (en milliers CHF)	Variations (en %)
Produit des intérêts et des escomptes		23'129	23'879	(750)	(3.1)
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce		38	44	(6)	(13.6)
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		1'572	1'454	118	8.1
Charges d'intérêts		1'782	2'976	(1'194)	(40.1)
Résultat des opérations d'intérêts		22'957	22'401	556	2.5
Produit des commissions sur les opérations de crédit		911	1'100	(189)	(17.2)
Produit des commissions sur les opérations de négoce de titres et les placements		207'379	211'094	(3'715)	(1.8)
Produit des commissions sur les autres opérations de prestations de services		25'991	25'124	867	3.5
Charges de commissions		48'875	61'111	(12'236)	(20.0)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services		185'406	176'207	9'199	5.2
Résultat des opérations de négoce	18	40'988	35'197	5'791	16.5
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		128	2'044	(1'916)	(93.7)
Produit des participations		110'311	123'142	(12'831)	(10.4)
Résultat des immeubles		193	165	28	17.0
Autres produits ordinaires		7'268	7'063	205	2.9
Autres charges ordinaires		437	44	393	-
Autres résultats ordinaires		117'463	132'370	(14'907)	(11.3)
Charges de personnel		170'029	152'866	17'163	11.2
Autres charges d'exploitation		55'510	50'022	5'488	11.0
Charges d'exploitation		225'539	202'888	22'651	11.2
Bénéfice brut		141'275	163'287	(22'012)	(13.5)
Amortissements sur l'actif immobilisé		20'685	19'088	1'597	8.4
Correctifs de valeurs, provisions et pertes		13'735	19'343	(5'608)	(29.0)
Résultat intermédiaire		106'855	124'856	(18'001)	(14.4)
Produits extraordinaires	19	1'039	3'734	(2'695)	(72.2)
Charges extraordinaires	19	533	8	525	-
Impôts		8'897	10'082	(1'185)	(11.8)
Bénéfice de l'exercice		98'464	118'500	(20'036)	(16.9)

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

PRINCIPES D'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève ont été établis conformément aux dispositions du Code des obligations suisse, de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne, de l'Ordonnance d'exécution (OB) révisée au 1^{er} février 1995 et des directives de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA. Les comptes individuels de la Banque donnent un aperçu aussi sûr que possible du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la Banque.

La constitution de réserves latentes dans le compte de résultat est effectuée par les rubriques amortissements sur l'actif immobilisé, correctifs de valeurs, provisions et pertes ou charges extraordinaires. La dissolution de réserves latentes est effectuée par la rubrique produits extraordinaires.

COMMENTAIRES RELATIFS À L'ACTIVITÉ ET MENTION DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL

La Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. est une banque universelle spécialisée dans la gestion de patrimoines de clients privés et institutionnels. Elle est membre de la Bourse électronique suisse. Elle a obtenu, en date du 3 avril 1998, le statut de négociant en valeurs mobilières.

L'effectif de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. converti en emploi à temps complet, s'élevait à la fin de l'exercice à 565 collaborateurs comparés à 549 collaborateurs pour l'exercice précédent.

La Banque, au travers de ses entités en Suisse et à l'étranger, exécute pour le compte de sa clientèle l'ensemble des opé-

rations usuellement proposées par les banques de gestion de patrimoines. La gestion de fortune, les opérations relatives aux dépôts fiduciaires, le trafic de paiements ainsi que le négoce de titres, de métaux précieux et de dérivés pour le compte de la clientèle représentent l'essentiel des opérations de commissions et de prestations de services.

En outre, la Banque pratique pour son propre compte un négoce actif de titres de créance, de titres de participation, de devises, de métaux précieux ainsi que d'instruments financiers dérivés. Le négoce des matières premières et des marchandises ne fait pas partie de ses activités.

La Banque ne fait pas appel à des prestations relevant de l'outsourcing.

PRINCIPES D'ÉVALUATION ET DE COMPTABILISATION

Les principes d'évaluation et de comptabilisation du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild s'appliquent aux comptes annuels de la Maison mère à l'exception des postes du bilan suivants :

«Participations»

Cette position comprend les participations détenues dans le dessein d'un placement permanent ainsi que les participations à caractère d'infrastructure (indépendamment du taux de détention). Ces participations figurent au plus à leur valeur d'acquisition.

«Immobilisations corporelles»

Ce poste regroupe les immeubles à l'usage de la Banque, les autres immeubles, le mobilier, le matériel et l'équipement, ainsi que les valeurs immatérielles.

Les immobilisations corporelles sont évaluées au prix d'acquisition, déduction faite des amortissements propres à chacune des catégories d'actifs immobilisés.

GESTION DES RISQUES

Les principes de gestion des risques de marché, de crédit, de taux et de risques pays du Groupe s'appliquent à la Maison mère.

		2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations (en %)
1 Créances sur les banques	Total	3'551'089	2'531'441	40.3
Créances sur les banques		565'350	649'807	(13.0)
Reverse repo		2'985'739	1'881'634	58.7
		3'551'089	2'531'441	

2 Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	Total	18'044	18'993	(5.0)
Actions et autres titres suisses :				
- Banques		3'051	3'499	(12.8)
<i>dont : - propres titres de participations</i>		<i>3'051</i>	<i>3'499</i>	
- Autres		59	-	-
Actions et autres titres étrangers		14'934	15'494	(3.6)
Métaux précieux		-	-	-
		18'044	18'993	

		2010 (en nbre d'actions)	2009 (en nbre d'actions)	Variations (en %)
Propres actions de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève, au 31 décembre	Total	113	136	(16.9)

Les opérations sur propres actions sont effectuées au cours du marché du jour de l'opération dans le cadre de l'activité commerciale usuelle de la Banque,

		2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations (en %)
3 Immobilisations financières	Total	660'082	551'971	19.6
Obligations suisses :				
Confédération		8'424	8'422	
Cantons et communes		1'368	559	
Banques		16'774	6'802	
Sociétés financières		1'616	897	
Assurances		2'360	937	
Entreprises industrielles		7'592	2'647	
		38'134	20'264	88.2
Actions et autres titres suisses :				
- Banques		53'249	34'430	
<i>dont : - propres titres de participations</i>		<i>53'249</i>	<i>34'430</i>	
		53'249	34'430	54.7
Obligations étrangères :				
Collectivités de droit public		3'818	6'034	
Autres		37'749	25'767	
		41'567	31'801	30.7
Actions et autres titre étrangers		1'161	-	-
Métaux précieux		516'109	453'774	13.7
Parts de fonds de placement		9'862	11'702	(15.7)
		660'082	551'971	

(suite annexe 3 : page suivante)

(suite annexe 3)

	2010 (en nbre d'actions)	2009 (en nbre d'actions)	Variations (en %)
Propres actions de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève, au 31 décembre	2'191	1'450	51.1

		2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations (en %)
4 Participations	Total	222'426	222'698	(0.1)
Actions et autres titres suisses :				
Banques		94'748	94'748	
Sociétés financières		45'872	45'572	
Sociétés immobilières		483	483	
		141'103	140'803	0.2
Actions et autres titres étrangers :				
Banques		78'001	78'001	
Sociétés financières		985	1'557	
Sociétés immobilières		2'337	2'337	
		81'323	81'895	(0.7)

	2010 Capital-actions (en millions)	2010 Taux de participation	2009 Taux de participation
Indications relatives aux participations essentielles			
Banques :			
Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A., Lugano	CHF 5.0	99.8%	99.8%
Banque Privée Edmond de Rothschild Ltd, Nassau, Bahamas	CHF 15.0	100%	100%
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg	EUR 31.5	100%	100%
Banque de Gestion Edmond de Rothschild - Monaco, Monaco	EUR 12.0	34%	34%
Sociétés financières et de gestion :			
Edmond de Rothschild Limited, Londres	GBP 1.0	80%	80%
Privaco Trust S.A., Genève	CHF 2.1	100%	100%
Rouiller, Zurkinden & Cie Finance S.A., Fribourg	CHF 0.6	100%	100%
Société immobilière :			
Copri III S.A., Luxembourg	EUR 0.7	100%	100%

(suite annexe 4 : page suivante)

(suite annexe 4)

2010 2009 Variations
(en milliers de CHF) (en milliers de CHF) (en %)

Créances et engagements envers les sociétés dans lesquelles la Banque détient une participation majoritaire (participations majoritaires consolidées et non consolidées au niveau des comptes de Groupe):

Créances sur les banques	221'470	258'637	
Créances sur la clientèle	-	1	
Comptes de régularisation	375	2'349	
Autres actifs	121'970	94'287	
Total des créances	343'815	355'274	(3.2)
Engagements envers les banques	391'675	353'802	
Autres engagements envers la clientèle	7'290	7'068	
Comptes de régularisation	829	511	
Autres passifs	66'064	19'120	
Total des engagements	465'858	380'501	22.4

5 Valeurs d'assurance incendie des immobilisations corporelles

Immeubles à l'usage de la banque	103'595	94'609	9.5
Mobilier, matériel, équipement	82'595	82'595	-

6 Autres actifs

Total	281'893	152'807	84.5
Valeurs de remplacement positives des instruments financiers dérivés	279'485	152'090	83.8
Autres	2'408	717	236.1
	281'893	152'807	

2010 2010 2009 2009
Valeur Engagements Valeur Engagements
comptable effectifs comptable effectifs
des actifs correspondants des actifs correspondants

7 Limitations du droit de propriété pour engagements propres (en milliers de CHF)

Titres remis en nantissement auprès de la Chambre de la Bourse et en garantie du trafic des paiements	17'451	-	22'065	-
Autres	5'172	-	5'848	-
Actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements	22'623	-	27'913	-
Actifs faisant l'objet d'une réserve de propriété	-	-	-	-
Total des limitations du droit de propriété pour engagements propres	22'623	-	27'913	-

		2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations (en %)	
8	Engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle	Total	40'627	22'170	83.3
9	Autres passifs	Total	305'755	174'954	74.8
	Valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés		285'565	153'738	85.7
	Autres		20'190	21'216	(4.8)
			305'755	174'954	

	Etat fin 2009	Utilisations et dissolutions conformes à leur but	Modifications de l'affectation (nouvelles affectations)	Recouvrements, intérêts compromis, différences de change	Nouvelles constitutions à charge du compte de résultat	Dissolutions au profit du compte de résultat	Etat fin 2010
10	Correctifs de valeurs et provisions						
	Réserves pour risques bancaires généraux (en milliers de CHF)						
	Correctifs de valeurs et provisions pour risques de défaillance et autres risques :						
	- correctifs de valeurs et provisions pour risques de défaillance (risques de recouvrement et risques-pays)	13'758	(63)	-	-	316 (736)	13'275
	- correctifs de valeurs et provisions pour autres risques d'exploitation	-	-	-	-	-	-
	- autres provisions	162'176	(3'461)	-	113	12'021 -	170'849
	Sous-total	175'934	(3'524)	-	113	12'337 (736)	184'124
	Total des correctifs de valeurs et provisions	175'934	(3'524)	-	113	12'337 (736)	184'124
	Moins correctifs de valeurs compensés directement à l'actif:	10'258					9'775
	<i>dont: - clientèle</i>	<i>10'258</i>					<i>9'775</i>
	Total des correctifs de valeurs et provisions selon le bilan	165'676					174'349
	Réserves pour risques bancaires généraux	50'000	-	-	-	-	50'000

Les réserves pour risques bancaires généraux ne sont pas taxées.

	2010 Valeur nominale (en milliers de CHF)	2010 Nombre de titres	2010 Capital donnant droit au dividende (en milliers de CHF)	2009 Valeur nominale (en milliers de CHF)	2009 Nombre de titres	2009 Capital donnant droit au dividende (en milliers de CHF)
11	Capital social					
	Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.– nominal	20'000	200'000	20'000	200'000	20'000
	Actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.– nominal	25'000	50'000	25'000	50'000	25'000
	Total du capital social	45'000		45'000		

Concernant les actions détenues en propre, voir sous **notes 1 et 2**.

(suite annexe 11 : page suivante)

(suite annexe 11)

	2010 Nominal (en milliers de CHF)	2010 Taux de participation au capital (en %)	2010 Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)	2009 Nominal (en milliers de CHF)	2009 Taux de participation au capital (en %)	2009 Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)
Actionnaires importants						
Edmond de Rothschild Holding S.A. (1)	36'019.5	80.0	86.4	36'019.5	80.0	86.4
Rothschild Holding AG, Zurich (2)	3'799.0	8.4	9.4	3'799.5	8.4	9.4

(1) La totalité du capital-actions de Edmond de Rothschild Holding S.A. est contrôlée directement ou indirectement par des membres de la famille de Rothschild. La Baronne Edmond de Rothschild détient 17 % du capital (6.77 % des voix) de cette société, alors que le Baron Benjamin de Rothschild en détient 66.33 % (89.84 % des voix).

(2) Le Groupe constitué des personnes suivantes, toutes représentées par Rothschilds Continuation Holdings AG, Rudolf Tschaeni, Zug : Eric de Rothschild, Paris ; David de Rothschild, Paris ; Alexandre de Rothschild, Paris ; Stéphanie de Rothschild, Paris ; Louise de Rothschild, Paris ; Financière de Tournon Paris ; Financière de Reux, Paris ; Bero, Paris ; Ponthieu Rabelais, Paris ; Integritas Investments B.V., Amsterdam ; Rothschild Trust (Schweiz) AG, Zürich ; détient ensemble 20'000 actions nominatives et 3'598 actions au porteur de la Banque Privée Edmond de Rothschild SA, Genève, représentant au total 8.4 % du capital et 9.4 % des droits de vote.

Les membres du groupe détiennent une majorité de contrôle dans Rothschild Concordia SAS, Paris, laquelle contrôle Concordia Holding SARL Paris. Concordia Holding contrôle Rothschild Concordia AG, Zug, qui à son tour détient une majorité de contrôle dans Rothschilds Continuation Holdings AG, Zug. Rothschilds Continuation Holdings AG contrôle Rothschild Holding AG, Zürich, qui détient une participation directe dans la Banque Privée Edmond de Rothschild SA, Genève.

Il n'y a pas eu de déclaration de participation durant l'exercice sous revue.

	2010 Nombre des droits de participations détenus	2010 Taux de participation au capital (en %)	2010 Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)	2009 Nombre des droits de participations détenus	2009 Taux de participation au capital (en %)	2009 Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)
Participations croisées						
Rothschild Holding AG, Zurich	10'161	9.5	9.5	10'161	9.5	9.5

	2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	Variations en %
Créances et engagements envers les participants qualifiés			
Créances et engagements envers Edmond de Rothschild Holding S.A., seul actionnaire détenant une participation qualifiée dans la Maison mère :			
Créances sur la clientèle	37'435	14'002	-
Total des créances	37'435	14'002	167.4
Autres engagements envers la clientèle	2'686	2'535	-
Total des engagements	2'686	2'535	6.0

	2010 (en milliers de CHF)	2009 (en milliers de CHF)	2008 (en milliers de CHF)	Variations (en %)
12 Justification des capitaux propres avant répartition du bénéfice				
Capitaux propres au début de l'exercice de référence :				
- Capital social	45'000	45'000	45'000	-
- Réserve légale générale	119'385	119'385	98'010	-
- Réserves pour risques bancaires généraux	50'000	50'000	50'000	-
- Autres réserves	366'143	317'149	391'254	15.4
<i>dont : - réserve propres titres de participations</i>	<i>34'430</i>	<i>39'497</i>	<i>42'975</i>	<i>(12.8)</i>
Bénéfice au bilan	126'047	163'397	166'195	(22.9)
Total des capitaux propres au début de l'exercice de référence (avant répartition du bénéfice)	706'575	694'931	750'459	1.7
Attributions / prélèvements sur les réserves	3'077	1'145	1'150	168.9
Moins dividende prélevé sur le bénéfice de l'exercice précédent	(81'000)	(108'000)	(216'000)	(25.0)
Bénéfice de l'exercice	98'464	118'500	159'323	(16.9)
Total des capitaux propres à la fin de l'exercice de référence (avant répartition du bénéfice)	727'116	706'575	694'931	2.9
<i>dont : - capital social</i>	<i>45'000</i>	<i>45'000</i>	<i>45'000</i>	
<i>- réserve légale générale</i>	<i>119'385</i>	<i>119'385</i>	<i>119'385</i>	
<i>- réserves pour risques bancaires généraux</i>	<i>50'000</i>	<i>50'000</i>	<i>50'000</i>	
<i>- autres réserves</i>	<i>403'076</i>	<i>366'143</i>	<i>317'149</i>	
<i>dont réserve propres titres de participations</i>	<i>53'249</i>	<i>34'430</i>	<i>39'497</i>	
<i>- bénéfice au bilan</i>	<i>109'655</i>	<i>126'047</i>	<i>163'397</i>	

Depuis 2009 les réserves pour risques bancaires généraux sont inclus dans les fonds propres et la réserve pour propres titres est désormais calculée uniquement sur la rubrique des immobilisations financières. L'année 2008 a été retraitée.

13 Capitaux propres après répartition du bénéfice				
Capitaux propres avant répartition du bénéfice	727'116	706'575	694'931	2.9
Moins dividende de l'exercice	(69'750)	(81'000)	(108'000)	(13.9)
Total des capitaux propres après répartition	657'366	625'575	586'931	5.1
<i>dont : - capital social</i>	<i>45'000</i>	<i>45'000</i>	<i>45'000</i>	
<i>- réserve légale générale</i>	<i>119'385</i>	<i>119'385</i>	<i>119'385</i>	
<i>- réserves pour risques bancaires généraux</i>	<i>50'000</i>	<i>50'000</i>	<i>50'000</i>	
<i>- autres réserves</i>	<i>431'700</i>	<i>399'999</i>	<i>365'000</i>	
<i>dont réserve propres titres de participations</i>	<i>53'249</i>	<i>34'430</i>	<i>39'497</i>	
<i>- bénéfice reporté</i>	<i>11'281</i>	<i>11'191</i>	<i>7'546</i>	

14 Créances et engagements envers les sociétés liées				
Créances sur les banques	88	3'906		
Comptes de régularisation	1'501	1'277		
Total des créances	1'589	5'183		(69.3)
Engagements envers les banques	306	-		-
Autres engagements envers la clientèle	2'975	2'692		
Comptes de régularisation	210	30		
Autres passifs	3'140	-		
Total des engagements	6'631	2'722		143.6

Les sociétés liées sont constituées par les participations majoritaires détenues par Edmond de Rothschild Holding S.A., qui ne font pas partie du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild.

	2010	2010	2009	2009
	Crédits accordés aux organes de la Banque	Engagements pris pour le compte de ces personnes à titre de garantie	Crédits accordés aux organes de la Banque	Engagements pris pour le compte de ces personnes à titre de garantie
15 Crédits aux organes de la Banque				
Engagements pris pour le compte des organes de la Banque à titre de garantie				
Rémunérations des organes de la Banque				
(en milliers de CHF)				
Conseils d'administration	39'671	82	14'398	13
Baron Benjamin de Rothschild <i>Président</i>	37'435	-	14'002	-
E. Trevor Salathé <i>Vice-Président</i>	-	-	-	-
Manuel Dami <i>Secrétaire</i>	280	61	396	-
Baronne Benjamin de Rothschild	-	-	-	-
John Alexander	-	-	-	-
Luc J. Argand	-	21	-	13
Walter Blum Gentilomo	-	-	-	-
Michel Cicurel	-	-	-	-
François Hottinger	-	-	-	-
Veit de Maddalena	-	-	-	-
Klaus Jenny	-	-	-	-
Jacques-André Reymond	-	-	-	-
Daniel Yves Trèves	1'956	-	-	-
Guy Wais	-	-	-	-
Comité exécutif	800	97	1'225	53
Philippe Currat	626	11	625	11
Services de l'audit interne	-	30	-	29
Organes de révision	-	-	-	-
Total	40'471	209	15'623	94

Les crédits octroyés le sont sous forme de découverts en comptes courants et/ou d'avances à terme fixe ne dépassant pas une durée d'une année, en blanc ou gagés (par le nantissement du portefeuille titres) et de prêts hypothécaires à taux variables.

Les intérêts perçus sur les prêts hypothécaires correspondent aux taux usuels du marché. Cependant, comme dans le cas des prêts octroyés aux employés de la Banque, les membres des organes bénéficient d'une rétrocession de 25 % du taux appliqué sur leur prêt hypothécaire. Cette rétrocession est toutefois limitée à hauteur d'un prêt maximum de CHF 750'000.-.

(suite annexe 15 : page suivante)

Au 31 décembre 2010, les taux appliqués aux prêts hypothécaires variaient entre 2 % et 3 %. Ceux pratiqués pour les prêts lombards allaient de 1.5 % à 3.5 %. Le montant global des crédits accordés aux membres du Comité de Direction s'élève à 800 (en milliers de CHF). Le montant global des crédits accordés aux membres non exécutifs du Conseil d'Administration s'élève à 39'671 (en milliers de CHF).

(suite annexe 15)

	2010	2010	2010	2010	2009	2009	2009	2009
	Indemnités fixes	Indemnités fixes	Indemnités variables	Indemnités variables	Indemnités fixes	Indemnités fixes	Indemnités variables	Indemnités variables
	Espèce	Nombres d'actions	Espèce	Nombres d'actions	Espèce	Nombres d'actions	Espèce	Nombres d'actions
Rémunérations allouées aux membres:								
(en milliers de CHF)								
Conseils d'administration	2'276	-	2'437	-	2'134	-	3'078	-
Baron Benjamin de Rothschild <i>Président</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
E. Trevor Salathé <i>Vice-Président</i>	408	-	301	-	405	-	535	-
Manuel Dami <i>Secrétaire</i>	197	-	-	-	208	-	-	-
Baronne Benjamin de Rothschild	-	-	-	-	-	-	-	-
John Alexander	602	-	2'136	-	634	-	2'543	-
Luc J. Argand	64	-	-	-	64	-	-	-
Walter Blum Gentilomo	187	-	-	-	187	-	-	-
Michel Cicurel	119	-	-	-	120	-	-	-
François Hottinger	62	-	-	-	62	-	-	-
Veit de Maddalena	60	-	-	-	60	-	-	-
Klaus Jenny	168	-	-	-	-	-	-	-
Jacques-André Reymond	151	-	-	-	140	-	-	-
Daniel Yves Trèves	132	-	-	-	139	-	-	-
Guy Wais	126	-	-	-	115	-	-	-
Comité exécutif	5'318	-	12'517	-	4'771	-	12'156	-
Claude Messulam <i>Directeur général</i>	843	-	4'596	-	851	-	5'065	-
Total	7'594	-	14'954	-	6'905	-	15'234	-

(suite annexe 15 : page suivante)

(suite annexe 15)

		2010 Charges de prévoyance professionnelle	2010 Total	2009 Charges de prévoyance professionnelle	2009 Total
Rémunérations allouées aux membres: (en milliers de CHF)					
Conseils d'administration					
Baron Benjamin de Rothschild	<i>Président</i>	-	4'713	-	5'212
E. Trevor Salathé	<i>Vice-Président</i>	-	709	-	940
Manuel Dami	<i>Secrétaire</i>	-	197	-	208
Baronne Benjamin de Rothschild		-	-	-	-
John Alexander		-	2'738	-	3'177
Luc J. Argand		-	64	-	64
Walter Blum Gentilomo		-	187	-	187
Michel Cicurel		-	119	-	120
François Hottinger		-	62	-	62
Veit de Maddalena		-	60	-	60
Klaus Jenny		-	168	-	-
Jacques-André Reymond		-	151	-	140
Daniel Yves Trèves		-	132	-	139
Guy Wais		-	126	-	115
Comité exécutif		987	18'822	855	17'782
Claude Messulam	<i>Directeur Général</i>	123	5'562	123	6'039
Total		987	23'535	855	22'994

Compte-tenu du fait que les montants d'indemnités individuels ne sont arrêtés qu'après la clôture des comptes annuels, les indemnités ci-dessus correspondent aux montants évalués selon la méthode dite « accrual basis ».

En 2010 des modifications sont intervenues dans la composition du Comité Exécutif. Au 1^{er} juin 2010 trois nouveaux membres ont été nommés. Il s'agit de Messieurs Frédéric Bingeli, Alexandre Col et Martin Leuthold. A compter du 1^{er} juillet 2010 Monsieur Patrick Ségal a fait valoir son droit à la retraite et a cessé son activité au sein du Comité Exécutif.

Au 31 décembre 2010 le Comité Exécutif de la Banque comptait 10 membres comparé à 8 membres au 31 décembre 2009.

(suite annexe 15 : page suivante)

(suite annexe 15)

		2010 Nombre d'actions au porteur	2010 Nombre d'actions nominatives	2009 Nombre d'actions au porteur	2009 Nombre d'actions nominatives
Détention d'actions BPER S.A. Genève:					
Conseil d'administration et proches		827	9	777	8
Baron Benjamin de Rothschild	<i>Président</i>	236	-	186	-
E. Trevor Salathé	<i>Vice-Président</i>	270	1	270	1
Manuel Dami	<i>Secrétaire</i>	40	-	40	-
Baronne Benjamin de Rothschild		-	1	-	1
John Alexander		-	1	-	1
Luc J. Argand		67	1	67	1
Walter Blum Gentilomo		197	1	197	1
Michel Cicurel		-	1	-	1
François Hottinger		10	1	10	1
Veit de Maddalena		1	-	1	-
Klaus Jenny		-	1	n/a	-
Jacques-André Reymond		5	-	5	-
Daniel Yves Trèves		-	1	-	1
Guy Wais		1	-	1	-
Comité de direction et proches		1'183	-	1'175	-
Claude Messulam	<i>Directeur général</i>	1'075	-	1'075	-
Sylvain Roditi	<i>Directeur général adjoint</i>	88	-	88	-
Jean-Pierre Pieren	<i>Directeur général adjoint</i>	5	-	5	-
Luc Baatard		2	-	2	-
Frédéric Binggeli		-	-	n/a	-
Alexandre Col		4	-	n/a	-
Philippe Currat		-	-	-	-
Martin Leuthold		4	-	n/a	-
Michel Lusa		-	-	-	-
Bernard Schaub		5	-	5	-
Patrick Ségal		-	-	-	-
Total		2'010	9	1'952	8

		2010 (en milliers CHF)	2009 (en milliers CHF)	Variations (en %)	
16	Obligations de garantie en faveur de tiers	Total	181'730	207'301	(12.3)
	Cautionnements		4'618	3'318	39.2
	Garanties		177'112	203'983	(13.2)
			181'730	207'301	
17	Opérations fiduciaires	Total	3'137'241	3'640'626	(13.8)
	Placements fiduciaires auprès de banques tierces		2'978'486	3'600'417	(17.3)
	Placements fiduciaires auprès de banques du Groupe		155'850	36'531	326.6
	Prêts fiduciaires		2'905	3'678	(21.0)
			3'137'241	3'640'626	
18	Résultat des opérations de négoce	Total	40'988	35'197	16.5
	Résultat sur titres (y compris instruments dérivés sur titres / indices)		2'853	3'240	(11.9)
	Devises (y compris instruments dérivés sur devises)		37'474	31'464	19.1
	Métaux précieux (y compris instruments dérivés sur métaux précieux)		661	493	34.1
			40'988	35'197	
19	Produits et charges extraordinaires				
	Produits extraordinaires		1'039	3'734	(72.2)
	Charges extraordinaires		533	8	-

La rubrique produits extraordinaires contient essentiellement la dissolution d'autres provisions devenues non nécessaires à l'exploitation de CHF 1 million.

ADRESSES

Banque Privée Edmond de Rothschild

Suisse

SIÈGE

Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.
18, rue de Hesse
1204 Genève
T. +41 58 818 91 11
F. +41 58 818 91 21
www.groupedr.ch

SUCCURSALES

Fribourg

Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.
11, rue de Morat - CP 144
1701 Fribourg
T. +41 26 347 24 24
F. +41 26 347 24 20
www.groupedr.ch

Lausanne

Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.
2, avenue Agassiz
1003 Lausanne
T. +41 21 318 88 88
F. +41 21 323 29 22
www.groupedr.ch

FILIALES

Fribourg

Rouiller, Zurkinden & Cie Finance S.A.
11, rue de Morat - CP 1296
1701 Fribourg
T. +41 26 347 26 00
F. +41 26 347 26 15

Genève

Privaco Trust S.A.
2, rue Firmin-Abauzit
1204 Genève
T. +41 58 818 96 19
F. +41 58 818 91 78

Privaco Trust Limited
(Filiale de Privaco Trust SA)
Level 3, Parnell road
Parnell
Auckland 1052 - New Zealand

Lugano

Banca Privata Edmond de Rothschild
Lugano S.A.
Via Ginevra 2 - CP 5882
6901 Lugano
T. +41 91 913 45 00
F. +41 91 913 45 01
www.privata.ch

A l'étranger

FILIALES

BAHAMAS

Banque Privée Edmond de Rothschild Ltd.
P.O. Box SP-63948
Lyford Financial Center Lyford Cay no. 2
West Bay Street
Nassau Bahamas
T. +1 242 702 80 00
F. +1 242 702 80 08
www.groupedr.bs

LUXEMBOURG

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
(Détail page 130)

MONACO

Banque de Gestion Edmond de Rothschild -
Monaco
Les Terrasses
2, avenue de Monte-Carlo - BP 317
98006 Monaco Cedex
T. +377 93 10 47 47
F. +377 93 25 75 57
www.groupedr.mc

Edmond de Rothschild Conseil
et Courtage d'Assurance - Monaco
Les Terrasses
2, avenue de Monte-Carlo
98000 Monaco
T. +377 97 98 28 00
F. +377 97 98 28 01

Edmond de Rothschild Gestion (Monaco)
 Les Terrasses
 2, avenue de Monte-Carlo
 98000 Monaco
 T. +377 97 98 22 14
 F. +377 97 98 22 18

ROYAUME-UNI

Edmond de Rothschild Limited
 - LCF Edmond de Rothschild Securities
 Limited
 - LCF Edmond de Rothschild Asset
 Management Limited
 Orion House
 5 Upper St. Martin's Lane
 WC2H 9EA London
 T. +44 20 7845 5900
 F. +44 20 7845 5901
www.groupedr.co.uk

LCF Edmond de Rothschild Holdings (C.I.) Limited

- LCF Edmond de Rothschild (C.I.) Limited
 - LCF Edmond de Rothschild Asset
 Management (C.I.) Limited
 Hirzel Court Suite D
 St. Peter Port – Guernsey GY1 2NH
 Channel Islands UK
 T. +44 1481 716 336
 F. +44 1481 714 416
www.groupedr.gg

TAIWAN

Priasia Limited (Edmond de Rothschild Group)
 Tortola, British Virgin Islands
 205 Tun Hwa North Road, Suite 202
 Taipei - Taiwan 105
 T. +886 2 2545 0505
 F. +886 2 2545 1407

BUREAUX DE REPRÉSENTATION

CHINE

Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.
 Hong Kong Representative Office
 Suite 5001 / 50F One Exchange Square
 8 Connaught Place
 Central - Hong-Kong
 T. +852 3765 0600
 F. +852 2877 2185

URUGUAY

Representación Banque Privée
 Edmond de Rothschild S.A.
 «World Trade Center Montevideo»
 Torre II - Piso 21
 Avenida Luis Alberto de Herrera 1248
 11300 Montevideo
 T. +598 2 623 24 00
 F. +598 2 623 24 01

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe

SIÈGE

LUXEMBOURG

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
20, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
T. +352 24 88 1
F. +352 24 88 82 22
www.groupedr.eu

FILIALES

LUXEMBOURG

Adjutoris Conseil
18, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
T. +352 26 26 23 92
F. +352 26 26 23 94

Edmond de Rothschild Investment Advisors
16, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
T. +352 24 88 23 86
F. +352 24 88 84 02

A l'étranger

SUCCURSALES

BELGIQUE

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
Avenue Louise 480 Bte 16A
1050 Bruxelles
T. +32 2 645 57 57
F. +32 2 645 57 20
www.groupedr.be

Agence de Liège
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
Quai de Rome 56
4000 Liège
T. +32 4 234 95 95
F. +32 4 234 95 75
www.groupedr.be

Agence d'Anvers
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
Frankrijklei 103
2000 Antwerpen
T. +32 3 212 21 11
F. +32 3 212 21 22
www.groupedr.be

ESPAGNE

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
Calle Orfila, 8 Bajo C
28010 Madrid
T. +34 91 364 66 00
F. +34 91 364 66 63
www.groupedr.es

Agence de Barcelone
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
Josep Bertrand 11
08021 Barcelone
T. +34 93 362 30 00
F. +34 93 362 30 50
www.groupedr.es

ITALIE

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
Via Ulrico Hoepli, 7
20121 Milan
T. +39 02 72 17 44 11
F. +39 02 72 17 44 57
www.bpere.groupedr.co.it

PORTUGAL

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
Rua D. Pedro V, 130
1250-095 Lisbonne
T. +351 21 045 46 60
F. +351 21 045 46 87/88
www.groupedr.pt

FILIALE

PORTUGAL

Edmond de Rothschild Real Estate
Mediação Imobiliária S.A.
Rua D. Pedro V, 128
1250-095 Lisbonne
T. +351 213 408 360
F. +351 213 408 369
www.groupedr.pt

BUREAUX DE REPRÉSENTATION

ISRAËL

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
46, boulevard Rothschild
66883 Tel-Aviv
T. +972 356 69 818
F. +972 356 69 821
www.bpere.groupedr.co.il

POLOGNE

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
Rondo ONZ 1, 12th Fl.
00-124 Varsovie
T. +48 22 581 64 00
F. +48 22 581 64 01
www.groupedr.pl

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
Pařížská 26
Prague 1
110 00

SLOVAQUIE

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
Hlavné námestie 4
811 01 Bratislava
T. +421 2 5443 0940
F. +421 2 5443 4084
www.groupedr.sk

SOCIÉTÉ EN JOINT-VENTURE

JAPON

Edmond de Rothschild
Nikko Cordial Co., Ltd
1-12-1, Yurakucho, Chiyoda-ku
Tokyo # 100-0006
T. +81 3 3283-3535
F. +81 3 3283-1611
www.groupedr.jp

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild

SIÈGE

FRANCE

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 24 02
www.edmond-de-rothschild.fr

BUREAUX DE REPRÉSENTATION

Bordeaux

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque
Hôtel de Saige
23, cours du Chapeau Rouge
33000 Bordeaux
T. +33 5 56 44 20 66
F. +33 5 56 51 66 03
www.groupedr.fr

Lille

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque
116, rue de Jemmapes
59800 Lille
T. +33 3 62 53 75 00
F. +33 3 28 04 96 20
www.groupedr.fr

Lyon

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque
55, avenue Foch
69006 Lyon
T. +33 4 72 82 35 25
F. +33 4 78 93 59 56
www.groupedr.fr

Marseille

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque
165, avenue du Prado
13272 Marseille
T. +33 4 91 29 90 80
F. +33 4 91 29 90 85
www.groupedr.fr

Nantes

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque
10-12, rue du Président Herriot
44000 Nantes
T. +33 2 53 59 10 00
F. +33 2 53 59 10 09
www.groupedr.fr

Strasbourg

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque
6, avenue de la Marseillaise
67000 Strasbourg
T. +33 3 68 33 90 00
F. +33 3 88 35 64 86
www.groupedr.fr

Toulouse

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque
22, rue Croix Baragnon
31000 Toulouse
T. +33 5 67 20 49 00
F. +33 5 61 73 49 04
www.groupedr.fr

FILIALES ET SOUS-FILIALES

Paris

Edmond de Rothschild Asset Management
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 24 42
www.edram.fr

Edmond de Rothschild Investment Managers
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 23 67
www.edrim.fr

Edmond de Rothschild Corporate Finance
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
T. +33 1 40 17 21 11
F. +33 1 40 17 25 01
www.edrcf.com

Edmond de Rothschild Private Equity Partners
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 23 91
www.groupedr.fr

Edmond de Rothschild Capital Partners
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 23 91
www.edrcp.com

Edmond de Rothschild Investment Partners
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 31 43
www.edrip.fr

Assurances Saint-Honoré Patrimoine
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
T. +33 1 40 17 22 32
F. +33 1 40 17 89 40
www.ashp.fr

Edmond de Rothschild Entreprises Patrimoniales
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
T. +33 1 40 17 31 63
F. +33 1 40 17 23 93
www.edrep.fr

Lyon

Edmond de Rothschild Entreprises Patrimoniales
55, avenue Foch
69006 Lyon
T. +33 4 26 72 95 00
F. +33 4 37 42 51 91
www.edrep.fr

A l'étranger

BUREAUX DE REPRÉSENTATION

CHINE

La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
Room 3, 28F China Insurance Building,
166 East Lujiazui Road, Pudong New Area
200120 Shanghai
T. +86-21 58 76 51 90
F. +86-21 58 76 71 80
www.groupedr.fr

FILIALES, SOUS-FILIALES ET SUCCURSALES

CHINE

Edmond de Rothschild Asset Management
Hong Kong Ltd
Suite 4101-04, 41F,
Exchange Square Two,
8 Connaught Place
Central - Hong Kong
T. (852) 3926 5199
F. (852) 3926 5008
www.edram.fr

Edmond de Rothschild Asia Ltd
Suite 4101-04, 41F,
Exchange Square Two,
8 Connaught Place
Central - Hong Kong
T. (852) 3926 5199
F. (852) 3926 5008
www.edram.fr

Edmond de Rothschild China Ltd
Room 02, 28F China Insurance Building
166 East Lujiazui Road,
Pudong New Area
Shanghai 200120
T. +(86 21) 6086 2503
F. +(86 21) 6086 2503

CHILI

Edmond de Rothschild Asset Management
Chile
Apoquindo 4001
oficina 305
Las Condes
Santiago
T. +56 2598 99 00
F. +56 2598 99 01
www.edram.fr

ISRAËL

Edmond de Rothschild Investment
Services Limited
Alrov Tower
46, Rothschild Boulevard
66883 Tel Aviv
T. +972 3 713 03 00
F. +972 3 566 66 89
www.edris.co.il

ALLEMAGNE

Edmond de Rothschild Asset Management
Deutschland
Opernturm
60306 Frankfurt am Main

BELGIQUE

Edmond de Rothschild Asset Management
Benelux
Marnix, 28
1000 Bruxelles
T. +32 2517 60 90
F. +32 2503 56 88
www.edram.fr

ESPAGNE

Edmond de Rothschild Investment
Managers Espagne
Edmond de Rothschild Asset
Management Espagne
(sous réserve de l'agrément de la CNMV)
Calle Serrano, 32
28043 Madrid
T. +34 91 781 49 75
F. +34 91 577 39 08
www.edrim.fr

ITALIE

La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
Edmond de Rothschild S.G.R. SpA
Palazzo Chiesa
Corso Venezia 36
20121 Milan
T. +39 02 76 061 200
F. +39 02 76 061 222

ROYAUME-UNI

Edmond de Rothschild Private Equity
Select LLP
Orion House, 5 Upper St Martin's Lane
WC2H 9EA Londres
T. +44-20 7845 59 93
F. +44-20 7557 59 93
www.groupedr.fr

Autres sociétés du Groupe Edmond de Rothschild

FRANCE

COGIFRANCE

47, rue du Faubourg Saint-Honoré

75408 Paris

T. +33 1 40 17 25 25

F. +33 1 40 17 24 02

SUISSE

La Compagnie Benjamin de Rothschild

29, route de Pré-Bois

CP 490

1215 Genève 15

T. +41 22 319 75 00

F. +41 22 319 75 09

www.ctbr.ch

